l'unité

N° 122 - 4F L'hebdomadaire du Parti socialiste 6 au 12 Septembre 1974



LE SPECTACLE EST TERMINE

CHILI : IL Y A 4 ANS, L'ESPOIR...

POURQUOI 4 F

« L'Unité » reprend cette semaine sa publication, prête pour les nouvelles batailles qui, dans tous les domaines, attendent les socialistes et l'ensemble de la gauche.

Au cours des mois écoulés, nous avons réussi, avec l'aide de nos abonnés, de nos lecteurs au numéro, de nos diffuseurs militants, de tous ceux qui ont bien voulu nous faire confiance et soutenir notre effort, à la fois à accroître considérablement l'audience du journal et à assurer son équilibre financier.

Mais, comme nous l'avons expliqué déjà à →

Sommaire

3 SYNDICATS : LA NEGOCIATION PAS LA DOCILITE, PAR MICHELE BACKMANN.

LES LIMITES DU CHANGEMENT, PAR PIERRE BEREGOVOY

4 EDITORIAL : CE QUE GISCARD NE FERA PAS, PAR CLAUDE ESTIER.

5 PRIX : LE TROMPE-L'ŒIL, PAR JOSETTE BARBIERI

6 LE BLUFF DES BETTERAVIERS, PAR JEAN-LOUP REVERIER.

7 INFLATION ET INEGALITES, PAR ROGER PRIOURET.

8 A QUI APPARTIENT LE LARZAC, PAR LOUIS LAFABRIE.
Ce qui s'est vraiment passé le 18 août au Larzac autour de François Mitterrand, raconté par un militant socialiste de Millau.

9 PAYSANS : LES RESPONSABLES, PAR HELENE DELORME.

10 EMPLOI : TOUTE UNE VILLE MOBILISEE, PAR CHRISTINE COTTIN.
La fermeture des tanneries d'Annonay, ce n'est pas seulement le problème des 492 salariés qui y travaillent, c'est l'affaire de toute une ville mobilisée pour défendre l'emploi.

12 PATRONAT : LES FLICS A CADUCEE, PAR NICOLAS BRIMO.
Ceux qui ont financé les journaux anti-Mitterrand sont en train d'organiser la médecine policière : le C.n.p.f. n'échappe pas à ses démons.

13 RAMASSAGE SCOLAIRE : TRANSPORTES OU ROULES, PAR JEAN-LOUP REVERIER.
Lourde charge financière pour les familles et les collectivités locales, fatigue et pénibilité pour les enfants, le ramassage scolaire doit s'adapter et aider la scolarité au lieu de la perturber.

16 CHILI : IL Y A 4 ANS, L'ESPOIR... UN TEXTE DE SALVADOR ALLENDE.

18 ETRANGER : AOUT NOIR, PAR CLAUDE FUZIER.

21 GRECE : A PAS PRUDENTS, PAR GUY PERRIMOND.
Caramanlis n'était que nécessaire. Pour assumer sa légitimité et prendre en main le pouvoir il a su devenir indispensable.

22 L'ETE PORTUGAIS, PAR ANTOINE VIOLET

24 LITTERATURE : LE SANG DES POETES, PAR GEORGES FRAMERIES.

28 ROGER PLANCHON : « NOUS FAISONS UN APPEL D'AIR PARTOUT OU NOUS PASSONS ».

29 CINEMA : UN FERRERI ESPAGNOL, PAR SERGE RICHARD.

32 LE HASARD ET LA FAIBLESSE
Extraits de l'émission « Actuel 2 » avec François Mitterrand.

PHOTOS ET DESSINS
A.f.p. (pages 19, 20, 21) Adja (page 11) Barrigues (pages 1, 5, 23) Gérald Bloncourt (page 14) Jean-Pierre Coureuil (pages 12, 18, 20) Etienne George (page 29).

Collection Jean-Jaurès

→

plusieurs reprises, cet équilibre, en matière de presse, est toujours précaire. Il l'est d'autant plus en l'occurence que les charges nouvelles très importantes qui pèsent sur tous les journaux (hausse de 70 % du prix du papier depuis le début de l'année, augmentation des tarifs postaux à partir de la semaine prochaine, coûts de fabrication plus élevés, etc.) ont complètement bouleversé les projets budgétaires que nous avions arrêtés au printemps dernier. Comme ont dû s'y résoudre tous nos confrères, de « Paris-Match » à « l'Humanité-Dimanche », en passant par « L'Express » et « le Nouvel Observateur », nous nous trouvons donc dans l'obligation de relever notre prix de vente et de le porter dès cette semaine à 4 francs.

Nous sommes parfaitement conscients de l'effort supplémentaire que nous demandons ainsi à tous ceux qui nous lisent. C'est, hélas, le seul moyen qui nous permette de préserver l'indépendance du journal et de faire face à une situation qui, avec la complicité du gouvernement, menace de plus en plus directement l'existence même de la presse politique et spécialement de la presse de gauche, qui n'a pas le soutien des puissances d'argent.

Si nous ne pouvons donc éviter cette augmentation, nous avons décidé de ne pas la faire porter tout de suite sur nos tarifs d'abonnements. Tous ceux qui s'abonneront ou se réabonneront pendant le mois de septembre pourront le faire au tarif actuel, soit 100 F pour un an et 60 F pour six mois. C'est l'occasion de rappeler à tous que l'abonnement est le moyen le plus efficace d'assurer la trésorerie du journal. Nous préparons d'ailleurs pour le mois d'octobre une nouvelle grande campagne d'abonnements spéciaux dont nous vous parlerons dès la semaine prochaine.

Si notre souci est de sauvegarder l'équilibre financier du journal, il est aussi d'en améliorer toujours la qualité tant du point de vue du contenu que de celui de la présentation. En paraissant régulièrement sur 32 pages, nous présenterons à partir d'octobre un hebdomadaire plus complet, plus diversifié, plus riche en enquêtes et en documents et qui exprime mieux encore la pensée, l'action et les perspectives du Parti socialiste, dont chacun reconnaît qu'il est devenu une force décisive dans la vie politique de ce pays.

En créant ce journal, il y a près de trois ans, nous avons pris un pari qui était aussi un défi : celui de redonner aux socialistes français un véritable organe d'expression d'audience nationale et internationale. Ce pari a été tenu, mais nous n'entendons pas en rester là. Pour prendre un chiffre concret, nous sommes passés, d'octobre 1973 à juin 1974, de 10 000 à 20 000 abonnés. Pourquoi n'atteindrions-nous pas 30 000 avant l'été prochain ? Cela dépend beaucoup de ceux qui font le journal et qui doivent le faire toujours mieux. Cela dépend aussi de tous les militants, de tous les sympathisants socialistes qui doivent comprendre que « l'Unité » est leur affaire. Ils peuvent compter sur nous. Nous savons que nous pouvons compter sur eux.

L'UNITE

Syndicats

LA NEGOCIATION, PAS LA DOCILITE

Des syndicats unis, un mécontentement grandissant. Giscard va devoir choisir entre un automne chaud ou la négociation.

Le nouveau style Giscard ? « Il ne peut divertir que les niais et n'ajoute pas un centime aux porte-monnaies des ménagères. » Les réformes entreprises par le gouvernement Giscard ? « De toutes les inepties lues ou entendues ces derniers jours, la plus ridicule est celle qui prétend que la gauche et les syndicats seraient fascinés et déconcertés devant l'étendue des réformes, l'importance des innovations et la portée des changements entrepris par l'équipe Giscard-Poniatowski-Chirac. » En quelques phrases d'introduction, Georges Séguy a donné, ce jeudi 5 septembre, le ton de son discours de rentrée, prononcé au Palais des Sports devant l'assemblée des militants C.g.t. de la région parisienne. Un ton dur et énergique, qui sera, cette année, celui de la rentrée sociale. « Jamais, a déclaré Séguy, le mécontentement n'a été aussi vif et aussi généralisé parmi les différentes catégories sociales... Jamais la situation économique n'a été aussi précaire. »

Analyse partagée par la plupart des responsables syndicaux qui prennent, en ce moment, le pouls de leurs troupes. Et leurs constatations n'ont rien de réjouissant pour le gouvernement.

D'abord, la traditionnelle « trêve de l'été », déjà fortement entamée l'an dernier avec l'affaire Lip, n'existe plus. Si les vacances ne sont pas, évidemment, une période propice à l'action, elles ne jouent plus le rôle démobilisateur qu'elles avaient par le passé. « En août, constate un syndicaliste, des conflits intéressants ont débuté ou se sont poursuivis. Presque tous avaient pour cause des licenciements collectifs. Sans être calqués sur Lip ou sur Rateau, ces conflits ont intégré les leçons des dernières années. » Surtout, ils ont révélé que les salariés n'acceptent plus comme une fatalité l'annonce de licenciement.

NOUVELLES COLERES

Ce n'est d'ailleurs pas uniquement chez les salariés que la trêve de l'été est devenue un souvenir : paysans et commerçants l'ont montré. En même temps qu'ils apportaient la preuve que des raisons de mécontentement n'existaient pas que dans les usines. Comment apprécier ce mécontentement ? Là — et là seulement — C.g.t. et C.f.d.t. ne sont pas absolument d'accord. « Nous sommes attentifs à la prise de conscience qui se manifeste dans des couches moyennes des campagnes et des villes à partir d'intérêts pro-

Les limites du changement

L'actualité sociale nous montre quotidiennement qu'il est plus facile de parler de changement que de le réaliser.

L'inflation domine tout et c'est, bien entendu, la vie chère qui est au centre des préoccupations de la rentrée. Pour qui fait ses comptes, les promesses de Fourcade apparaissent bien lointaines et ce n'est pas Giscard d'Estaing qui peut rassurer les travailleurs puisqu'il s'est d'abord adressé à eux pour juguler l'inflation. Comme s'ils étaient les premiers responsables et que l'austérité leur était réservée ! Sur ce terrain-là, n'en doutons pas, les échéances sont proches.

Mais il en est d'autres, aussi angoissantes pour des dizaines de milliers de travailleurs. Dossiers d'hier ou non, les difficultés de l'industrie française s'étalent au grand jour : informatique (C.i.i.), sidérurgie (Marine-Firming), matériel roulant (Titan-Coder), Tanneries françaises réunies. Toutes ces affaires posent des problèmes financiers. L'informatique coûte cher, les transactions sont difficiles entre Empain, Schneider et Usinor, Titan-Coder est contraint à l'éclatement, une manœuvre spéculative — après la hausse des matières premières — menace les Tanneries

Ce qui est frappant, c'est que la plupart de ces affaires ont bénéficié de subventions ou d'emprunts de l'Etat. Les fonds publics ont été mal gérés et les difficultés actuelles illustrent l'absence de politique industrielle ainsi que la faillite d'une certaine forme d'aménagement du territoire sur laquelle n'ont de prise ni les travailleurs dans l'entreprise ni les citoyens dans la région.

Quelles solutions sont envisagées ? Solution européenne ou américaine pour la C.i.i., entrée majoritaire d'un groupe belge dans la sidérurgie française, reprise de Titan-Coder par un de ses deux principaux concurrents américains, prise de contrôle anglaise sur les Tanneries ? Le capitalisme international succédera, ici ou là, au capitalisme national pour prendre en main de nouvelles branches d'activités. Où est le changement ?

par Pierre Bérégovoy

Et ce sont les travailleurs qui continuent de faire les frais des concentrations et des restructurations, tandis que leurs syndicats réclament en vain des négociations tripartites avec les pouvoirs publics et la profession. Où est le changement ?

On doit ajouter à ces menaces sociales celles qui résultent des difficultés des petites et moyennes entreprises. Tous les jours l'on apprend de nouvelles fermetures : Meubles Maragnon (Coarraze-Nay, Pyrénées-Atlantiques), 120 ouvriers ; cockerie de la Sillardière (Loire), 160 personnes ; montage de postes de télévision Teissier (Pont-de-Claix, Isère), 153 personnes ; établissement Bourguet (Labastide-Rouairoux, Tarn) 265 salariés de textile.

En face de cette situation, quelle est la réponse du gouvernement. « On n'aide pas les canards boîteux », déclare Fourcade. Mais qui décide quelle entreprise mérite d'être sauvée, quelle autre doit être abandonnée ? Cela se passe dans le secret des cabinets et les travailleurs ne peuvent compter que sur leur action pour garantir leur emploi. Où est le changement ?

Les pouvoirs publics ne sont préoccupés que de colmater les brèches. C'est l'improvisation et l'opportunisme à la petite semaine, sans aucune vision d'ensemble, sans choix clairs, la planification ayant été totalement abandonnée. D'où un dirigisme tâtillon et obscur qui s'appesantit sur les P.m.e., alors qu'il serait urgent d'élaborer un plan d'ensemble pour échelonner dans le temps les mutations nécessaires, en garantissant l'emploi et sans perdre de vue les aspects humains de la mobilité professionnelle.

A défaut d'éliminer le chômage, le Pouvoir préfère mieux l'indemniser. Ce sera un progrès, mais où est le changement ? Si le changement consiste à devancer l'événement, la priorité des priorités, c'est le plein emploi. Avec la lutte contre l'inflation, voici un objectif qui ne peut pas être atteint sans mettre en cause les structures économiques de notre société. Et l'on en revient à l'essentiel, si souvent négligé par ceux qui en restent à la surface des choses.

Editorial

Ce que Giscard ne fera pas

Un curieux débat a intéressé pendant le mois d'août une partie de la classe politique : faut-il prendre Giscard au sérieux ? A partir de cette interrogation, un certain nombre d'intellectuels, apparemment séduits par la démarche du nouveau président de la République, ont cru pouvoir, tel Jean-Marie Domenach, prédire à la gauche de sombres lendemains si elle ne tenait pas compte de la nouvelle situation ainsi créée. A la fin du mois, un sondage publié par « le Figaro » a ponctué cette aimable dissertation en montrant que si les Français n'étaient pas insensibles à l'offensive de charme de Valéry Giscard d'Estaing, ils savaient, eux, faire la distinction entre la forme et le fond.

Utilisant habilement — et abusivement — les grands moyens d'information écrits et audio-visuels, le président de la République a effectivement tenu la scène pendant cette période de vacances. L'opinion n'a rien ignoré de ses moindres faits et gestes, depuis sa visite surprise aux détenus de Lyon jusqu'à la tonitruante annonce de la tenue du prochain Conseil des ministres à Lyon, en passant par le bermuda bleu avec lequel il s'est baigné aux environs du 15 août dans une luxueuse propriété de la Côte d'Azur. Giscard d'Estaing a incontestablement un bon service de relations publiques, auquel une presse complaisante assure un relais permanent.

Il n'y a pourtant pas que le spectacle. Il est vrai que, depuis son arrivée à l'Elysée, Giscard d'Estaing a pris ou fait prendre un certain nombre d'initiatives qu'il a puisées dans le programme de la gauche : l'abaissement à 18 ans de l'âge électoral, la libéralisation de la contraception et, peut-être demain, le divorce par consentement mutuel. Ces réformes ne sont pas négligeables. Elles ont sans doute surpris ou dérouté beaucoup de ceux qui ont voté le 19 mai pour le candidat de la droite. Mais comme François Mitterrand l'a souligné lundi à la Télévision, elles tiennent toutes dans un secteur bien précis et ne mettent pas en cause les intérêts de la classe politique sur laquelle s'appuie Giscard d'Estaing. Les excités de l'association Laissez-les vivre peuvent ruer dans les brancards ; François Ceyrac et les dirigeants du grand patronat n'ont, quant à eux, pas de sérieux motifs d'inquiétude.

Car là est bien le vrai problème et près des deux tiers des personnes interrogées par la Sofres montrent bien qu'elles ne se laissent pas abuser lorsqu'elles disent ne pas apercevoir beaucoup de changements dans ce qui a été fait depuis trois mois. Plus perspicaces que Jean-Marie Domenach et quelques autres, la majorité de ces Français désignent parfaitement les deux terrains essentiels sur lesquels ils ne font pas confiance au gouvernement : 26 % seulement d'entre eux pensent que les mesures contre la hausse des prix seront efficaces tandis que 72 % estiment qu'il y a des risques sérieux de chômage dans les mois à venir.

Ainsi que l'écrit « France-Soir », « il faut avoir comme M. Jean-Pierre Fourcade l'optimisme chevillé au corps pour croire que les prix vont baisser. » Les Français, eux, ne le croient pas. Et s'ils ne le croient pas, c'est parce qu'ils sentent bien que le gouvernement ne veut pas se donner les moyens de lutter efficacement contre l'inflation : une vaste opération publicitaire, dont vont bénéficier d'abord les grands magasins et les grandes surfaces, mais pas de blocage temporaire des prix, pas de supression de la T.v.a. sur les produits de grande consommation, pas de véritable réforme fiscale avec institution d'un impôt sur le capital, pas de réduction des marges bénéficiaires des grandes sociétés privées françaises et multinationales, etc. Toutes mesures proposées par la gauche comme seules capables de ramener l'inflation à un taux supportable, mais que Giscard d'Estaing ne prendra pas — le Premier ministre vient de le dire nettement en répondant à Georges Séguy — car elles touchent, celles-là, aux intérêts les plus décisifs du clan conservateur dont Giscard d'Estaing et ses amis sont les représentants.

Les treize millions de Françaises et de Français qui ont voté pour François Mitterrand ont bien compris cette évidence. On voit mal pourquoi ils cesseraient de faire confiance à la gauche, dont les thèses se trouvent justifiées par l'événement et dont les propositions restent parfaitement valables. Le sondage cité plus haut montre que c'est au contraire parmi les catégories sociales qui ont voté Giscard, et dont certaines sont aujourd'hui durement touchées, que s'installe un certain scepticisme. On comprend d'autant moins ceux qui semblent prendre plaisir à entretenir un débat artificiel et qui, au lieu de jouer les Cassandre, devraient parfois se demander s'ils ont toujours pris eux-mêmes la place qui aurait dû être la leur dans le combat de la gauche.

CLAUDE ESTIER

→

fessionnels précis et qui porte ces catégories à regarder de plus en plus à gauche en se détournant de dirigeants qui, comme Debatisse ou Gingembre, ne s'intéressent aux questions des paysans et des commerçants que pour mieux soutenir la droite », a déclaré Séguy au Palais des Sports. Avant d'ajouter : « Il s'agit de réaliser, sur des bases claires, un vaste rassemblement qui deviendra une force matérielle irrésistible garantissant une éclatante victoire électorale. » La C.f.d.t., elle, si elle appelle aussi de ses vœux un élargissement de la gauche, reste plus réservée vis-à-vis des commerçants et des artisans : « Un certain nombre de mécontentements existent : peuvent-ils coïncider ?, s'interroge un dirigeant cédétiste. Nous sommes encore méfiants. La F.n.s.e.a., par exemple, laisse ses troupes se défouler quand il n'y a pas d'enjeu électoral, quand le régime ne risque pas d'être en danger. » Bref, c'est l'expectative.

Seconde constatation des responsables syndicaux : aux mécontents de l'été vont bientôt se joindre les mécontents de la rentrée. Ils seront nombreux : les raisons ne manquent pas. La première de toutes : la hausse des prix. Elle est telle que ce ne sont pas seulement les salariés les plus défavorisés qui en souffrent. Maintenant, ceux qui gagnent entre 1 800 et 2 200 F commencent, aussi, à avoir vraiment du mal à joindre les deux bouts. La deuxième : l'emploi. Quelles que soient les apaisements — fort vagues — prodigués par Giscard, des secteurs entiers sont touchés, en particulier l'automobile, l'aéronautique, les industries textiles, les industries de transformation. Cette crainte du chômage ne risque-t-elle pas d'annihiler chez les salariés toute volonté d'action ? Les spécialistes de la C.g.t. et de la C.f.d.t. ne le pensent pas. Là encore, les choses changent et il semble que le chômage entraîne plus aujourd'hui la colère que la passivité, comme en témoignent, pour ne citer qu'eux, les derniers conflits de l'été (voir l'article sur les Tanneries page 10).

Comment tout ce mécontentement va-t-il se manifester ? Pour le moment, c'est encore l'inconnu. En fait, les syndicats sont aujourd'hui dans une période d'attente et d'observation. Ils veulent d'abord connaître les réactions de leur base, et voir si elles coïncident avec leurs analyses. « Nous sommes dans une période d'incubation, dit un syndicaliste, identique à celle qui a précédé la mort de Pompidou, et qui était une période de montée des luttes. Nous allons voir comment sont perçues les initiatives gouvernementales. » Et il ajoute : « La combativité plus grande des salariés, l'importance du succès de la gauche aux dernières élections et la personnalité même de Giscard, qui se sent plus libre que Pompidou de fronder sa classe, autant d'éléments dont nous devons tenir compte. »

Prix

LE TROMPE-L'ŒIL

En d'autres termes, les syndicats se demandent aujourd'hui quelle est, compte tenu de tous ces facteurs, l'étendue des concessions que peut faire Giscard. Sera-t-elle plus importante que du temps de Pompidou ? Rien ne le prouve. Giscard d'Estaing n'a le choix qu'entre deux attitudes : ou il continue à expliquer l'événement plutôt que de le faire, ou il mène la politique du patronat moderniste. Dans le premier cas, les syndicats essaieront d'obtenir par la grève ce qu'ils n'ont pu avoir autrement. Dans le second, ils accepteront la négociation. Séguy l'a dit clairement : « Si, sous la pression des travailleurs, des négociations s'engagent, nous y participerons comme par le passé, en syndicalistes responsables qui n'ont en ce domaine aucune leçon à recevoir, avec la volonté d'aboutir à des compromis aussi avantageux que possible pour les travailleurs. » A la C.f.d.t. aussi, on est prêt à accepter la négociation. Tout en précisant : « Nous négocierons avec une pression, et nous refuserons toute négociation artificielle qui démobiliserait les travailleurs. »

Enfin, c'est avec un atout non négligeable que les syndicats abordent cette rentrée sociale : une unité qui n'a jamais été aussi solide entre la C.g.t. et la C.f.d.t. D'accord sur l'analyse de la situation économique et sociale — rien d'important n'a été fait et les intentions annoncées par le gouvernement ne permettent pas encore d'avoir une vue exacte de ce qu'il va vraiment proposer — les deux centrales le sont aussi sur les méthodes d'action ce qui, jusqu'à présent, était plus rare : chacune insiste sur la nécessité de la lutte au sein de l'entreprise. « Il est plus important, disait Séguy au Palais des Sports d'organiser partout la mobilisation des travailleurs en créant les conditions de leur engagement conscient et responsable dans la lutte que de multiplier, d'en haut, les appels à l'action ». Dans l'Humanité-Dimanche, Georges Séguy et Edmond Maire dialoguent sur la rentrée : et tandis que Maire estime que l'unité d'action est devenue une « solide réalité », Séguy lui reconnaît « une qualité supérieure qui permet une amélioration de nos relation à tous les niveaux. »

Des syndicats unis, un mécontentement grandissant. C'est maintenant à Giscard d'Estaing de choisir entre un automne chaud et l'ouverture d'une ère de négociation. En tenant compte de l'avertissement que lui a lancé Séguy de la tribune du Palais des Sports : « Nous ne pouvons empêcher M. Giscard d'Estaing de rêver à des syndicats sur mesure, sages, compréhensifs et dociles. Beaucoup d'autres avant lui se sont laissé aller aux mêmes rêveries avant de reprendre, parfois en catastrophe, conscience des réalités. Mieux vaudrait pour tout le monde que le sens des réalités l'emporte avant que surviennent des catastrophes. »

MICHELE BACKMANN

Il y a eu la colère paysanne au début des vacances. Puis la petite guerre des grandes-moyennes surfaces et des petits commerçants qui ont rappelé aux Français que le bel optimisme estival affiché par Valéry Giscard d'Estaing n'était pas partagé par tout le monde. Et que le système du circuit de distribution remis directement en cause était un fait — pourtant pas nouveau — avec lequel il fallait compter. Avec l'inflation. Avec la hausse du coût des matière premières. Et l'explication du prix du pétrole ne suffit plus à « faire passer » chez la ménagère les 20 ou 22 % de hausse enregistrés sur les produits de consommation courante. Enfin, prévenant l'inquiétude et la morosité de la rentrée, Jean-Pierre Fourcade, le ministre de l'Economie et des Finances, lance l'opération « coup de frein sur les prix » : une baisse volontaire de 5 % consentie par le commerce de détail mois par mois. Des articles privilégiés qui sont, en septembre, l'équipement et les fournitures de l'écolier, certains laitages, etc. Il fait appel à la « responsabilité » du consommateur pour aider au ralentissement de la progression des prix. Ce n'est jamais que le septième dispositif anti-inflationniste mis en place par le ministre de la rue de Rivoli depuis décembre 1972. Mais, cette fois, il s'agit d'une opération « de choc », menée rondement, qui mobilise quelque 200.000 points de vente, coûte 1 million de francs pour son soutien publicitaire et se veut avant tout une opération volontaire et spectaculaire qui devrait « dépasser le scepticisme général ». Spectaculaire sans doute par les remous publicitaires qui caractérisent son application dans les grandes surfaces, à coups d'écrasement des prix, de prix coûtants et de remises s'étendant à d'autres produits. En somme, une belle opération commerciale. Cependant, rechignements discrets de la part de certains petits commerçants qui, la main forcée par les syndicats professionnels, sont bien « obligés » d'escompter « volontairement ».

Efficace, on peut se permettre d'en douter sans pessimisme systématique. C'est que, techniquement, les mesures prises par →



LE TROMPE-L'ŒIL

Fourcade — bien qu'il place son coup de frein dans un environnement favorable — laisse le consommateur perplexe. « Certes, ce n'est pas la panacée », annonce le ministre, mais s'il souhaite réformer la mentalité du consommateur — particulier — il a négligé lors de l'élaboration de son opération d'inviter les consommateurs groupés. Les organisations de consommateurs réagissent. Parce qu'elles ont simplement calculé. Elles dénoncent l'augmentation de certains produits alimentaires au cours du mois d'août et qualifient l'opération de « psychologique afin de calmer les esprits ».

L'Union fédérale des consommateurs déplore que les pouvoirs publics refusent de s'attaquer au fond du problème par la refonte totale des circuits de distribution et l'établissement de mécanismes permettant aux consommateurs de faire réellement jouer la concurrence. Refus aussi de prendre quelques mesures simples et concrètes. Par exemple :

— obliger les commerçants à répercuter les baisses de prix à la production et à ne pas anticiper les hausses par des superpositions d'étiquettes ;

— interdire les hausses de prix déguisées, obtenues par des fraudes sur la quantité ou la qualité des produits vendus.

De son côté, l'Orgeco accuse la politique des prix menée au jour le jour, et estime qu'une remise de 5 % sur des articles recherchés pendant une période limitée constituera pour le gouvernement un parfait moyen de manipulation de l'indice officiel des prix. Et sans mettre en doute la bonne foi des commerçants, elle qualifie de non satisfaisante l'efficacité d'un tel battage.

La Confédération nationale des associations populaires, qui remarquait une hausse de 40 à 50 % sur certains produits laitiers, en particulier les crèmes de gruyère, l'emmenthal et le comté — et cela au mois d'août 1974 — ne peut qu'être sceptique quant à la certitude de la baisse effective de 5 %. D'autre part, en accord avec la Fédération des familles de France, l'Union féminine et civique, la Confédération nationale de la famille rurale, elle conteste le choix de juillet comme mois de référence. Certains biens de consommation, tel l'équipement scolaire, ont augmenté de 20 % de janvier à juillet 1974. En comparaison du mois de septembre 1973, la hausse s'étale de 20 à 27 %.

Mise en scène, poudre aux yeux, opération coup de vent, ou encore opération psychologique à caractère sentimental... Fourcade, qui demande aux consommateurs « d'être bien gentils », se voit gratifier par les consommateurs organisés, d'opérer démagogiquement, en prenant le consommateur auquel il s'adresse pour « un bouton sur lequel on appuie pour être la caution d'une politique ». Or, de tout cela, la ménagère n'est pas dupe. Les réactions enregistrées dans les super-marchés où les étiquettes rivalisent de « moins ceci », « moins cela » à en faire tourner la tête, et chez l'épicier du coin qui affiche la flèche rouge du produit sacrifié, ressemblent davantage à de l'indifférence. Et le gouvernement, qui entend faire ainsi l'éducation du consommateur, pourra-t-il réduire la consommation des ménages en pain (+ 30 à 40 centimes au kilo depuis mai), en électricité (+ 3 % en juillet), en charbon ou fuel domestique, ou bien encore raréfier sa correspondance, le timbre passant de 50 centimes à 80 centimes le 16 septembre ? Mais Fourcade, qui souhaite aller dans le sens du mouvement, préfère la relance des produits manufacturés, qui tendait à diminuer.

Les femmes, parce que ce sont elles qui achètent — à 83 % les acquisitions sont effectuées par elles — sauront, comme le leur recommande Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la Condition féminine, choisir avec discernement. On n'en doute pas, lorsque l'on tient les cordons de la bourse. Aussi y avait-il quelque chose de surprenant à entendre mardi, dans l'atmosphère feutrée du club des directeurs du ministère des Finances, Françoise Giroud expliquer que la bonne utilisation d'un réfrigérateur, le freinage du stockage excessif, ou bien même la déculpabilisation de la maman qui ne peut nourrir son enfant au foie de veau, tout cela peut contribuer à une meilleure répartition du budget familial. Comme c'était simple ! On était bien loin des fins de mois difficiles et d'une rentrée incertaine...

JOSETTE BARBIERI

Le bluff des betteraviers

Les betteraviers français ne sont pas seulement riches, ils sont aussi habiles. Regroupés dans la puissante Confédération générale des planteurs de betteraves (C.g.b.), véritable caste au sein du monde agricole, ils viennent de provoquer artificiellement un climat de panique en lançant l'idée que la France pourrait bientôt manquer de sucre. D'où un rush sur cette denrée de ceux qui ont toujours « peur de manquer » en vue de se constituer des stocks, quitte à priver le voisin.

La situation française est pourtant loin de mériter tant d'alarmes. Avec une production annuelle de 3,3 millions de tonnes pour une consommation de 2,3 millions de tonnes, la France est même un gros exportateur de sucre. Alors, pourquoi la C.g.b. a-t-il agi ainsi ? Son attitude a une double explication. D'une part, le prix de revient du sucre a augmenté de 30 % en un an alors que son prix de vente, fixé par la Communauté européenne, n'a subi « que » 5,5 % d'augmentation. Les betteraviers n'ont donc pas pu récupérer à la vente les hausses enregistrées à la production. Et ils grincent des dents en voyant diminuer leurs marges.

D'autre part, la consommation mondiale de sucre augmente plus rapidement que sa production. Avec 81 millions de tonnes de sucre consommé en 1974 pour une production de 80 millions de tonnes, il va falloir piocher dans les réserves. Celles-ci fondent et ne représentent plus aujourd'hui que deux mois de consommation. Et l'on prévoit que la sécheresse affectera la prochaine récolte européenne. Aussi les cours mondiaux du sucre sont-ils en train de flamber. Ils ont déjà triplé en huit mois pour atteindre 3 900 F la tonne à Londres le 29 août, tandis qu'ils étaient fixés à 4 200 F à Paris le même jour.

En outre, le prix de vente du sucre au détail est beaucoup plus élevé chez nos voisins qu'en France. Un véritable trafic s'est d'ailleurs récemment développé entre notre pays et la Suisse, l'Allemagne et même l'Angleterre. Les supermarchés et les épiceries proches des frontières ont vu s'épuiser leurs stocks sucriers en peu de temps. Mais les douaniers y ont mis bon ordre en taxant lourdement le sucre à l'exportation à partir de 5 kilos.

Ainsi s'explique la fébrilité des betteraviers français et leurs manœuvres pour obtenir une large revalorisation du sucre. Simplement, les betteraviers ont mal choisi leur moment. Le lancement de leur opération hausse pendant l'« opération moins 5 % » n'est pas très gentil pour le gouvernement. D'où la réplique du ministère de l'Agriculture leur reprochant « un pessimisme tout à fait injustifié ». D'où aussi le courroux de Jean-Pierre Fourcade qui, au cours de sa conférence de presse de mardi, s'est déclaré prêt à utiliser une ordonnance de 1945 pour lutter contre ces pseudo-affameurs et les ramener à un peu plus de décence. Donc pour le sucre, pas de panique : l'augmentation est pour plus tard. Mais reste entier le problème que pose la situation du consommateur français, abandonné à tous les vents de folie et à toutes les « intox ». Il est facile de le ridiculiser ou de lui jeter la pierre. Mais qui lui a appris à s'informer, à se défendre, à s'unir ? Sûrement pas les représentants d'une société de profit que cette inéducation des consommateurs arrange bien...

J.-L. R.

INFLATION ET INEGALITES

Roger Priouret, qui avait en mai dernier appelé à voter pour François Mitterrand, commentera ici, périodiquement, l'actualité économique.

On ne peut pas, après deux mois et demi, se prononcer sur l'application du plan de « refroidissement » de l'économie. Les méfaits qu'on lui attribue — les crises de Titan-Coder, des Tanneries réunies et d'autres encore — remontent presque tous à une période antérieure. C'est, d'ailleurs, un aspect de la crise du capitalisme occidental que le fait qu'il réponde avec un retard croissant aux mesures conjoncturelles des gouvernements.

Par contre, on aperçoit mieux aujourd'hui le contenu de classe de la politique économique choisie. La gauche attache de plus en plus d'importance à cette notion héritée de Karl Marx jusqu'à en faire parfois l'explication unique du présent et de l'Histoire. Mais, paradoxalement, elle est loin d'user de cette notion dans ses analyses avec la même objectivité et la même souplesse que Marx lui-même dans ses écrits historiques tel, par exemple, son explication du coup d'Etat du 2 décembre 1851.

La politique économique du gouvernement va se dérouler en deux étapes : le traitement-choc du « refroidissement » jusqu'au 31 décembre prochain ; le régime de croisière au-delà.

Le diagnostic de départ du plan de refroidissement repose sur une constatation assez curieusement voisine de celle des spécialistes communistes d'« Economie et Politique » qui, avec Philippe Herzog et Paul Boccara, attribuent la crise actuelle à la suraccumulation du capital. Jean-Pierre Fourcade, dans un langage tout différent, ne juge pas excessive la consommation des particuliers. Ce qui est excessif, à ses yeux, c'est l'investissement des entreprises pour leur outillage, leurs usines et leurs bureaux et l'investissement des particuliers dans le logement. Il y a donc, pour lui aussi, suraccumulation du capital.

Donc le ministre des Finances n'a pas frappé, le 12 juin, les revenus petits et moyens. Il a frappé les gros — la clientèle électorale de Valéry Giscard d'Estaing — moins pour ralentir l'inflation que pour compenser en termes budgétaires les mesures sociales du 19 juin.

Pour « casser » la suraccumulation du capital, Fourcade a mis en œuvre deux armes sévères : la majoration de 18% de l'impôt sur les sociétés et la suppression de fait de tout crédit nouveau.

Les classes sociales touchées ont donc été cette fois encore celles qui ont voté pour Giscard d'Estaing.

Cependant, ce que l'on appelle les « monopoles », et qu'il serait plus juste d'appeler les oligopoles, sont épargnés en fait par les restrictions de crédit : ils ont la faculté d'emprunter, avec leur signature connue, sur le marché de l'eurodollar à Londres ou sur le marché financier américain où affluent les pétrodollars. Ils ont été atteints seulement par l'augmentation de l'impôt sur les sociétés. Et cette dîme leur est apparue bénéfique par rapport à ce que leur aurait coûté l'élection de François Mitterrand.

Ceux qui ont subi le choc totalement et de plein fouet sont les chefs d'entreprises petits et moyens de l'industrie et du commerce. Là est la grogne, l'amertume et le sentiment de trahison. Là on a pensé à toutes les représailles, y compris à des licenciements. Sans parler de lettres piégées. En fait, la situation des petites et moyennes entreprises est moins tragique que ne le disent leurs organisations professionnelles. Elles subiront néanmoins une « purge » qui fera des victimes.

PAR ROGER PRIOURET

Les salariés, petits et moyens, ont-ils été totalement épargnés comme le gouvernement l'a dit ? Le jeu avec eux, ou si l'on veut contre eux, n'est pas tellement subtil qu'on ne puisse l'apercevoir aisément.

Certaines P.m.e. fermeront. D'autres, plus nombreuses, opèreront des licenciements. Toutes les entreprises, y compris les grandes, « dégraisseront » leurs effectifs. On ne fera rien pour que ces opérations passent inaperçues. Bien sûr, on emploie tout son esprit « social » à mieux indemniser le chômage et la période d'attente des jeunes avant le premier emploi. Mais ce que l'on veut en ce deuxième semestre, c'est créer le sentiment d'insécurité de l'emploi. De façon à modérer les revendications et à atteindre la combativité de la base ouvrière et employée.

Ainsi, on pourra entrer dans la seconde phase de la lutte anti-inflationniste qui sera, en fait, la mise en place d'un dispositif permanent : ce sera le budget et la taxe conjoncturelle.

Le budget de 1975 sera d'austérité. Mais, à ce jour, nous ne pouvons pas savoir qui il frappera exactement. Les recettes n'ont pas été fixées. Quant aux dépenses, nous en connaissons incomplètement les grandes masses. Toute comparaison avec celui de 1974 ou avec les objectifs du Plan est donc impossible, toute analyse critique prématurée.

Nous n'en savons pas beaucoup plus sur la taxe conjoncturelle, baptisée « serisette ». Tout ce que l'on nous a dit, c'est qu'elle doit frapper deux des éléments de la valeur ajoutée par chaque entreprise : les profits et les salaires. Tout dépendra donc de celui des composants qui sera le plus sûrement atteint. Mais le but profond est de mettre en place une politique des revenus. Plus exactement de frapper les entreprises qui auront accordé des augmentations de salaires excédant une norme à définir.

Quel résultat attendre de ces deux phases successives de l'action du gouvernement ?

Il ne paraît pas impossible que le « refroidissement » permette de ramener à 1% par mois le rythme de hausse des prix en décembre. Mais on resterait à une cadence annuelle de 12%, totalement inacceptable.

La deuxième étape devrait aboutir à une croissance des prix de 7% l'an. Le président de la République, le Premier ministre, le ministre des Finances se sont solennellement engagés sur cet objectif. Avec, à mes yeux, beaucoup de légèreté. Car le but est hors de leur portée pour quatre raisons.

L'accroissement des charges de l'agriculture est tel que l'on ne peut pas ne pas majorer les prix à la production, ce qui se répercutera sur l'alimentation. Actuellement, la consommation d'énergie est subventionnée — ce qui est dément — à travers l'Electricité de France, le Gaz de France, les Charbonnages. De même les compagnies pétrolières françaises (Total et Elf) sont en déficit, malgré la hausse des produits pétroliers du 14 août. Elles vivent des superbénéfices accumulés au cours du premier trimestre. On sera donc contraint de revaloriser les prix énergétiques. On devra revoir à la hausse les tarifs de la S.n.c.f., en déficit de 7 milliards cette année. Enfin, il est probable que les syndicats et la base n'accepteront pas passivement la politique de désemploi.

En fait, taxe conjoncturelle mise à part, l'action du gouvernement français est calquée — en moins dur — sur le plan allemand anti-inflationniste du 9 mai 1973. C'est une action purement économique.

Or, l'inflation française excède — et de loin, au point de les doubler — les causes mécaniques, c'est-à-dire les hausses du pétrole et des matières premières ainsi que la surenchère sur les rémunérations des travailleurs qualifiés. Or — réserve faite de l'action des oligopoles que nous ne méconnaissons pas — ce supplément a une origine extra-économique : l'inégalité, plus grande que chez nos voisins de l'Est et dont le public a pris conscience. Ce sont les efforts des différentes catégories sociales pour reporter sur les autres l'effet des inégalités qui sont une des sources principales de l'excès d'inflation.

Le point de départ d'une politique anti-inflationniste sérieuse serait donc social, et non économique : dans l'action concertée contre l'inégalité.

A QUI APPARTIENT LE LARZAC ?

103 000 personnes ! Chiffre magique et symbolique tout à la fois, que Michel Courtin et Guy Tarlier, deux des agriculteurs du Causse, faisaient miroiter avec la satisfaction paisible des vainqueurs devant la trentaine de journalistes réunis ce dimanche 18 août au matin sur le podium construit dans le cirque rocheux du Rajal del Guorp. Et c'est vrai qu'il y a quatre ans, 103 inconnus vivaient sur le plateau : aujourd'hui, chacun d'eux déplace 1 000 manifestants — ce qui au demeurant n'est pas pour eux sans quelque risque.

103 000 personnes ! Une fois de plus, les prévisions des organisateurs ont été dépassées. Dès le vendredi après-midi, des milliers de gens participent à des forums-débats aux thèmes variés : ici l'on parle du Sahel, là de l'armée, un peu plus loin de la lutte commune des ouvriers et des paysans ou de celle des travailleurs millavois, ailleurs encore des nationalités minoritaires de l'hexagone ou bien de la Justice... Cette fête de la moisson est donc d'abord la fête de la parole libérée. Mais c'est aussi bien plus que cela : l'affirmation concrète, par la moisson d'un champ d'orge au profit du Sahel, de la profonde solidarité unissant aux peuples du Tiers-Monde tous ceux qui, par dizaines de milliers, avaient répondu ce jour-là à l'appel des défenseurs du Larzac. Quant à la détermination farouche des paysans du Larzac dans leur lutte contre l'envahisseur militaire, elle ressortait d'évidence lors de la clôture de la fête : le labourage d'un champ que l'Armée venait d'acheter à l'amiable. « Un jour, c'est tout le camp qu'il faudra ainsi labourer », devait préciser un agriculteur.

Cette fête des moissons, compte tenu de son ampleur, est une étape très importante dans la lutte du Larzac, pour quatre raisons au moins.

♦ D'abord, il est clair maintenant que, partout en France, la cause du Larzac est entendue et n'est plus reléguée au rang d'une affaire marginale. L'année dernière (voir « l'Unité » du 7 septembre 1973), **la capacité mobilisatrice du Larzac avait surpris bien des gens et pris de court bien des journalistes : cette fois-ci la manifestation était attendue comme un événement politique majeur.**

♦ Ensuite, pour la première fois, les organisateurs paysans et non paysans se sont regroupés au sein d'un collectif politique paritaire de 18 membres, ayant le pouvoir de décision et assisté d'un certain nombre de commissions. C'était aussi la première fois que des représentants du Comité millavois, au sein duquel le Parti socialiste joue un rôle très actif, étaient partie prenante aux décisions : les Millavois, qui ont sur le problème du Larzac des intérêts propres et complémentaires de ceux que défendent les paysans, se voyaient enfin reconnaître la place qui leur revenait de droit.

♦ Surtout, et c'est fondamental pour la suite du combat, les paysans et les Millavois, par l'intermédiaire de leurs porte-parole respectifs, ont rejeté catégoriquement toute solution de compromis que des notables locaux commençaient de mettre au point dans leur dos.

♦ Enfin, cette année, une dimension supplémentaire a été apportée à la lutte : en août 1973, on avait dépeint le Larzac comme la vitrine de la contestation : un an après, le voici devenu, de par la volonté des paysans, la tribune internationale de tous les peuples opprimés du monde.

Alors, même si l'ambiance était moins chaleureuse et spontanée que l'an passé, même si certains n'étaient venus que pour le spectacle qui suivit le meeting, le bilan de cette fête aurait dû être très largement positif. Pourtant au tableau figure une ombre de taille : l'incident inattendu dont a été victime François Mitterrand.

Lorsque le Premier secrétaire du P.s. arrive au stand de son parti, il est un peu plus de 17 h 30. La foule revient de la moisson, lentement, par petits groupes. Ceux qui reconnaissent François Mitterrand sont surpris ; la plupart applaudissent ; quelques-uns ricanent. François Mitterrand veut alors rencontrer des paysans. Il se dirige vers leur stand, accompagné de nombreux sympathisants. On commence à entendre des slogans hostiles. A peine Mitterrand a-t-il entamé le dialogue avec Auguste Guiraud, un des 103, que l'incident éclate : bousculade, insultes. Un service d'ordre spontané se constitue sur le champ, auquel participent des militants de nombreuses organisations, dont notamment la C.f.d.t. et Lutte occitane.

Les uns veulent diriger Mitterrand vers le podium, où, pensent-ils, il sera plus en sécurité. En fait, cela contribue à créer un quiproquo : certains croient que François Mitterrand veut prendre la parole, chose dont il n'a jamais été question. D'autres le pressent de monter dans une voiture, mais il refuse à plusieurs reprises : il est venu à pied, il repartira à pied. Pas question pour lui d'avoir l'air de fuir : il n'en a pas le droit, il le sait et pendant plus d'une heure, pâle mais calme, s'efforçant d'être souriant, il fait front, sous les insultes, sous les jets de pierre ou de bouteille dont l'un l'atteindra à la pommette.

Paysans

LES RESPONSABLES

Au sens propre comme au figuré, l'été 1974 a été chaud pour les paysans. Cette nouvelle vague de manifestations exprime leur colère et leur inquiétude devant la baisse dramatique de leur revenu : celle-ci atteint, pour les plus affectés que sont les producteurs de porcs, 25% selon les propres évaluations du ministre Christian Bonnet. Cette évolution prend tout son sens si l'on rappelle que, hormis quelques dizaines de milliers de « gros exploitants » gagnant plus d'un million d'anciens francs par mois et par travailleur familial, la majorité des agriculteurs a un revenu égal à celui des ouvriers et des employés. Une situation semblable et des manifestations parallèles s'observent dans les autres pays du Marché commun : en Belgique, en Allemagne fédérale, en Italie, mais aussi — phénomène plus rare — en Hollande, les agriculteurs barrent les routes et se rassemblent pour demander des comptes aux dirigeants professionnels et aux représentants de l'Etat.

Deux facteurs se conjuguent depuis juillet pour accentuer les difficultés des producteurs familiaux. Le premier réside dans la hausse considérable des prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture : fuel, bien sûr, mais aussi machines, engrais, aliments du bétail, ficelle lieuse, etc. Par ailleurs, et c'est le second facteur de préoccupation, les cours à la production accusent une baisse marquée.

Pour les fruits et légumes d'été, le mouvement est, dans le système actuel, classique : faute de mécanismes régulateurs, quand arrive la récolte de ces produits périssables, les prix s'effondrent ; ils remontent ensuite jusqu'à la récolte suivante.

Le vin pose un problème légèrement différent : les chais sont encore pleins de la récolte précédente, alors qu'une vendange abondante est annoncée.

Le prix du lait diminue comme tous les étés, ce qui démontre l'inutilité du tout neuf Office interprofessionnel. Le vote négatif des parlementaires socialistes sur ce texte se révèle aujourd'hui pleinement justifié.

Ceux du bœuf et du veau poursuivent leur course particulière, essentiellement dépendante de la conjoncture électorale. Après avoir augmenté en 1971 et surtout en 1972, ils chutent à partir de mars 1973 après les élections législatives. En octobre 1973, l'« intervention permanente » stoppe le mouvement de baisse qui reprend en juin 1974 après... les élections présidentielles. A ce moment en effet, le stockage public est arrêté malgré la reprise des abattages dus à la sécheresse.

Stratégie éprouvée

Le gouvernement, tout en se présentant toujours comme le défenseur des paysans, reste fidèle à la stratégie habituelle des forces capitalistes dont il est l'émanation. Il s'efforce de limiter au maximum le soutien accordé à la paysannerie, sans s'aliéner toutefois son appui politique. Les prix des denrées restent, en effet, un des déterminants principaux du prix de la force du travail. Cette politique est menée d'autant plus fermement dans la conjoncture de crise actuelle qu'elle permet de lutter contre l'inflation : si pour le blocage des salaires le pa-

Ce qui s'est vraiment passé le 18 août au Larzac autour de François Mitterrand, raconté par un militant socialiste de Millau.



Cette intolérance haineuse et hystérique est le fait d'une centaine d'individus, pas plus — c'est-à-dire moins de 1 % des gens présents au rassemblement — et « qui n'ont rien compris à la lutte des paysans du Larzac », précisera le collectif. D'ailleurs, le Larzac, les paysans, « on s'en fout », avouent sans gêne ces agresseurs qui ne viennent jamais sur le plateau que trois jours par an.

A 19 h 30, François Mitterrand regagne sa voiture et part visiter La Blaquière : l'accueil des paysans et des bâtisseurs de la Bergerie reproche est à la fois simple et chaleureux, donc réconfortant. Et toute la nuit, au stand du P.S., les témoignages de solidarité ne cessent d'affluer.

La venue de Mitterrand, jusqu'au dernier moment, n'était connue que de trois militants du Parti : or la police, elle, était au courant depuis deux jours ; elle avait même appelé cela « opération Alpha ». Diable ! Heureusement, Giscard d'Estaing nous a confirmé depuis que les écoutes avaient bien été supprimées... De plus, dès le samedi matin, des extrémistes cherchaient François Mitterrand dans les rues de Millau avec d'évidentes mauvaises intentions ; l'agression elle-même n'avait rien de spontané — il est une façon de lancer des slogans qui ne s'improvise pas. Ces individus ont trop bien su tirer parti du terrain et de l'atmosphère jusqu'alors détendue pour qu'on ne s'interroge pas. Il ne fait aucun doute qu'il y avait à l'origine de l'incident des professionnels de la provocation. Certains « gauchistes » ont pu emboîter le pas ; encore faut-il se garder de toute considération abusive et ne pas mettre toutes les organisations d'extrême gauche dans le même sac : bon nombre de leurs militants ont en effet participé activement au service d'ordre. Qu'ils ne l'aient peut-être pas fait de gaieté de cœur est un autre problème.

Alors qu'aucune exclusive n'avait été jetée par les organisateurs contre aucun mouvement que ce soit — à l'exception cependant de Poble d'Oc, dont le collectif unanime avait souligné les liens avec l'extrême droite — alors que la ligne de conduite des paysans restait celle que Michel Courtin avait ainsi définie en leur nom le 25 août 1973 : « A ceux qui disent : nous nous faisons récupérer, nous disons : tant que sur le Larzac tout le monde pourra s'exprimer nous serons irrécupérables », l'agression contre l'ancien candidat à la présidence de la République, quelle que soit l'opinion que l'on ait de sa personne ou de ses idées, apparaît intolérable, inadmissible, et ce d'autant plus qu'elle visait le Premier secrétaire d'un parti qui n'a pas ménagé ses efforts pour la cause du Larzac, notamment dans la région de Millau, et qui avait massivement appelé au rassemblement. Qui plus est, le leader de la gauche avait pris position plusieurs fois contre le projet d'extension et avait toujours reçu un accueil excellent lors de ses précédentes visites sur le plateau. François Mitterrand était donc chez lui au Larzac le 17 août, au même titre que beaucoup et à meilleur titre que certains. Et puis, peut-on oublier que s'il avait été élu le 19 mai, la fête des moissons aurait été, aussi, pour tous les défenseurs du Larzac, la grande fête de la victoire ?

A un interlocuteur qui lui disait au cours de la mêlée : « Bravo, M. Mitterrand, mais vous n'auriez pas dû venir », celui-ci répliqua : « Pourquoi ? Le Larzac est libre, non ? » Et c'est bien là le problème qu'un tel incident incite à poser. Le collectif d'organisation, et c'est heureux, a « condamné fermement » l'agression. Pour leur part, les militants socialistes millavois et aveyronnais sont décidés à poursuivre le combat entamé depuis quatre ans... à une condition toutefois, et ils l'ont bien précisé : « que le Larzac reste ouvert et libre. »

LOUIS LAFABRIÉ

tronat détient la responsabilité principale, c'est à l'Etat qu'incombe le blocage des prix agricoles.

La manœuvre est habilement menée. Seules quelques subventions, baptisées pompeusement « plans », sont distribuées le 17 juillet selon des modalités qui permettent de « tenir » tout l'été. Leur caractère dérisoire — 200 millions sont actuellement annoncés — apparaît mieux quand on rappelle que le manque à gagner était évalué en mars 1974 à 8 milliards de francs pour que le revenu agricole se maintienne en 1974 au niveau de 1973.

Le relèvement des prix, objectif premier des manifestants paysans, est en revanche reporté à un terme indéterminé. A cet égard, le Marché commun est un instrument utile. En invoquant la conférence de la C.e.e., Giscard gagne du temps et peut se borner à promettre — ce qu'il fait le 9 août — qu'il fera défendre à Bruxelles la revalorisation des prix à la production.

Le Marché commun facilite d'autre part le maintien de la politique agricole actuelle qui ne soutient — mais dans quelles proportions ! — que la minorité la plus privilégiée. La hausse linéaire des prix, même si elle dépasse les 4 % proposés par la commission, ne pourra qu'améliorer la rente de situation dont bénéficient quelques gros producteurs, les industriels transformateurs de produits laitiers et les négociants de viande bovine. Elle permettra tout juste aux exploitants artisanaux et à leur famille de continuer à travailler plus en gagnant moins.

Les organisations représentant les betteraviers et les céréaliers se préparent d'ailleurs à encaisser les bénéfices des manœuvres des « fantassins » bretons et autres : les uns invoquent la pénurie... du marché mondial pour justifier la hausse des prix français ; les autres observent que les Etats-Unis ont accepté que la C.e.e. réduise ses importations de céréales fourragères et donc développe sa production de blé, qui pourra être utilisée dans de plus fortes proportions pour la nourriture du bétail.

Organisations consentantes

La direction nationale de la F.n.s.e.a. acquiesce aussi à cette politique. Sa tactique est habile. En juillet, elle laisse carte blanche aux fédérations départementales qu'elle sait ne pouvoir contrôler. A l'automne, elle peut organiser, sans être débordée par des comités d'action comme les organisations néerlandaises, et avec la participation des dirigeants professionnels des pays voisins qui ne représentent que les couches les plus aisées et les plus conservatrices des paysanneries, un grand rassemblement qui donnera son appui à une politique reprenant... celle du Pouvoir. Tel est l'effet de l'unité professionnelle dans le système politique actuel.

Les paysans connaissent bien la politique de Giscard d'Estaing : ils en ont déjà été les victimes sous la férule du plan de stabilisation de 1963-1964.

Seul un changement réel de politique peut apporter aux diverses catégories de travailleurs agricoles la juste rémunération de leur travail qu'ils demandent légitimement. C'est l'objectif de la politique des prix que le candidat unique de la gauche, à la suite des orientations tracées par les partis de gauche, a proposé aux travailleurs de la campagne. Cette politique s'articule autour de deux mécanismes principaux :

▶ Relèvement des prix à la production, moyen déterminant pour revaloriser le travail fourni par les paysans et, du même coup, leur revenu. Cette mesure fondamentale devrait s'accompagner du contrôle des marges des grandes sociétés qui transforment et commercialisent les produits agricoles et qui sont les principales responsables de la hausse des prix à la consommation ; la détaxation des produits alimentaires serait un autre facteur susceptible de « tenir » les prix à la consommation.

▶ Dans le cadre de cette nouvelle hiérarchie des prix, mise en place d'Offices, comme l'Office du blé créé en 1936 par le Front populaire, assurant par des moyens appropriés (quantum, ou plafonnement des aides reçues par chaque producteur ou reprise fiscale, etc) une juste répartition du soutien public.

Ces orientations reçoivent l'appui d'un nombre croissant de petits paysans. Comme celles des ouvriers et autres salariés, leurs revendications sont justes et les socialistes les appuient.

HELENE DELORME

TOUTE UNE VILLE MOBILISEE

De notre envoyée spéciale

« Pour les Tanneries ? » A Annonay, tous les habitants vous le diront : « Allez tout droit jusqu'au carrefour. Là, vous demanderez à l'agent qui fait la circulation. » Une usine occupée, un agent de police : le rapport peut ne pas paraître évident. Et pourtant, non seulement l'agent vous répètera deux fois le chemin pour vous rendre aux Tanneries françaises réunies (T.f.r.), mais, de plus, il vous expliquera en détail le conflit qui oppose les 492 licenciés à leur direction et aux pouvoirs publics, et comment, de toute façon, il faut empêcher l'entreprise de se fermer. A Annonay, ils sont comme ça. Et avec eux toute la population. Car la fermeture des Tanneries, ce n'est pas seulement le problème des 492 salariés qui y travaillent, c'est aussi l'affaire de toute une ville.

D'abord parce que, depuis 150 ans, l'industrie du cuir lui apporte renom et prospérité. Annonay est fière de ses tanneurs, de leur compétence et de leur secret de fabrication qui font, des peaux de chevreau traitées, des produits recherchés dans la peausserie de luxe. Certes, les deux entreprises familiales Combes et Meysonnier, qui ont employé jusqu'à 1 100 personnes, avaient connu des difficultés. Le marché du cuir est le champ de bataille d'un capitalisme sauvage où toutes les spéculations sont permises, de l'effondrement artificiel du cours des peaux brutes jusqu'à l'élimination systématique de tous les concurrents gênants. De plus, la gestion familiale ne fut pas exempte des grenouillages qui permettent à toute une lignée d'incapables de jouer les « patrons » en étalant un train de vie tapageur.

De telle sorte qu'en 1971, quand Maurice Sidem propose de racheter ces entreprises et d'en faire les T.f.r. par fusion avec les deux tanneries qu'il possède déjà au Puy et à Bort-les-Orgues, il apparaît comme le sauveur. Enfin, voici le « Napoléon du cuir » qui va permettre à cette industrie de jouer un rôle sur le marché européen et international. Il faut dire que les résultats semblent concluants. Avec ses 2 000 salariés et ses 30 milliards de chiffres d'affaires, les Tanneries françaises réunies s'arrogent un quart du marché français, exportent 70 % de leur production et s'assurent une place prépondérante dans le tannage des peaux de chevreau et de veau.

P.d.g. ridicule

Hélas, à Annonay, l'enthousiasme ne dure pas. Déjà réduits à 700 au moment de la fusion, les effectifs tombent à 492 en moins de trois ans. A travers l'organisation insensée du travail qu'on leur impose, une évidence, peu à peu, se fait jour pour les tanneurs. Sidem veut se débarrasser des usines d'Annonay. « En absorbant les établissements Combe et Meysonnier, expliquent Lucien Alluy et Georges Dufaud, délégués C.g.t. et C.f.d.t. des Tanneries d'Annonay, Sidem ne visait qu'une chose : faire disparaître des concurrents, s'approprier leurs secrets de fabrication, le renom de leur peausserie et leur réseau commercial. Une fois son but atteint, il s'était dit qu'il pourrait se replier sur Le Puy et Bort-les-Orgues. Et tant pis pour les 492 gars laissés sur le carreau ! »

De jour en jour, l'analyse des syndicalistes se révèle exacte. En plus, ce Napoléon du cuir semble avoir eu plus grands yeux que grand ventre. Sa gestion hasardeuse ne lui permet pas d'encaisser la hausse sensible des cuirs bruts. D'emprunt en emprunt, le déficit se creuse. Au début 1974, le bruit court que les pertes de l'entreprise s'élèvent à 3,5 millions par mois.

Napoléon ou pas, les travailleurs ne veulent pas entendre parler d'un Waterloo qui les frapperait en priorité. Et quand, en février dernier, la direction annonce au comité central d'entreprise que des licenciements sont inévitables, la réponse ne se fait pas attendre : les tanneurs d'Annonay se mettent en grève pendant 15 jours.

Les banques, de leur côté, se montrent de plus en plus dures avec ce patron inconséquent. Moyennant quoi, le 25 juin, Sidem est contraint d'annoncer un plan de redressement qui marque la fin piteuse de son épopée. S'il s'agit surtout de ridicule pour ce P.d.g. prétentieux — tout le monde sait bien que le ridicule ne tue plus — pour les travailleurs, la sentence est tragique : l'usine d'Annonay doit être fermée ; 182 travailleurs sont licenciés au Puy et 13 à Bort-les-Orgues. Le patronat est catégorique : rien ne pourra le faire revenir sur sa décision. Le 12 juillet, les syndicats annoncent la fermeture irrémédiable des Tanneries d'Annonay.

Oui, mais... Il y a eu Lip, Rateau et bien d'autres encore. Les tanneurs ne l'ont pas oublié. Le soir même, à 20 h, leur usine est occupée. Et elle le restera, sans défaillance, pendant toutes les vacances. Même les travailleurs qui ont organisé leurs congés depuis longtemps sacrifient une semaine complète pour venir prendre leur tour de garde.

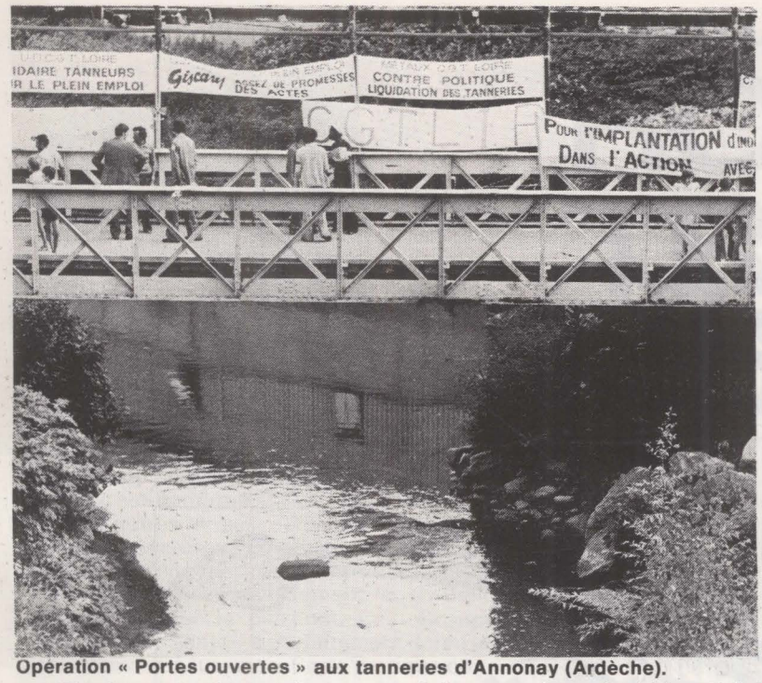
Très vite, un mémorandum voit le jour, établi par une équipe de cadres, d'ingénieurs, de chimistes et de syndicalistes. Sa conclusion est formelle : restructurée, la tannerie d'Annonay est viable, et même une gestion bénéficiaire est tout à fait possible. D'échelon en échelon, grâce à l'intervention du directeur de l'usine d'Annonay qui adhère aux thèses des travailleurs, le mémorandum parvient au ministère de l'Industrie où il est « étudié ». Autrement dit, il passe de conseiller technique en conseiller technique, histoire de voir si on ne pourrait pas essouffler ces contestataires.

Au début, avec la torpeur de l'été, sur le plateau du Vivarais, les syndicalistes ont peur que la mobilisation des troupes ne présente des difficultés. Mais la tradition syndicale des tanneurs n'est plus à démontrer. Dans les rues sinueuses entre les maisons qui s'étagent sur les collines abruptes au-dessus des vallées de la Cance et de la Deume, on se rappelle encore les grands affrontements des tanneurs et de la gendarmerie à cheval. Et toujours la population a soutenu ses travailleurs. A l'heure actuelle, 90 % des salariés des Tanneries sont syndiqués. La C.f.d.t. et la C.g.t., seuls syndicats représentés, comptent à peu de chose près le même nombre d'adhérents. Ici, l'unité d'action n'est pas un vain mot. D'ailleurs, « les travailleurs n'admettraient pas qu'il en soit autrement », constatent simultanément les syndicalistes de l'une et l'autre centrale.

Ouvriers de longue date — la moyenne d'âge aux Tanneries est de 46 ans — ils se regroupent très vite autour des syndicats et des partis de gauche pour faire front.

Pourtant, au début, le moral n'y est pas. De quelque côté que les travailleurs se tournent, l'avenir leur paraît bouché. Le 26 juillet, quand ils reçoivent leurs lettres de licenciement, bien des familles sont au bord du désespoir. Pour une cinquantaine de couples, dont le mari et la femme travaillent aux Tanneries, c'est un double chômage qui s'annonce : le désastre. Et tout le monde aux Tanneries connaît cette famille dont 5 membres — le père, la mère, le fils, la fille et son mari — étaient salariés des T.f.r.

La fermeture des tanneries d'Annonay, ce n'est pas seulement le problème des 492 salariés mais l'affaire de toute une ville mobilisée pour sauver son industrie.





Opération « Portes ouvertes » aux tanneries d'Annonay (Ardèche).

« Etre tanneur, c'est un honneur ». A Annonay, personne n'en doute. Il suffit d'écouter parler les travailleurs, les voir mimer les gestes de la main qui tâte le cuir, estime son épaisseur, sa solidité, caresse son satiné pour comprendre à quel point ils aiment leur métier. Un fait significatif : aux T.f.r., on n'a jamais employé de personnel temporaire, parce qu'il faut de longues années pour acquérir la formation et l'expérience nécessaire au tannage du cuir.

Cette haute qualification constitue précisément la valeur et le handicap de ces travailleurs, en cas de reclassement. Car à Annonay, en dehors de la Saviem, première entreprise locale avec 2 200 salariés, les possibilités restent réduites. Henri Torre, député U.d.r. de la circonscription, a bien essayé de faire valoir que 110 emplois seraient créés dans cette entreprise d'ici à la fin de l'année et 280 par la suite. Mais les 492 licenciés ont tout de suite mis le holà. D'abord, le compte n'y est pas : les 123 femmes des Tanneries, entre autres, restent sur le carreau. De plus, comment transformer un tanneur en carrossier ? « Nous travaillons une matière vivante, pas de la tôle », explique avec émotion un ouvrier spécialisé. Un problème humain dont le patronat et les pouvoirs publics n'ont, par conséquent, rien à faire. De toute façon, les licenciés ont vite démontré l'aspect trompeur de ces promesses. La Saviem, comme tous les constructeurs automobiles, connaît à l'heure actuelle un ralentissement économique, et précisément à Annonay, la filiale est obligée de produire pour ses stocks, n'arrivant pas à écouler sa production. Il paraît donc hypothétique d'attendre de grosses commandes pour réembaucher les tanneurs licenciés.

Dans les autres branches d'activité, la papeterie et le textile, l'immobilisme est aussi général. Quand il ne s'agit pas de régression « A Annonay, comme dans toute l'Ardèche, le problème de l'emploi devient crucial, explique Jean-François Blanchonnet, secrétaire de la section du P.s. De plus en plus, les campagnes se vident à l'entour. Il y a déjà 400 demandeurs d'emploi inscrits en ce moment. Cette année, 300 jeunes arrivent sur le marché du travail. Ils seront probablement obligés d'aller chercher ailleurs leur premier emploi ».

Face à cette menace, toute la ville sort de sa torpeur estivale pour aider les 492 licenciés. A travers les tanneurs et leur famille, près de 2 000 personnes — soit un Annonéen sur 16 — se trouve touché par la fermeture des T.f.r., et à leur suite, les commerçants et toute la vie économique de la région.

Cette fois, la bagarre commence à tous les niveaux. Sur le terrain, les défilés et manifestations se multiplient. L'imagination ne manque pas. Un jour, on filtre les automobiles sur les nationales avoisinantes pour populariser les problèmes des tanneries. Histoire de persuader les conducteurs un peu trop pressés, un agent de police compréhensif laisse le feu au rouge jusqu'à ce que les tanneurs aient terminé leurs explications. Les pompiers n'ont pas voulu être en reste : ils ont prêté les feux clignotants qui préviennent les automobilistes du ralentissement. Le jour du défilé, tous les commerçants baissent leurs rideaux en signe de sympathie. Les paysans viennent des campagnes manifester leur soutien. Tout le monde est là et participe. Galvanisés par cette solidarité, les tanneurs multiplient les initiatives. La dernière en date, une journée portes ouvertes, aux T.f.r., attire plus de 15 000 sympathisants et rapporte 25 000 francs grâce aux peaux qui, données ou cédées à très bas prix aux tanneurs, sont traitées par leurs soins et vendues au public.

L'élection du 29

« Une fois de plus, commente Pierre Bérégovoy, secrétaire national du Parti socialiste aux affaires sociales, venu en délégation à Annonay avec des représentants du Parti communiste, c'est le droit divin de disposer des travailleurs qui est contesté. Les ouvriers font leur travail, il n'y a pas de raison qu'ils paient des erreurs qu'ils n'ont pas commises. »

A Paris, on commence à s'émouvoir de ce remue-ménage. Petit à petit, tous les arguments donnés pour la fermeture inéluctable des Tanneries sont écartés par les syndicats. Non, la crise du pétrole ne frappe pas la tannerie. Bien au contraire : en renchérissant les matières synthétiques, elle redonne une nouvelle compétitivité au cuir. Non, les fluctuations désordonnées des cours des cuirs bruts ne constituent pas un handicap insurmontable. D'abord, il convient au gouvernement d'assainir ce marché anarchique. Ensuite, les cours, depuis deux ans, sont à la baisse : les tarifs redeviennent tout à fait abordables. Enfin, si le gouvernement veut être logique avec lui-même, il doit maintenir en activité une entreprise qui exporte 70 % de sa production et pèse donc favorablement dans la balance du commerce extérieur.

En bref, ils font tant et si bien que les pouvoirs publics se retrouvent dans une position peu avantageuse. Déjà au Puy et à Bort-les-Orgues, les licenciements ont été ramenés à quelques départs en pré-retraite. Le travail a repris, en attendant les acheteurs déjà nombreux sur les rangs.

A Annonay, les tanneurs savent aussi qu'ils tiennent le bon bout. Après de longues tergiversations, les pouvoirs publics ont reconnu officiellement qu'une unité de tannerie restructurée dans les bâtiments modernes des ateliers Combe était parfaitement viable avec une production de 600 000 « pieds » par mois. Alors, ce qui se passe dans l'ombre, les guerres d'influence que se font les différents groupes pour les racheter et bénéficier de la subvention immanquablement allouée par l'Etat, cela ne les regarde pas. Ils ne savent qu'une chose : ils baisseront les armes seulement quand ils auront la certitude que le patronat qui reprendra leur tannerie a bien l'intention de la faire fructifier, et non pas de se jouer d'eux dans le seul but d'un profit rapide et passager.

De toute façon, le temps travaille pour eux. Le 29 septembre, les élections législatives pousseront peut-être Henri Torre a apporter une solution heureuse à ce conflit pour mieux remporter les suffrages d'un électorat de plus en plus rétif. Aux présidentielles, François Mitterrand avait remporté 54 % des mandats sur Annonay, et le candidat socialiste Louis Gaillaud pourrait inquiéter le député en place.

Enfin, les pouvoirs publics prennent de grosses responsabilités en laissant traîner ce conflit. Déjà à Romans, 4 fabriques de chaussures clientes des T.f.r. ont annoncé la possibilité de chômage partiel si leur approvisionnement en peaux n'était pas rapidement effectué.

La Semaine du cuir va commencer à Paris, et les tanneurs d'Annonay n'ont pas l'intention de la rater. Nul doute qu'ils ne gardent quelques tours dans leur sac qui ne manqueraient pas de retentissement et pourraient bien achever de cristalliser l'opinion sur ce conflit. Tout ce que le gouvernement cherche à éviter.

CHRISTINE COTTIN

C.n.p.f.

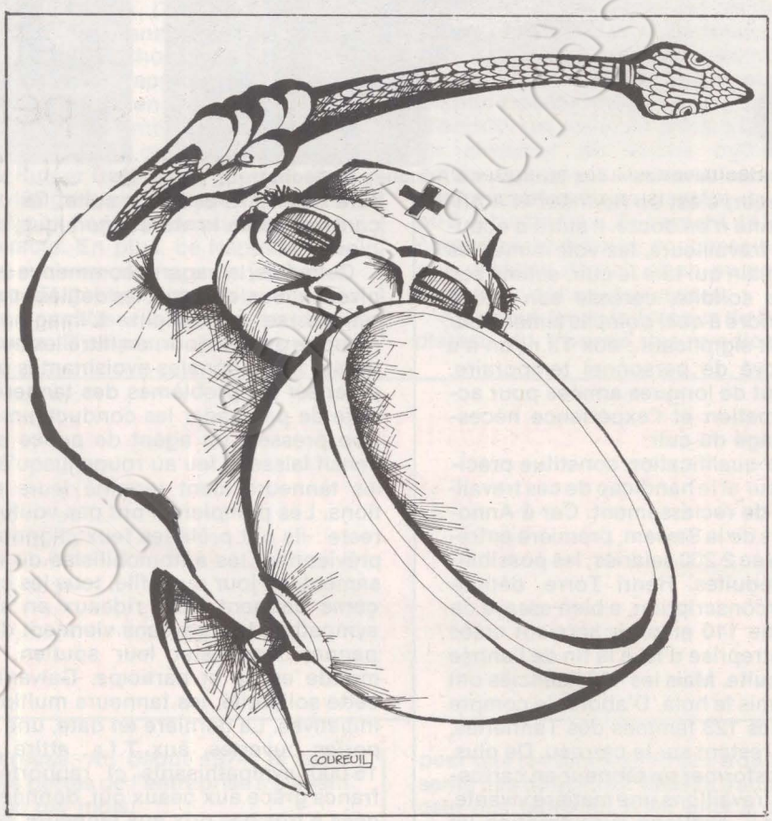
LES FLICS A CADUCEE

Une bonne grippe, récalcitrante à souhait. Votre médecin habituel vous prescrit très normalement un congé de maladie de 10 jours. Comme vous êtes un bon employé, vous envoyez à la direction du personnel, le lendemain, ce certificat médical dûment rempli et signé par votre docteur. Conformément aux termes du décret du 12 juillet 1972.

Mais attention ! Vous n'êtes pas quitte pour autant. Le lendemain, votre employeur vous écrit à son tour pour accuser réception de cet envoi et vous rappeler, à cette occasion, qu'il peut très bien être procédé à un contrôle par un médecin mandaté par lui. Bien entendu, ni le nom du médecin, ni le jour, ni l'heure de sa visite ne vous sont précisés. Il faut bien jouer sur l'intimidation et la peur.

Dans 5 % des cas, selon les propres statistiques des organisations patronales, un coup de sonnette strident vous tirera de votre lit et un homme se présentera comme le médecin de votre entreprise. Il vous expliquera d'abord qu'il est envoyé par votre patron et qu'il est là pour constater la réalité de votre grippe. Si vous avez bon caractère et si vous ne connaissez pas parfaitement la législation, vous laisserez ce curieux médecin vous examiner. Aussitôt, un rapport parviendra à votre chef de service. La gravité de votre grippe y sera analysée et la durée de votre congé de maladie jugée.

Si, pour une quelconque raison, vous n'êtes pas à votre domicile, le médecin laissera sous votre porte une note ronéotypée, sans en-tête et sans la moindre indication officielle. Où son nom n'est même pas précisé. Car cette médecine patronale préfère le vague et l'anonymat. Elle a ses raisons.



Ce scénario de médecine policière n'a rien d'imaginaire. Il se déroule chaque jour en France, plusieurs centaines de fois. Le procédé a d'abord atteint la région du Nord, puis s'est peu à peu étendu à toute la France. Il touchera bientôt tous les travailleurs des industries minières et métallurgiques.

Tout a commencé le 10 juillet 1970. Ce jour-là, le syndicat patronal, l'Union des industries métallurgiques et minières, signait avec tous les syndicats un accord de mensualisation. Les entreprises s'y engageaient à compléter, par une allocation sur leurs fonds propres, les indemnités journalières servies par la Sécurité sociale aux salariés en arrêt de travail pour cause de maladie ou d'accident. Ainsi, grâce à la pression syndicale, les employeurs garantissaient l'intégralité du salaire quelles que soient les circonstances.

Les travailleurs de la métallurgie échappaient enfin au salaire à l'heure ou à la pièce. Dans l'esprit des patrons, ils ne pouvaient qu'en abuser et en profiter. Il fallait donc mettre sur pied une police de leur santé. Longtemps, l'Union des industries métallurgiques et minières chercha une parade. Elle se présenta au mois d'avril 1973 avec Michel Van Hauwaert, un Belge, qui avait déjà organisé dans son pays une officine du même type.

Plusieurs rencontres eurent alors lieu entre Michel Van Hauwaert et Emmanuel Lepoyvre, délégué général de l'U.i.m.m. Celui qui, pendant la campagne présidentielle, finançait les journaux anti-Mitterrand et aidait de ses fonds la vie agitée de quelques mouvements d'extrême droite *(voir les enquêtes publiées en avril et mai par « l'Unité »)*. L'expérience méritait d'être tentée. Michel Van Hauwaert crée donc la société anonyme à responsabilité limitée « Secrétariat social Sécurex » (avenue de la République, à Marc-en-Barœuil) et en devenait le directeur-gérant. A en croire le registre de commerce, Sécurex offre « un secrétariat social, un service d'organisation de publicité et des services médico-sociaux. » En fait, c'est tout simplement une officine de médecins patronaux.

Première zone d'exploitation de cette juteuse combine, donc : le Nord. En juin 1973, 17 médecins de Sécurex contrôlent pour le patronat local les ouvriers de cette région. Des firmes comme Peugeot, Massey-Fergusson et Dunkerque-France signent des contrats avec Sécurex. Chaque visite coûte 100 F au patron et rapporte 40 F au médecin de Sécurex.

Tout repose sur une ambiguïté. Dans le texte de la convention collective de la métallurgie, un détail est mal précisé. Et le patronat en a joué à dessein. Il est admis qu'en cas d'arrêt de travail, la situation du travailleur doit être « dûment constatée par un certificat médical et contre-visite s'il y a lieu ».

La contre-visite a toujours été considérée comme relevant des médecins-contrôleurs de la Sécurité sociale, organisme neutre entre les salariés et les patrons. D'ailleurs, quand les syndicats ont signé ce texte, il n'y avait aucun doute dans leur esprit, puisqu'aucune officine de ce type n'existait en France. Bien entendu, l'U.i.m.m. a préféré élargir cette notion aux médecins Sécurex.

Les résultats sont étonnants. Selon le bulletin intérieur de l'U.i.m.m. (n° 11 de juillet-août 1974), sur 100 contre-visites Sécurex annoncées dans la sidérurgie lorraine, 30% des intéressés reprennent le travail dès qu'ils sont avisés du contrôle ou le jour même de celui-ci ; 15% sont absents lors de la visite médicale ; 20% voient leur alloca-

tion complémentaire suspendue ; pour 35% seulement le diagnostic de leur médecin traitant est confirmé.

En d'autres termes, dans 65% des cas un médecin Sécurex arrive à faire reprendre le travail à un ouvrier, pourtant titulaire d'un certificat médical parfaitement légal. Belle économie pour le patronat. Le « Groupe information-Santé » a parfaitement défini les activités de Sécurex : « Cette pratique conduit à annuler la décision du médecin traitant qui, pourtant, est seul en possession du dossier médical complet. Il ne s'agit plus de juger de l'état de santé des travailleurs pour les soigner, mais de diminuer les dépenses patronales en matière d'arrêt de maladie. »

Récupéré

Si le médecin Sécurex juge que le congé de maladie est abusif et si le travailleur refuse de se plier à ses diagnostics, le patron s'empresse de ne plus lui verser ses indemnités de congé de maladie. Le tour est joué et de l'argent économisé.

Est-il besoin d'ajouter que le Conseil de l'Ordre des médecins s'est bien gardé de condamner cette curieuse forme de médecine. Il a sans doute trop à faire avec l'avortement pour se soucier de la santé des ouvriers ! Les syndicats, par contre, s'en sont déjà occupé. Le 4 février 1974, le Conseil des prud'hommes de Lannoy a rendu un fort intéressant jugement. On y lit : « Le Conseil des prud'hommes, ayant entendu les parties, ne considère pas la société Sécurex comme légale, mais à la seule initiative de l'employeur. Il considère la Sécurité sociale seule légale pour opérer des contre-visites ». Le Conseil condamna donc l'employeur à payer les indemnités complémentaires pour maladie.

Curieuse affaire que celle-là. Elle montre que le patronat est toujours prêt à récupérer de la main gauche ce qu'il a donné de la main droite. Et qu'il n'hésite pas à jouer sur l'intimidation, la peur et une légalité douteuse pour arriver à ses fins. Car ces contrôles constituent aussi une sorte de violation du secret professionnel. L'article 378 du Code pénal prévoit que « les médecins qui, hors le cas où la loi les oblige ou les autorise à se porter dénonciateurs, auront révélé ces secrets, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 500 à 3 000 F ». Transmettre à un patron qui vous salarie les informations sur l'état de santé de ses employés semble bien entrer dans cette catégorie.

Mais il y a une sorte de logique à voir ceux qui ont financé les journaux anti-Mitterrand et de curieuses officines, organiser le développement de la médecine policière en France. Le C.n.p.f. échappe mal à ses démons.

NICOLAS BRIMO

Ramassage scolaire

ROULES OU TRANS-PORTES

Lourde charge financière pour les familles et les collectivités locales, fatigues et pénibilité pour les enfants, le ramassage scolaire doit s'adapter et aider la scolarité au lieu de la perturber.

Dans quelques jours aura lieu la rentrée des classes. Comme chaque année, les commentaires officiels s'efforceront de masquer les difficultés surgies ici et là. On se félicitera, au contraire, en haut lieu, des conditions dans lesquelles se sera effectuée la reprise scolaire pour l'année 1974-1975.

Cet optimisme de rigueur sera, une fois de plus, fort mal venu alors que se détériore le service public de l'Education moins obligatoire, laïque et gratuite que jamais. L'obligation de la scolarité pour tous jusqu'à 16 ans ? Evanouie depuis que, l'an passé, sénateurs et députés de la majorité ont adopté la loi Royer sur l'apprentissage dès 14 ans. La laïcité ? Il n'est que de constater la survivance des « écoles libres », dans tout l'Ouest par exemple, pour comprendre que la laïcité reste... un vœu « pieux ». Elle compte d'ailleurs de farouches adversaires dans les rangs de la majorité.

Quant à la gratuité, loin de l'approcher, on s'en éloigne. Combien de familles modestes n'appréhendent-elles pas septembre et le poids que font peser les dépenses de fournitures scolaires sur leur budget ce mois-là ? Et pourtant, bien souvent — trop souvent — il y a plus grave encore : le ramassage scolaire et les frais parfois insupportables qu'il occasionne. Assez mal connu des habitants des villes, le ramassage scolaire représente aujourd'hui un phénomène d'ampleur comparable à celui de la S.n.c.f. La fermeture des petites écoles primaires de campagne et l'augmentation du nombre d'élèves du secondaire en zone rurale ont rendu indispensable l'organisation d'un grand nombre de circuits destinés à ramasser les élèves près de chez eux pour les transporter jusqu'à l'école. Parfois, ces élèves peuvent utiliser le réseau de la S.n.c.f., bien que celle-ci tende à supprimer ses petites lignes peu fréquentées. Là encore, la notion de service public se perd... Certains enfants handicapés bénéficient de taxis et d'ambulances. Cependant, le plus grand nombre d'élèves concernés par le ramassage scolaire emprunte des cars. Soit sur des lignes régulières, pour 500 000 d'entre eux, soit sur des circuits spéciaux pour un peu plus d'un million d'élèves. De 635 000 élèves transportés quotidiennement en 1968 à 2 200 000 en 1975 (selon les prévisions du VIe Plan), le ramassage scolaire s'est développé à un rythme supérieur à 10 % par an. En conséquence, les circuits spéciaux se sont multipliés et allongés au même rythme, pour dépasser les 20 000 circuits en 1971-1972. Et c'est ainsi que 20 000 cars ont parcouru cette année près d'un million et demi de kilomètres, chaque jour, sur les circuits spéciaux.

Une véritable aubaine

Nul doute que le ramassage scolaire représente une véritable aubaine pour les transporteurs routiers. Même s'ils prétendent le contraire. Comment expliquer autrement le bond effectué par les immatriculations qui, de 7 561 cars et bus neufs ou d'occasion immatriculés en 1962, sont passées à 13 493 en 1973?En fait, le ramassage a permis la survie du transport routier des voyageurs. Surtout, il a financé le renouvellement de son parc automobile. Pourtant les gros transporteurs n'y ont pas cru dans les premiers temps, à la fin des années 50. Méprisant le ramassage des écoliers, ils l'avaient alors volontiers abandonné à de petits collègues de deuxième zone. Puis quand ils se sont rendu compte de l'importance du marché potentiel qui allait leur échapper, ils ont tout fait pour éliminer la concurrence qu'ils avaient laissée se développer. La pratique du dumping, en particulier, a permis aux plus gros de remporter la plupart des appels d'offres émis par les départements, les collectivités locales et les associations familiales qui ont créé les circuits spéciaux. Il est apparu que, par la suite et à plusieurs reprises, ces transporteurs se sont entendus pour faire monter les prix. Comme dans le Lot, où 29 transporteurs ont constitué une entente en juillet 1971 pour obtenir une hausse moyenne de 40 % des tarifs sur 33 circuits spéciaux. Et ce n'est pas une bavure. La commission technique des ententes estime que ces pratiques illicites s'étendent à l'ensemble du pays.

Face à de tels abus, les communes sont tentées d'acquérir leurs propres véhicules. Certaines l'ont même déjà fait. Mais cette

→

TRANSPORTES OU ROULES

→

solution coûteuse reste hors de portée pour beaucoup d'entre elles.

Les premières victimes de ces ententes restent les familles. Pour elles, la note est souvent lourde. Or, la vieille promesse de la gratuité du ramassage scolaire, reprise par Pierre Messmer dans le programme de Provins et annoncée pour cette législature, ne semble pas près d'être réalisée.

Dans sa circulaire aux préfets du 29 août, René Haby, ministre de l'Education, n'est-il pas curieusement flou sur les délais en déclarant : « Le gouvernement s'est fixé comme objectif de réaliser, en quelques années, la gratuité des transports scolaires pour les familles, que les regroupements d'établissements rendent particulièrement opportune et qui constitue, à ses yeux, un facteur tout à fait important d'égalisation des conditions d'accès à l'enseignement » ? Près de 2 millions d'enfants sont en effet concernés et le ministre n'hésite pas à repousser cette opportunité, et l'égalisation des chances qui devrait en découler, de... quelques années.

D'autre part, l'arrêté de 1962 qui fixe à 65 % le taux de subvention du ramassage par l'Etat n'est toujours pas respecté. A 10 % près. Cela n'empêche pas René Haby de demander aux collectivités locales de maintenir cette année l'effort qu'elles ont consenti l'an passé. Les départements supporteront donc encore 26 % du coût total du ramassage. Et il restera par conséquent 19 % des 90 milliards d'anciens francs qu'il représente pour 1974 à la charge des familles. Voilà un magnifique exemple de transfert par lequel l'Etat fait supporter une partie du financement d'un service public aux contribuables. Et que dire du refus de l'Etat de financer, même partiellement, les transports scolaires pour les enfants des maternelles ? Les mères d'enfants de moins de six ans sont donc particulièrement pénalisées à la campagne puisque, lorsqu'elles travaillent, les frais de ramassage de leurs enfants en maternelle leur incombent.

Du simple au quintuple

D'autre part, bien qu'il soit subventionné pour les élèves de 6 à 16 ans, le ramassage présente de grandes variations de prix. Ceux-ci peuvent aller du simple au quintuple selon l'endroit. Les participations de 55 % pour l'Etat et 26 % pour les départements représentent en effet une moyenne nationale. Dans certains départements, des familles n'ont rien à payer. Dans d'autres, elles supportent jusqu'à 40 % de son coût total. Celui-ci varie en effet suivant la longueur du circuit, la société qui effectue le transport et la configuration du terrain. Lorsque le Conseil général n'effectue pas de péréquations les inégalités deviennent flagrantes. René Regaudie, président du Conseil général de la Haute-Vienne, rapporte cet exemple : « On m'a cité un cas, exceptionnel il est vrai, d'une famille qui pour deux enfants a payé 1 000 F de transports scolaires alors que si elle avait été domiciliée dans le département voisin, à quelques centaines de mètres plus loin, il ne lui en aurait coûté que 85 F ».



Départ pour le point de ramassage dans un petit village du Centre.

C'est inadmissible quand on songe à la responsabilité de l'Etat dans le développement de ces transports. En fermant des écoles insuffisamment fréquentées, en prolongeant la scolarité et en refusant de construire des internats, dans un but économique et familial, c'est bien l'Etat qui a rendu le ramassage partie prenante de l'Education nationale. Comment ne pas évoquer également les problèmes qualitatifs que soulève le ramassage ? Aujourd'hui, des centaines de milliers d'enfants doivent se lever tôt — certains avant 6 heures — pour se rendre chaque jour au point de ramassage, parfois éloigné de plus d'un kilomètre de leur domicile. Il leur faut alors attendre le car. En plein air le plus souvent car les abris contre le froid et les intempéries sont rares.

Puis c'est le trajet. Tantôt bon, tantôt mauvais dans des véhicules bondés, mal chauffés et inconfortables. Presque toujours sans surveillance pour cette communauté d'enfants. Enfin, après un parcours dépassant fréquemment la demi-heure, les élèves doivent encore attendre dix, quinze ou vingt minutes que l'établissement scolaire ouvre ses portes. Au total, il peut s'écouler jusqu'à 90 minutes entre le départ du domicile familial et l'entrée en classe.

L'insécurité n'en est pas absente non plus. Véhicules usagés, chauffeurs incompétents ajoutent malheureusement quelquefois aux dangers inhérents de la route. Ainsi déplore-t-on quelques morts d'enfants et des dizaines de blessés chaque année. Un effort a été engagé pour améliorer la qualité et la sécurité du ramassage. Mais il reste insuffisant, comme le souligne Claude Morineau, président du Centre national pour l'étude, la promotion et l'amélioration des transports scolaires, sociaux et éducatifs. C'est pourquoi il avance 45 suggestions visant à renforcer la sécurité. En vain jusqu'à présent. Ou presque. Des signaux de détresse ont été montés sur les cars de ramassage. Mais c'est à peu près tout !

Tout ceci montre bien à quel point le ramassage peut perturber la scolarité de ceux qu'il devrait servir. Charge financière pour les familles et les collectivités locales, fatigue et pénibilité pour beaucoup d'enfants, le ramassage doit s'adapter. Son importance croissante, son extension aux transports péri-scolaires et à la formation permanente marquent d'ailleurs une nouvelle étape de son développement. Tout doit donc être mis en œuvre pour que les communes et les familles rurales ne soient plus pénalisées par la politique suivie en la matière. Mais gageons que de l'important effort à fournir à ce niveau pour égaliser les chances, il ne sera pas soufflé mot le jour de la rentrée.

JEAN-LOUP REVERIER

changer la vie sociale et économique

EMPLOI : COTE D'ALERTE

Emploi : les chiffres sont éloquents. Entre juin 1974 et juillet 1974, les offres ont diminué, les demandes ont augmenté. 103 000 offres d'emploi ont été enregistrées en juillet, contre 136 700 le mois précédent (32,7 % en moins). Le nombre de demandeurs d'emploi, lui, a augmenté de 31 % : il est passé de 110 600 en juin à 145 200 en juillet. Enfin, 453 900 demandes d'emploi restaient insatisfaites fin juillet.

Si l'on compare juillet 1973 et juillet 1974, l'aggravation du chômage se vérifie. En juillet 1973, on enregistrait 122 700 demandes d'emploi, soit 18 % de moins que cette année. Les offres d'emploi, par contre, ont diminué de 15 % d'une année sur l'autre. Et le nombre de ceux qui demandent du travail et n'en trouvent pas a augmenté, en un an, de 13 %. Bref, une courbe ascendante et régulière qui n'incite pas à l'optimiste.

INOSAF : QUATRE MOIS DE GREVE

Deux mois durant, les 630 salariées de la Société Inosaf ont fait grève. Car, depuis le 8 mai, cette entreprise qui compte cinq usines — à Dôle et Seillères (Jura), à Salbris (Loir-et-Cher), à Gien (Loiret) et à Auxerre (Yonne) a été mise en règlement judiciaire. Pour à peine plus que le Smic, les ouvrières avaient accepté de fabriquer des vêtements pour la Redoute, Les Trois Suisses et Louis Féraud entre autres. Mais elles ne veulent pas faire les frais de la mauvaise gestion patronale.

Voyant que les promesses faites au moment des élections présidentielles n'ont pas été tenues, leur colère a redoublé. Les usines furent pratiquement toutes occupées 24 h sur 24. Distributions de tracts, manifestations et meetings soutenus par les syndicats et partis de gauche se sont multipliés. A tel point que le gouvernement ne pouvait plus faire la sourde oreille : Françoise Giroud a fini par recevoir une délégation des travailleuses. Ce qui n'empêche qu'aucune solution sûre n'est encore en vue, en dehors des reclassements à la petite semaine dont les ouvrières d'Inosaf ne veulent pas.



LA LIGNE NOIRE DES VOSGES

Encore une fermeture dans le textile. A Senones, dans les Vosges, 300 employés de la société Colroy — second producteur français de bas et de collants après Dim — ont appris, le 30 août, qu'ils allaient être licenciés. C'est tout le secteur bonneterie de l'entreprise, qui emploie 900 personnes à Senones — et 1 700 dans toute la France — qui est ainsi supprimé. C'est aussi, comme l'expliquent les syndicats, le début de la fermeture de l'usine. Mardi dernier, une délégation, comprenant des représentants de la C.g.t., de la C.f.d.t., de F.o. et de la C.g.c. et le conseiller socialiste de Senones, s'est rendue à la préfecture d'Epinal et s'est entretenue pendant plus de 2 heures avec le préfet, qui a promis de se préoccuper du sort des employés de chez Colroy.

Car, pour eux, c'est la certitude du chômage. Peu qualifiée (des O.s. en majorité), la main-d'œuvre féminine de chez Colroy — où le travail continue pour le moment — a peu de chances de retrouver du travail dans la région : les entreprises voisines sont toutes des entreprises de textile appartenant à Boussac. « Et eux, on ne sait pas à quelle sauce ils vont être mangés ! », s'inquiète un syndicaliste.

MENACES CHEZ I.B.M.

Que se passe-t-il chez I.b.m. ? A cette question, les syndicats de cette entreprise, qui emploie 18 000 personnes en France, ont déjà une réponse : un plan de démantèlement est en cours. Et, bien que la direction soit avare de renseignements, les syndicats ont assez d'éléments pour affirmer que l'emploi, chez I.b.m., est menacé. Ils affirment : la décision de diviser I.b.m. France en deux sociétés est déjà prise. Elle sera annoncée officiellement le 1er octobre 1974 et elle entrera en vigueur le 1er janvier 1975. 3 600 employés (ceux de l'usine de Bobigny) sont déjà concernés. Ce sera bientôt le tour de ceux qui travaillent à Essonne et au Centre d'études et de recherches de La Gaude. Les deux nouvelles sociétés auront, à moyen terme, des politiques de personnel différentes. Bref, la seule garantie accordée au personnel sera d'appartenir à la maison I.b.m.

Les syndicats ont décidé de s'opposer au démantèlement de la compagnie I.b.m. France, ainsi qu'à toute tentative de licenciement ou de suppression de postes. Ils exigent que les travaux des groupes d'étude soient communiqués aux représentants du personnel, et demandent à la direction de recevoir les organisations syndicales. Jusqu'à présent, les patrons d'I.b.m. affirment qu'ils n'ont nullement l'intention de démanteler I.b.m. France, mais ils reconnaissent qu'une étude de restructuration est en cours. Si les faits leur apportent un démenti, ils risquent de se trouver face à des employés décidés à ne pas se laisser faire : la F.i.o.m. (Fédération internationale des ouvriers de la métallurgie, à laquelle sont affiliées des fédérations de tous les pays du monde, dont F.o. et la C.f.d.t. en France) a déjà prévu, dans un avenir très proche « une réunion des pays impliqués ». A suivre.

CONDAMNES A VIE

La poignée de main de Giscard d'Estaing à un détenu, pour spectaculaire qu'elle se voulait, ne pouvait suffire à ramener le calme dans les prisons. Et la féroce répression organisée par son bras droit, le ministre de l'Intérieur Michel Poniatowski, en se soldant par 9 détenus abattus par les forces de l'ordre, n'a rien résolu non plus. Quant à la réformette de Lecanuet, elle laisse de côté tant de problèmes essentiels que cela laisse craindre d'autres révoltes à plus ou moins long terme.

Au nombre des véritables questions posées, il en est une, fondamentale et demeurée sans réponse : le détenu qui a purgé sa peine peut-il oui ou non s'estimer quitte envers la société ? Le renvoi d'un jeune homme de 19 ans par l'administration des P.t.t. pour un vol mineur commis voici cinq ans est explicite. En refusant l'entrée d'anciens détenus dans l'administration, l'Etat montre bien que la peine purgée ne « répare » rien. Les détenus sont donc encore condamnés à expier à vie.

IL Y A 4 ANS, L'ESPOIR...

Le 4 septembre 1970, voici quatre ans, Salvador Allende, l'Unité populaire, le peuple chilien remportaient une courte mais considérable victoire aux élections à la présidence de la République. Deux mois après, le 4 novembre, il entrait en fonction. Le 4,au Stade national de Santiago, il réaffirmait devant le peuple victorieux sa volonté de transformer, avec lui, la société injuste que leur léguait le passé. Les trois années de son gouvernement furent celles d'une lutte sans relâche pour que le programme du peuple soit effectivement appliqué afin que le Chili se libère de la domination étrangère, vienne à bout du sous-développement. Non sans erreurs, au milieu de difficultés considérables, Allende n'a pas reculé. Voilà pourquoi la réaction devait l'abattre.

Avant de rappeler les sinistres événements de septembre 1973, nous avons voulu faire revivre tout l'espoir dont était porteuse la victoire populaire de 1970. Ce n'est pas seulement un homme ou un gouvernement que les militaires fascistes ont voulu détruire. C'est une idée. L'idée de la liberté, de l'égalité, l'idée du socialisme. Mais contre cette idée leurs chars et leurs tortures resteront à jamais impuissants.

La tradition chilienne était peut-être une tradition de moindre violence politique. Elle est sûrement la tradition du combat sans faille pour la justice et pour la liberté, pour une authentique démocratie. C'est pourquoi, si les méthodes changent — à cause de la droite, une fois encore — l'objectif final reste le même : le socialisme.

Allende demandait que chacun d'entre nous sente en lui son frère. Un frère, ça ne s'oublie pas. Il est plus que jamais urgent de sentir en chaque Chilien qui souffre une partie de nous-même et de tout faire concrètement et quotidiennement pour que la marche, momentanément interrompue, reprenne, vers la victoire.

C'est rejoindre là l'esprit de ce discours prononcé par le président Salvador Allende au Stade national de Santiago le 4 novembre 1970.

Le peuple a dit : nous vaincrons. Et nous avons vaincu... Cette victoire est la victoire des travailleurs. C'est celle du peuple qui souffre, du peuple qui a supporté, durant un siècle et demi de prétendue indépendance, l'exploitation d'une classe dominante incapable d'assurer le progrès... La vérité, nous le savons tous, c'est que le retard, l'ignorance, la faim de notre peuple et de tous les peuples du Tiers-Monde existent et persistent parce qu'elles sont lucratives pour une minorité de privilégiés.

Mais le jour est enfin arrivé de dire : assez ! Assez d'exploitation économique ! Assez d'inégalités sociales ! Assez d'oppression politique ! Aujourd'hui, inspirés par les héros de notre pays, nous nous réunissons ici pour célébrer notre victoire, la victoire du Chili. Et aussi pour marquer le début de la libération. Le peuple, enfin devenu gouvernement, assume la direction du destin national.

Mais de quel Chili avons-nous hérité ?... Il est temps de dire la vérité, il est temps de dire que nous autres, peuples sous-développés, nous avons échoué face à l'Histoire. Nous avons été colonies dans la civilisation agro-mercantile. Nous ne sommes guère que des nations néo-coloniales dans la civilisation urbano-industrielle. Et, dans la nouvelle civilisation qui apparaît, nous sommes menacés de rester dépendants.

Nous avons été les peuples exploités. Ceux qui ne vivent pas pour eux-mêmes, mais pour contribuer à la prospérité des autres.

Et quelle est la cause de notre retard ? Qui est responsable du sous-développement dans lequel nous sommes plongés ? Malgré bien des déformations et des tromperies, le peuple a compris. Nous savons bien, par expérience, que les causes réelles de notre retard sont dans le système. Dans ce système capitaliste dépendant qui, au niveau interne, oppose les majorités dans le besoin aux minorités fortunées et, au niveau international, oppose les peuples puissants à ceux qui sont pauvres ; dans ce système où le plus grand nombre finance la prospérité de quelques-uns.

Nous héritons d'une société lacérée par les inégalités sociales, d'une société divisée en classes antagonistes d'exploiteurs et d'exploités. Une société où la violence est incorporée aux institutions elles-mêmes et qui condamne l'homme à l'envie insatiable, aux formes les plus inhumaines de la cruauté et de l'indifférence à la souffrance des autres.

Notre héritage est celui d'une société sacrifiée par le sous-emploi, fléau qui lance dans le chômage et la marginalisation des masses croissantes de citoyens ; des masses qui ne sont pas un phénomène de surpopulation, comme le prétendent certains, mais les multitudes qui témoignent par leur destin tragique de l'incapacité du régime à assurer, à tous, le droit élémentaire au travail.

Nous héritons d'une économie blessée par l'inflation qui, mois après mois, ampute le salaire des travailleurs et réduit à presque rien — quand ils arrivent aux dernières années de leur vie — le fruit d'une existence faite de privations.

Nous héritons d'une société frustrée dans ses aspirations les plus profondes au développement autonome ; une société divisée où l'essentiel est refusé à la majorité des familles : les droits fondamentaux au travail, à l'éducation, à la santé, au loisir et jusqu'au simple espoir de connaître un futur meilleur.

Le peuple chilien s'est levé contre toutes ces formes d'existence. Notre victoire a été remportée grâce à la conviction, enfin obtenue, que seul un gouvernement authentiquement révolutionnaire pouvait affronter le pouvoir de la classe dominante et, en même temps, mobiliser tous les Chiliens pour édifier la République du Peuple travailleur.

Telle est la grande tâche que l'Histoire nous confie. C'est à y faire face que je vous invite aujourd'hui, travailleurs chiliens. Nous ne pourrons briser le sous-développement et édifier la nouvelle société que si tous ceux qui aiment ce pays et croient en lui s'unissent, épaule contre épaule. Nous vivons un moment historique : celui de la grande transformation des institutions politiques chiliennes au moment où accèdent au pouvoir, par la volonté de la majorité, les partis et les mouvements porte-parole des secteurs sociaux les plus défavorisés.

Si nous nous arrêtons un instant pour méditer, si nous regardons derrière nous, dans notre Histoire, nous pouvons être fiers d'être parvenus à nous imposer par la voie politique en triomphant de la violence. C'est une longue tradition, une conquête immortelle. En effet tout au long de notre permanent combat pour la libération, de la lente et dure lutte pour l'égalité et pour la justice, nous avons toujours préféré résoudre les conflits sociaux en ayant recours à la persuasion et à l'action politique. Nous, Chiliens, rejetons du plus profond de notre conscience les luttes fratricides. Mais sans jamais renoncer à revendiquer les droits du peuple. Notre emblème le dit : « Par la raison ou par la force ». Mais il dit d'abord « Par la raison »...

Les manquements institutionnels, peu nombreux, que nous avons connus ont toujours été le fait des classes dominantes. Ce sont toujours les puissants qui ont déchaîné la violence, qui ont versé le sang des Chiliens interrompant l'évolution normale du pays.

Les persécutions contre les syndicats, les étudiants, les intellectuels et les partis ouvriers sont la riposte violente de ceux qui défendent des privilèges. Il n'en reste pas moins que le combat ininterrompu des classes populaires organisées est parvenu à imposer progressivement la reconnaissance des libertés civiles, sociales, publiques et individuelles.

Les masses, dans leur lutte pour dépasser le système capitaliste qui les exploite, parviennent à la présidence de la République unies dans l'Unité populaire, ce qui constitue la manifestation la plus significative de notre Histoire : la permanence et le respect des valeurs démocratiques et la reconnaissance de la volonté de la majorité. Sans renoncer à leurs objectifs révolutionnaires, les forces populaires ont su ajuster leur action à la réalité concrète des structures chiliennes, considérant succès et échecs non comme des victoires ou des défaites définitives, mais comme des pas sur le dur et long chemin de l'émancipation.



Fait sans précédent dans le monde, le Chili vient de donner une preuve extraordinaire de son développement politique en faisant qu'un mouvement anticapitaliste prenne le pouvoir par le libre exercice des droits civiques. Il le prend pour orienter le pays vers une nouvelle société plus humaine dans laquelle les objectifs ultimes sont la rationalisation de l'activité économique, la progressive socialisation des moyens de production et le dépassement de la division de classes...

La volonté populaire nous légitime dans notre tâche. Mon gouvernement répondra de cette confiance en faisant que la tradition démocratique de notre peuple soit réelle et concrète...

Les minorités exploiteuses ont tenté d'empêcher que nous accédions au pouvoir. Elles ont échoué face à la solidité des institutions démocratiques, face à la fermeté de la volonté populaire, décidée à les affronter et à les désarmer pour assurer la tranquillité, la confiance et la paix du pays, qui est dès maintenant sous la responsabilité du Pouvoir populaire.

Mais qu'est-ce que le Pouvoir populaire ?

Le Pouvoir populaire signifie que nous mettrons à bas les fondations sur lesquelles appuyaient leur pouvoir les minorités qui, depuis toujours, condamnent notre pays au sous-développement. Nous mettrons un terme aux monopoles qui confient à quelques douzaines de familles le contrôle de l'économie. Nous mettrons fin au système fiscal mis au service du profit, qui a toujours pénalisé les pauvres par rapport aux riches, qui a concentré l'épargne nationale aux mains des banquiers et de leur appétit d'enrichissement. Nous allons nationaliser le crédit pour le mettre au service de la prospérité nationale et populaire. Nous mettrons fin aux grandes propriétés terriennes qui continuent de réduire des milliers de paysans à la soumission à la misère, tout en empêchant que le pays obtienne de ses propres terres tous les aliments dont nous avons besoin. Une authentique réforme agraire rendra cela possible.

Nous récupérerons pour le Chili ses richesses fondamentales. Nous rendrons à notre peuple les grandes mines de cuivre, de charbon, de fer et de salpêtre. La possibilité de l'obtenir est entre nos mains, entre les mains de ceux qui gagnent leur vie avec leur travail et qui sont aujourd'hui au centre du pouvoir.

Le reste du monde pourra être le spectateur des changements qui vont se produire dans notre pays, mais nous, Chiliens, nous ne pouvons pas nous contenter de cela, parce que nous devons être les protagonistes de la transformation de notre société. Il est important que chacun d'entre nous prenne bien conscience de la responsabilité qui nous est commune.

La tâche essentielle du gouvernement, c'est-à-dire de chacun d'entre nous, je le répète, est de créer un Etat juste, capable de donner un maximum de chances à tous ceux qui vivent sur notre territoire. Je sais que le mot « Etat » est source d'une certaine appréhension. On en a beaucoup abusé et dans bien des cas pour s'attaquer à un système social juste. N'ayez pas peur du mot « Etat », parce que, dans l'Etat, il y a le gouvernement populaire, il y a vous, il y a nous tous. Ensemble, nous devons le perfectionner pour le rendre efficace, moderne, révolutionnaire. Mais comprenez bien que j'ai dit « juste » et c'est précisément ce sur quoi je veux insister.

On a beaucoup parlé de la participation populaire. C'est le moment de la rendre effective. Chaque habitant du Chili, quel que soit son âge, a une tâche à remplir. Dans cette tâche se confondront l'intérêt personnel et une généreuse attitude orientée vers les réalisations collectives. Il n'y a pas assez d'argent, dans aucun Etat du monde, pour répondre aux désirs de tous ceux qui le composent s'ils n'acquièrent pas d'abord la conscience qu'en même temps que les droits il y a des devoirs et que la victoire a plus de valeur quand elle est le fruit de l'effort de chacun. Sommet du développement de la conscience populaire, nous verrons surgir spontanément le travail volontaire tel que la jeunesse l'a déjà proposé. C'est avec raison que l'on a écrit sur les murs de Paris : « La Révolution se fait d'abord dans les hommes et ensuite dans les choses »...

Quelle sera notre voie, la voie chilienne pour triompher du sous-développement ? Notre chemin sera celui qui s'est construit au long de notre expérience, celui qui a été consacré par le peuple aux élections, celui qui avait été indiqué dans le programme de l'Unité populaire, celui du socialisme en démocratie dans le pluralisme et dans la liberté. Le Chili réunit les conditions fondamentales qui, utilisées avec prudence et flexibilité, permettront d'édifier une société nouvelle basée sur une économie nouvelle. L'Unité populaire fait sien ce thème, non comme une consigne, mais comme une voie naturelle...

En tant que président de la République, je puis affirmer, face au souvenir de ceux qui nous ont précédés dans la lutte, en regardant le futur qui doit nous juger, que chacun de mes actes sera un effort pour que soient satisfaites les aspirations populaires dans le cadre de nos traditions...

Notre programme de gouvernement, approuvé par le peuple, est très explicite sur le fait que notre démocratie sera d'autant plus réelle qu'elle sera plus populaire, qu'elle renforcera d'autant plus les libertés humaines qu'elle sera plus dirigée par le peuple lui-même...

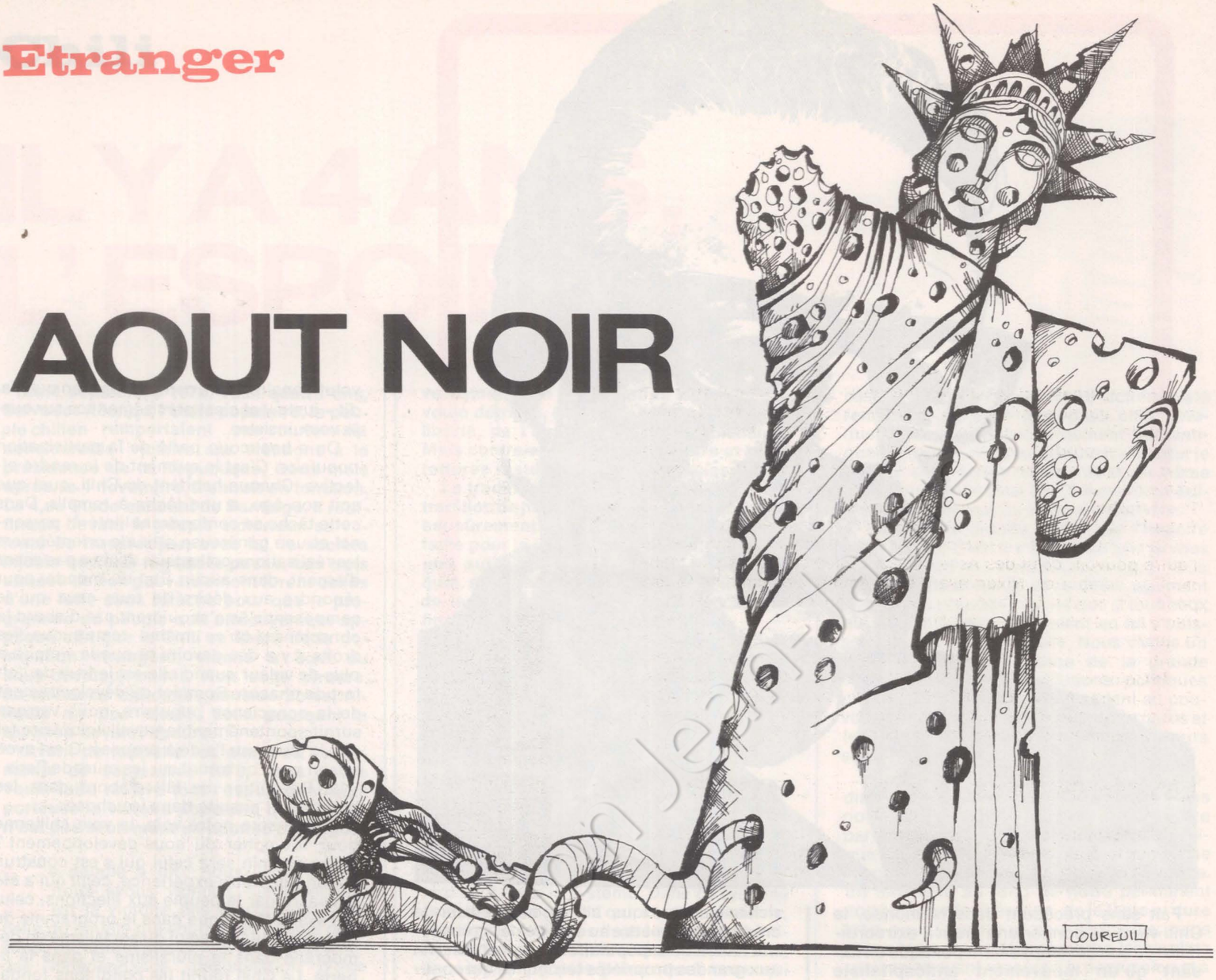
Je demande pour finir aux délégations étrangères ici présentes qu'elles emmènent dans leurs pays cette image du Chili tel qu'il est, cet espoir certain du Chili tel qu'il sera.

Dites qu'ici l'Histoire fait une nouvelle expérience, qu'ici un peuple entier est parvenu à prendre en main la direction de son propre destin pour marcher par la voie démocratique en direction du socialisme.

Ce Chili qui commence à se rénover, ce Chili en printemps et en fête ressent comme l'une de ses aspirations les plus profondes le désir que chaque homme du monde sente qu'il a en nous son frère.

SALVADOR ALLENDE

AOUT NOIR



La défaite des rois et la misère des peuples font partie des principaux ressorts de l'art dramatique : quel Eschyle, quel Shakespeare diront demain ce qu'a pu ressentir Richard Nixon, King Richard dépossédé de sa couronne, et ce qu'ont pu vivre des milliers de Chypriotes chassés de leur foyer par l'invasion ? Août 1974 restera pour l'un et pour les autres un sombre moment de leur Histoire humaine. Et pour tous, pour les spectateurs non directement concernés, l'occasion de nouvelles expériences et de nouvelles réflexions.

Le jeudi 8 août dernier, Richard Nixon, 37e président des Etats-Unis, a donné sa démission devant tout le peuple américain groupé autour des postes de télévision. Le lendemain, Gérald Ford, vice-président, prêtait serment sur la Bible avant de prendre ses nouvelles fonctions de président en titre, pour deux ans. Pour la première fois dans l'Histoire des Etats-Unis, le Président démissionnait et son successeur n'était pas l'élu du peuple. En effet, Gérald Ford avait été choisi par Richard Nixon et par le Sénat à la suite de la démission du vice-président élu, Spiro Agnew, emporté lui aussi par les scandales.

Nixon avait a son actif la paix au Vietnam, le cessez-le-feu au Proche-Orient, l'accord américano-soviétique, la reconciliation de son pays avec la Chine communiste, le redressement du dollar. A son passif, surtout, Watergate — c'est-à-dire un cambriolage politique et une accumulation de mensonges à peine dignes d'un politicien de la pègre. Un match entre la raison d'Etat et la morale. Celle-ci l'a emporté. Bravo pour la démocratie américaine qui, en outre, a supporté et réglé la crise si aisément que la succession s'est faite sans aucune difficulté.

En simplifiant, c'est ainsi que les choses ont été présentées. Par des Américains d'abord, ce qui est bien normal : il n'est pas agréable pour de vrais patriotes d'avoir à la tête de leur pays un homme à la mentalité de tripatouilleur, sinon de gangster. Les communistes soviétiques, qui ont eu Staline et Beria — autre espèce criminelle — en savent quelque chose. Mais, comme pour le stalinisme, devons-nous nous contenter des autosatisfactions nationales, une fois le cas réglé ? L'individu serait-il si puissant qu'il soit en état d'emporter l'adhésion d'un peuple — cas du peuple américain élisant triomphalement Nixon en 1972 — ou d'une collectivité — cas du Parti communiste soviétique renouvelant constamment une confiance adulatrice à Staline jusqu'à sa mort ? Il ne s'agit pas d'ignorer les phénomènes subjectifs qui interviennent dans l'adhésion de masses à la destinée d'un prince, ni les moyens actuels de coercition physique ou de pression intellectuelle mis à la disposition de ce dernier pour imposer sa loi. Mais il n'y a pas que cela. Il n'y a pas qu'un accident fâcheux qu'il faut vite oublier en assurant que plus jamais il ne se reproduira.

Nixon, comme César

Les Etats-Unis sortent peut-être, avec la démission de Nixon, d'une des grandes crises de leur Histoire. Une crise née de la condition impérialiste qui est la leur. Ses aspects visibles ont été, d'une part la violence des mœurs politiques, tant en politique extérieure qu'en politique intérieure — le gendarme du monde intervenant du Vietnam au Chili, l'assassinat de l'adversaire politique et la bataille de rue — et d'autre part l'accroissement continuel des pouvoirs du Président, écrasant peu à peu par sa capacité d'action rapide l'autre représentation populaire constituée par le Sénat et par la Chambre des représentants. De César à Napoléon, c'est bien une vieille histoire que la juxtaposition de la violence et de l'autoritarisme dans les nations trop fortes.

Nixon a été un grand président parce qu'il a remporté de grands succès internationaux. Des succès pacifiques dans l'intérêt des Etats-Unis. D'autres qui le sont moins et qui, pour autant, n'ont pas soulevé l'indignation de tous ses adversaires. Ce ne sont ni les tortures dans les prisons grecques ni le massacre dans les rues de Santiago du Chili qui ont fait tomber le Président. La démocratie américaine est peut-être morale, mais sa morale est limitée.

On s'apercevra peut-être un jour que, mis à part des traits de caractère qui ne sont pas négligeables sans être décisifs, la puissance de Nixon — ou plus exactement du président des Etats-Unis — a été le produit de la puissance américaine dans le concert international, une puissance qui avait jeté ses bases dès la fin du siècle dernier et qui avait commencé son envol par le désastre de Pearl Harbour — en fait, qui a voulu la guerre entre le Japon et les Etats-Unis ? On en discute chez les historiens américains.

Cette puissance présidentielle s'est installée aux dépens de l'autre pouvoir, celui des Assemblées. Celles-ci ont réagi et viennent de l'emporter, Nixon ayant suffisamment commis de fautes pour être abattu. Souhaitons, pour l'avenir des Etats-Unis et la tranquillité du monde, que la défaite du nixonisme — c'est-à-dire de la suprématie présidentielle si évidente qu'elle permettait, sans contrôle, de disposer de la vie de millions de Vietnamiens, de Grecs ou de Chiliens, soit définitive. Mais lorsque, pour assurer l'équilibre des pouvoirs dans un Etat, il faut en arriver aux mesures extrêmes, cela signifie que le balancier s'est emballé et rien ne prouve qu'il pourra aisément retrouver une cadence normale.

Un révélateur nommé Chypre

Les derniers jours de la puissance nixonienne ont été assombris par la crise de Chypre. Là encore, le recul du temps permet peut-être de voir au-delà de l'actualité quotidienne. Un rappel de la chronologie des événements, sans la forcer, présente de l'intérêt.

Chypre a un gouvernement démocratique, présidé par Mg Makarios, converti à l'indépendance de l'île — ce qui était une garantie pour la minorité turque — et soutenu par les suffrages populaires dans un système de pluralité des partis. Athènes a un gouvernement dictatorial, imposé par deux coups de force militaires et soutenu à l'extérieur par la puissance militaire américaine. Le gouvernement grec organise un coup d'Etat à Chypre, renverse le gouvernement légitime de l'île et y installe un Pouvoir à son image. Cris effarouchés de la conscience des grandes puissances, qui étouffent Makarios sous le poids des marques d'affection, mais ne bougent pas plus pour lui rendre le pouvoir qu'elles n'avaient bougé pour préserver la démocratie chilienne. Le mécanisme du fait accompli est en marche, l'essentiel étant d'éviter que Washington et Moscou n'aient à se mêler de trop près d'un point situé dans la poudrière du Proche-Orient. La conscience internationale se fait apaisante et dit aux Grecs comme aux Turcs de rester tranquilles.

Les premiers, qui ont à peu près ce qu'ils espéraient, se font modestes. Les seconds, qui ont une minorité à protéger, n'écoutent pas les sages conseils des si raisonnables grandes puissances. Ils débarquent à Chypre. Le monde, qui n'avait pas levé le petit doigt pour sauver les démocrates grecs martyrisés ou Mgr Makarios expulsé, tonne, impose un cessez-le-feu, accepte le renversement de la dictature athénienne et réunit une conférence à Genève, avec l'espoir sans doute qu'elle rejoindrait dans la durée et le temps gagné les conférences sur le désarmement, sur le Vietnam et sur le Proche-Orient. Du 22 juillet (date du premier cessez-le-feu) au 14 août, on soupire dans les chancelleries. Hélas ! Le gouvernement d'Ankara trouble une deuxième fois l'ordre établi — ou plutôt le désordre entériné — rompt le cessez-le-feu, occupe la partie de l'île qu'il désirait occuper en vue d'une future partition et, ayant atteint ses objectifs, peu soucieux des injures internationales déversées sur lui, attend maintenant l'arme au pied.

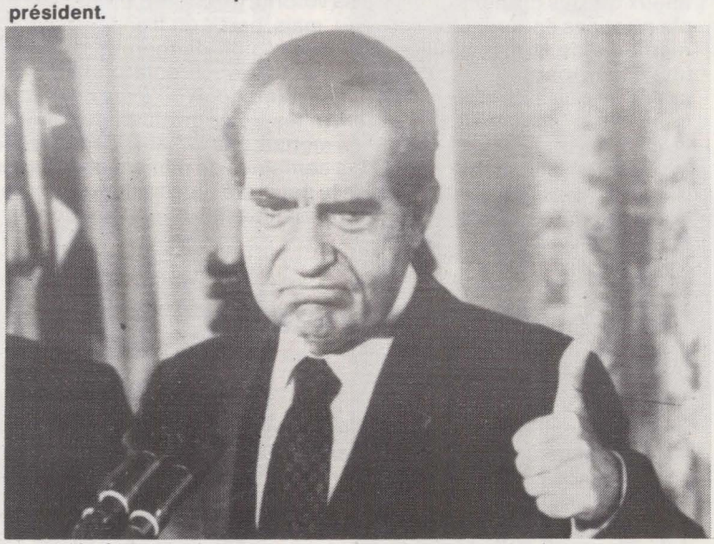
L'attitude d'Ankara est donc parfaitement immorale au regard des normes qui font les discours internationaux depuis trente ans. Le paradoxe reste cependant que, sans Ankara, les colonels seraient toujours à Athènes et Caramanlis en exil ; que, sans Ankara, Chypre serait une dictature méditerranéenne de plus ; que, sans Ankara, la Grèce serait toujours une des plus sûres bases de l'Otan et un des piliers de l'impérialisme américain **(voir en page 21).**



Gérald Ford et Richard Nixon.



La commission d'enquête écoutant les enregistrements de l'ex-président.



La démission

AOUT NOIR



Avec le temps, nous saurons sans doute mieux les dessous de l'affaire. Mais, dès maintenant, l'échec complet d'une certaine conception des relations internationales est évident. En ne jouant pas le jeu, le gouvernement turc a fait apparaître toute l'hypocrisie présidant à ces relations, qui ont pour objectif essentiel de ne pas troubler la tranquillité desdeux plus grandes puissances, fût-ce au prix de la destruction des libertés ou des vies. Qui plus est, Ankara a montré qu'une petite puissance pouvait, en ne faisant ni pire ni mieux que les grandes, imposer sa volonté à ces dernières. L'exemple n'est pas entièrement nouveau, mais, parce qu'il concerne deux membres de la même alliance et une région dangereuse, il a pris une valeur particulière. Enfin, et une fois encore, la preuve a été apportée que si le monde pouvait se réjouir d'avoir évité l'affrontement direct depuis trente ans entre les deux grandes puissances nucléaires, cet état de fait ne le mettait pas à l'abri des guerres locales. Des milliers de morts, des centaines de milliers de réfugiés payent ainsi aujourd'hui à Chypre la pauvreté d'un système international qui repose toujours sur la suprématie des intérêts nationalistes et impérialistes.

L'Europe du chancelier

De ce point de vue, les fondateurs de l'Europe occidentale qui, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, ont choisi la réconciliation entre des peuples séculairement ennemis, peuvent avoir la conviction d'une œuvre utile. Qui parle désormais de mourir pour Strasbourg, Anvers ou Nice ? Ces raisons de conflits semblent définitivement appartenir à l'Histoire — qu'elles y restent. La question posée est de savoir comment aller plus loin. Confirmant ce que « l'Unité » écrivait en juillet, le tandem Giscard-Schmidt cherche à réaliser une rentrée européenne d'autant plus spectaculaire qu'elle intéresserait non seulement les aspects économiques et financiers, mais encore ceux de l'unité politique. Le prix ? La lutte contre l'inflation. Et c'est un prix demandé par le gouvernement allemand, qui vient de reconstituer une sorte d'axe avec Rome en prêtant à l'Italie deux milliards de dollars et qui a partiellement arrêté la marée inflationniste chez lui. Le chancelier allemand, ayant distribué la manne au Quirinal, s'est rendu ensuite à l'Elysée pour y apporter ses conseils. Il reste à savoir — et c'est aussi une question de politique intérieure — qui paiera les modalités retenues en France en application de la recommandation germano-européenne.

Tels ont été les points forts de ce mois d'août dans le monde. Du moins ceux qui ont fait les titres à la une dans la grande presse. Ce qui ne doit pas faire oublier aux socialistes la tenace et patiente entreprise de redressement du Portugal **(voir en page 22),** symbolisée notamment par l'indépendance obtenue par la Guinée-Bissau. Ce qui ne doit pas nous éloigner du Chili martyr **(voir en page 16),** où la junte vient à nouveau d'assassiner sans procès (les militants socialiste Ruben Lamich et communiste Hector Garcia) et d'en déporter des centaines d'autres — tout comme le Pouvoir exécutant encore au Maroc 7 opposants. Ce qui ne doit pas nous faire négliger les affrontements entre les thèmes des nations riches et des nations pauvres lors de la conférence internationale de Bucarest sur la démographie et lors de la conférence internationale de Caracas sur les fonds marins et les eaux territoriales.

Et puis, après les sécheresses du Sahel — qui continuent malgré quelques pluies bienfaisantes — le Bangladesh a connu une nouvelle catastrophe, des inondations gigantesques, faisant deux millions de sinistrés. Le choléra aurait fait, à la mi-août, 1 500 morts. Depuis, pas de nouvelles précises. Ce qui ne signifie pas bonnes nouvelles...

CLAUDE FUZIER



Les premiers blessés à Chypre.

A PAS PRUDENTS

Caramanlis n'était que nécessaire. Pour assumer sa légitimité et prendre en main le pouvoir, il a su devenir indispensable.

De notre envoyé spécial

« Il n'y aura pas de guerre. Non seulement nous ne la voulons pas, mais nous serions incapables de la faire. Nous ne la voulons pas parce que le régime actuel n'a pas besoin d'aventures extérieures pour tenir. Parce que les tâches de politique intérieure sont bien suffisantes pour notre peuple. Parce que nous refusons la loi de la jungle et la violence. Nous serions incapables de la faire — avec quelques chances de succès — parce que les 7 années de dictature, pour militaires qu'elles aient été, ont laissé l'armée dans un état lamentable ». Dans son bureau climatisé, le ministre qui parle a pourtant un sujet d'inquiétude. « Si les Turcs reprennent les combats, si partant du problème chypriote ils veulent remettre en question les frontières du plateau continental de la mer Egée, si pour cela ils montent des provocations, notre peuple n'acceptera pas que le gouvernement reste passif. Alors... »

Ces phrases « non officielles » résument ce que pensent presque tous les Grecs. Il suffit de se promener dans Athènes pour être persuadé que Chypre n'est pas la Grèce, mais seulement un morceau de l'hellénisme. Et si la guerre ne laisse personne indifférent, si les souffrances des Chypriotes font la « une » des journaux, Chypre n'est qu'un pays ami. A condition que les Turcs n'exagèrent pas, ajoutent les Grecs. Chypre ainsi « enterrée », ils parlent des deux sujets qui leur tiennent à cœur : la démocratie et l'anti-américanisme. Mais, dans les deux cas, avec prudence. Lorsque le 23 juillet Constantin Caramanlis arriva à Athènes, la joie fut de courte durée. Une nuit durant, les Grecs célébrèrent la fin de la dictature. Au matin, la peur était de retour.

Bras d'honneur

C'est que la reddition des généraux était, pour le plus grand nombre, incompréhensible. Il n'y avait eu ni coup militaire ni manifestation. Le désastre chypriote n'était pas encore comptabilisé. Et, le 24 au matin, l'armée grecque était la même. La police était toujours présente. En apparence, rien n'avait changé. Caramanlis va donc devoir à la fois assumer sa légitimité et prendre en main le pouvoir. Il n'est encore que nécessaire, il lui faut devenir indispensable.

Dès le premier jour, il va devoir :

▶ agir en chef d'Etat au-dessus des partis et non pas en chef de parti. Tout d'abord choisir ses ministres sans négociation ni sur la représentativité des différents courants ni sur le programme du gouvernement. Seul représentant de l'avenir de la Grèce, il peut, sans revendiquer tous les pouvoirs, éliminer tout concurrent.

▶ libéraliser : cela signifie ouvrir les prisons, laisser rentrer les exilés, autoriser les journaux, abolir la censure et changer une partie du personnel dirigeant. Cela sera fait en une semaine. Mais avec une certaine prudence : si tous les préfets sont remplacés, ils le sont par des hommes qui ont été membres de l'E.r.e. — l'ancien parti de Caramanlis, certains même ayant appartenu à l'E.k.o.f., organisation étudiante de l'E.r.e. au caractère nettement fasciste. Mais aucun des hommes promus ne s'était compromis avec la dictature.

▶ éloigner l'armée. Et, pour cela, l'envoyer aux frontières. La poursuite de l'agression turque à Chypre permettant de justifier l'éloignement et les mutations. Petit à petit les hommes les plus marqués, tel le sinistre Joannides, le chef de la police secrète, sont écartés. La réussite de ce plan n'a pas empêché les Grecs de continuer d'avoir peur. D'abord d'un contre-coup — « Les durs ne vont pas accepter cela ». Puis d'une guerre. Et Caramanlis a utilisé cette peur. Aucune organisation politique n'agissant, il était le seul à protéger les Grecs. Et, en une semaine, toute la Grèce est devenue caramanliste... Mais c'est l'attitude du gouvernement turc qui, dans un premier temps, a été pour le Premier ministre grec le vrai coup de chance. Dans la solitude du pouvoir, il allait proposer aux Grecs, face à l'agression, de lier la démocratie à la dignité nationale.

La démocratie, c'était déjà beaucoup. Pouvoir parler sans avoir peur d'être, le lendemain matin, réveillé par la police est un bien inestimable. Ajouter à cela la fierté et le panache suffit pour assurer la carrière d'un homme d'Etat. L'Etat grec ayant depuis le siècle dernier toujours eu besoin d'un protecteur, il est inutile de préciser que les sentiments qui lient les Grecs au protecteur du moment sont ambigus. Le retrait de la Grèce de l'Otan a été pris à Athènes comme un gigantesque « bras d'honneur » fait à l'ami malveillant : « Le coup d'Etat de 1967, c'était l'Otan, donc les Américains. Si la junte a tenu 7 ans, c'est grâce aux Américains. Si les Turcs ont poursuivi la guerre à Chypre, c'est parce que les Américains les laissent faire. Alors... Vive la France ! »

Mais la joie s'est, là aussi, mêlée à l'in- →



Retour des prisonniers de l'île de Yaros.





Mikis Théodorakis retrouve sa mère.

L'été portugais

Les événements ont marché vite cet été au Portugal. Un mois exactement après le discours du général de Spinola annonçant, le 27 juillet, que le nouveau régime était prêt à accorder l'indépendance aux « colonies » portugaises, la Guinée-Bissaü est devenue un Etat indépendant, l'accord signé à Alger entre Mario Soarès et les représentants du P.a.i.g.c. ayant réglé les dernières difficultés qui avaient fait croire, dans le courant du mois d'août, à un certain piétinement.

La « décolonisation » de la Guinée était, certes, plus facile à réaliser que celles de l'Angola et du Mozambique, où une forte opposition de type O.a.s. se manifeste contre l'indépendance, avec le soutien à peine dissimulé de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud. Mais l'étape guinéenne avait aussi valeur de symbole : la décolonisation est l'un des trois axes du programme des Forces armées, sur la base duquel s'est déclenché le mouvement du 25 avril. Après treize années de guerre coloniale menée par le régime Salazar-Caetano, il a donc suffi de quatre mois pour aboutir à un premier résultat concret. C'est, incontestablement, un fait de nature à renforcer l'autorité du nouveau régime et aussi la popularité de Mario Soarès, dont le rôle personnel a été décisif dans l'heureux aboutissement des négociations avec le P.a.i.g.c.

Il ne faut pas en conclure que l'avenir est désormais tout rose pour les nouveaux dirigeants de Lisbonne. Outre les difficultés qui demeurent en Angola et au Mozambique, les deux autres objectifs du programme du 25 avril, développement économique et démocratisation, ne sont pas d'une application aisée.

Sur le plan économique, le gouvernement provisoire du colonel Gonçalvès a pris ces dernières semaines une série de mesures d'austérité qui ne constituent pas encore des réformes de structure. Celles-ci sont en préparation, mais leur mise en place se heurtera inévitablement à de sérieuses oppositions. Si les éléments de la bourgeoisie, toujours présents dans l'appareil économique et bancaire du pays, acceptent en effet, de bon ou de mauvais gré, la fin d'une guerre coloniale ruineuse et sans issue, ils sont évidemment beaucoup moins prêts à laisser l'économie portugaise s'engager, même timidement, sur une voie socialiste, comme le souhaitent à la fois les forces de gauche et les jeunes officiers du Mouvement des forces armées.

Il est donc important de donner le plus rapidement possible une réalité politique définitive au nouveau pouvoir. Réalité qui ne peut sortir que d'élections démocratiques à tous les niveaux, municipal, législatif et aussi, le moment venu, présidentiel. Mais, là non plus, les choses ne se passent pas simplement. Après un demi-siècle de fascisme, la renaissance de la démocratie ne se fait pas sans heurts, parfois violents. Une certaine confusion dans les rapports entre le Pouvoir et la presse ajoutée aux surenchères d'une certaine extrême gauche irresponsable et facilement manipulée, ont déjà entraîné à Lisbonne des manifestations sanglantes. Mais ce n'est qu'un aspect des choses. Une autre difficulté tient à la compétition que se livrent les différentes forces politiques qui agissent à nouveau au grand jour depuis quatre mois. Une foule de petits partis « centristes » ou modérés ont surgi et tentent actuellement de se regrouper avec quelquefois le soutien d'anciens « caetanistes » repentis. Ils comptent peu. Mais une compétition plus sérieuse existe entre les trois partis qui participent à la coalition gouvernementale : communistes, socialistes et Parti populaire démocratique. Depuis plusieurs semaines, une polémique sourde se développe à propos de la façon dont les partis politiques présenteront leurs candidats aux futures élections législatives, prévues en principe pour mars prochain. Le Parti socialiste désire que chaque formation se présente sous sa propre étiquette, alors que les communistes voudraient faire « chapeauter » les listes de candidats par le « Mouvement démocratique portugais » qui a été, sous le fascisme, un pôle de regroupement de tous les opposants, mais qui n'est plus aujourd'hui qu'une fiction dont le P.c. portugais tend à se servir pour trouver une audience là où il est encore faible.

Cette controverse n'a heureusement pas nui pour l'instant à l'action unie des forces de gauche, ni à leur collaboration au sein de la coalition. Le Parti socialiste, pour sa part, travaille sérieusement à sa propre réorganisation et à son implantation à travers tout le pays. Les nombreux militants socialistes français qui se sont rendus cet été au Portugal ont pu constater à la fois l'audience du P.s. portugais dans les milieux les plus populaires et la coïncidence de ses positions doctrinales et stratégiques avec celles du P.S. français. Ce n.est pas par hasard que le quotidien « Republica » titrait au début d'août une interview de Claude Estier : « Le programme commun a été l'instrument du renforcement de la gauche en France. »

ANTOINE VIOLET

quiétude. Que vont faire les Américains ? Laisser les Turcs — ou même les pousser à — faire la guerre pour éliminer un gouvernement dont ils n'avaient pas prévu l'évolution ? La « realpolitik » chère à Henry Kissinger irait-elle jusque-là ? Déjà, des bruits courent : les officiers U.s. stationnés en Grèce « expliquent » aux Grecs qu'ils connaissent que « ce gouvernement n'est pas bon », qu'il « vaudrait mieux s'entendre ». Et certains responsables grecs ne cachent pas que des mesures de sécurité ont été prises pour protéger Caramanlis, tandis que des officiers préparent des scénarios parfois inquiétants sur l'évolution du conflit gréco-turc : de la diplomatie, on y passe à la guerre... Et dans une déclaration télévisée aux accents gaulliens, Caramanlis a expliqué aux Grecs enfin rassurés que :

1) l'armée des généraux était incapable de quoi que ce soit : rendre ridicule un ennemi est toujours de bonne guerre ;

2) La politique grecque suivrait désormais les chemins des pays civilisés. C'est-à-dire européens. Et surtout que son gouvernement n'est aux ordres de personne.

3) Les mauvais alliés seront « punis ». C'est-à-dire que les Etats-Unis devront payer pour maintenir leurs bases militaires.

Ainsi, Caramanlis faisait monter les enchères. Ce qui est en cause ce n'est plus seulement le retrait de l'Otan, mais le maintien des bases américaines. Utilisant les erreurs d'appréciation de Kissinger et le flottementdû à l'accession à la présidence de Gerald Ford, le Premier ministre grec montrait que les années d'exil avaient fait de lui un fin politique.

Et, pour camper définitivement son personnage de père de la Grèce moderne, il allait s'offrir le luxe de déclarer en Conseil des ministres qu'« aucun Grec ne devait souffrir de la situation actuelle ». En conséquence, une augmentation du salaire minimum et des retraites a été décidée. Ainsi qu'un impôt supplémentaire pour les gros contribuables. Aux vitrines des magasins ou sur les vitres des autocars, les portraits de Caramanlis fleurissent. Pendant ce temps, les forces politiques tentent de s'organiser. La droite hésite. Son chef naturel, le Premier ministre, ne veut pas apparaître comme un chef « partisan ». Certains de ses proches expliquent qu'il souhaiterait la création d'un « rassemblement du peuple » groupant tous ceux qui veulent la démocratie, l'indépendance nationale, un rapprochement avec l'Europe. Et qu'une Constitution de type présidentiel soit adoptée, lui permettant de poursuivre sa tâche. Au centre, on attend. Pour savoir si, dans un premier temps, il faut « aller avec Caramanlis ou être autonome ». Ou si Andréas Papandréou voudra assurer la responsabilité du mouvement.

A gauche, on espère — ou on désespère. La gauche non communiste n'a pas de tradition. Seulement des personnalités — les plus brillantes sont aujourd'hui ministres — et de petits groupes. Et un espoir : créer un parti socialiste. Mais, pour l'instant, ce n'est qu'un rêve. Les uns proposent des textes, les autres organisent de petites réunions. Les plus efficaces, les ministres, sont paralysés par l'organisation de leur ministère et prisonniers — le mot n'est pas trop fort — de la solidarité gouvernementale.

Quant à la gauche communiste, sa division lui ôte une grande partie de ses moyens. En effet, deux partis communistes cœxistent. Celui « de l'extérieur » — fidèle à Moscou — et celui « de l'intérieur ». Le premier a le langage, les analyses et les réactions d'un parti communiste classique. Le second marie, avec difficulté parfois, l'analyse marxiste et une pratique nouvelle pour des communistes. Le premier est fier de sa « pureté » ; le second, en proposant la reconstruction de l'E.d.a., tente de définir une voie particulière à l'unité des forces de gauche. Le premier, dans son immobilisme, est sûr de lui ; le second hésite, réfléchit, évolue.

Ce manque d'organisation dans une Grèce brutalement politisée est sensible dès que l'on parle d'élections. Caramanlis les a annoncées. Donc, on en parle. Mais avec réticence. Car, à part un succès prévisible pour Caramanlis, toutes les autres forces politiques ignorent quelle sera leur influence réelle. Et chacun souhaite avoir du temps devant soi.

L'évolution de la Grèce depuis la fin juillet est donc ambiguë. C'est un homme de droite qui réalise certains des projets les plus lointains de la gauche, comme le retrait de l'Otan. La politique a ici de nouveau droit de cité, mais les forces politiques qui devraient agir ne sont pas structurées.

Et le peuple, tout en applaudissant, demeure prudent. Narquois, il regarde partir les touristes : « C'est l'année dernière qu'ils auraient dû avoir peur. Mais l'année dernière, ils sont restés. Ils avaient besoin du soleil. Nous, on était à l'ombre ».

GUY PERRIMOND

changer la vie politique

FETE DE LA ROSE A AMIENS

Au Parc municipal du Château de Montières à Amiens, se déroulera samedi et dimanche la 3e Fête de la Rose.

Dimanche, à partir de 14 heures sur la grande scène, un spectacle de variétés sera animé par Maurice Biraud, avec Gilles Dreu et de nombreux artistes. De 10 heures à 22 heures, le studio de télévision de Radio-télé-Rose diffusera sur toute la fête, par l'intermédiaire de téléviseurs installés dans les stands, ses émissions de variétés, films, informations et débats avec la participation de techniciens et journalistes et de Georges Fillioud, membre du Bureau exécutif du P.s., député de la Drôme. « L'Unité » sera présent.

A 18 heures, un bal en plein air clôturera ce grand rassemblement populaire, culturel et sportif.

LA TYRANNIE DU FRIC

« Silence, on coule » : sous ce titre, « Combat » a publié la semaine dernière son dernier numéro. C'est un cliché de dire qu'avec un journal agonisant meurt toujours un peu de liberté. C'est particulièrement vrai pour ce dernier survivant des quotidiens de la Résistance, qui fut le journal de Camus, Pascal Pia et Claude Bourdet avant de passer aux mains d'Henry Smadja. L'amère leçon qu'a tirée Bourdet de l'Histoire de « Combat » — quelle qu'ait été par la suite l'intérêt « zigzaguant » mais réel du journal — c'est la fragilité des équipes de journalistes, face à la « tyrannie de l'argent ». Par exemple, ni les lecteurs ni les rédacteurs de « l'Est républicain » n'ont rien à gagner à l'opération boursière (rachat de 21 % des parts de ce quotidien) que réalise actuellement l'autre grand journal régional, « Le Républicain lorrain ». La réflexion de Bourdet reste hélas toujours actuelle.

LA BOMBE DES P.O.

Petite bombe dans la Fédération socialiste des Pyrénées-Orientales : le congrès fédéral réuni samedi dernier à Perpignan a décidé de ne pas soutenir le sénateur sortant Léon Jean Grégory, auquel il est reproché de n'avoir jamais approuvé le programme commun et de n'avoir pas même appelé à voter Mitterrand lors de la campagne présidentielle. A une nette majorité, le congrès a désigné un candidat du P.s. qui sera Pierre Doutres, ancien président départemental de la Fédération des anciens combattants d'Algérie, âgé de 38 ans, assisté d'un suppléant, également jeune, Michel Jomain, directeur commercial. Le congrès a d'autre part désigné à l'unanimité Pierre Estève, conseiller général de Saint-Paul de Fenouillet, comme suppléant de l'autre sénateur sortant du département, Gaston Pams, radical de gauche.

FARCE A TROIS

Alexandre Sanguinetti est toujours secrétaire général de l'U.d.r. Une tâche délicate puisque, pour la première fois, le parti dominant de la majorité doit accepter de dépendre d'un président de la République Républicain indépendant. Au mois de juin, Alexandre Sanguinetti a fait acte d'allégeance à celui-ci et à son Premier ministre, l'ancien « traître » du groupe des 43. Pour sauvegarder l'acquis de son parti, pour se démarquer de ce Pouvoir sans le combattre à visage découvert, il ne lui reste donc plus qu'une solution : s'attaquer aux secrétaires généraux des autres partis.

Valéry Giscard d'Estaing a toujours compris l'art et l'intérêt des petites phrases et des complots en demi-teinte. Michel Poniatowski y était passé maître. Mais, aujourd'hui, son rôle de ministre de l'Intérieur le prive de la pratique régulière de ce sport. Il reste donc pour s'y adonner — mais avec beaucoup moins de talent — le secrétaire général des Républicains indépendants, Roger Chinaud. Là encore, il s'agit de se démarquer pour l'avenir, tout en sauvegardant l'immédiat. Et de rassurer un électorat d'extrême droite que Giscard d'Estaing n'a pas hésité à courtiser pendant la campagne présidentielle.

Jean Lecanuet, lui, est enfin ministre. Cette promotion récompense beaucoup de services rendus à droite. Avoir réussi à faire capoter la « grande fédération » de Gaston Defferre en 1965. Avoir servi d'appoint à l'U.d.r. aux élections de mars 1973. Et s'être rallié sans coup férir et sans la moindre exigence à Giscard d'Estaing en avril 1974. Toutes opérations réalisées au nom d'un anticommunisme que l'on hésite même à qualifier de primaire. Seulement, Lecanuet a mauvaise conscience. Il ne veut ni ne peut s'avouer qu'il est tout bêtement un homme de la droite la plus classique. Il lui faut donc sans cesse chercher quelques réconforts moraux du côté de la gauche. Il répète donc, sans se lasser que les socialistes n'attendent que son invitation pour se rallier, comme lui, à la droite. La lassitude aidant, personne ne prend plus ses propos au sérieux. Et Lecanuet poursuit des efforts totalement solitaires.

La rencontre de ces trois personnalités, de ces trois desseins, a fait l'essentiel de l'actualité politique de la majorité au mois d'août. Le 19 août, dans une interview au « Point », Chinaud a ouvert le feu. Dans le pur style « Minute », il a dénoncé les syndicats ouvriers, en ajoutant une allusion très lisible à la C.f.t. Le 21 août, dûment chapitré par les autorités supérieures, il adoucissait ses propos. Il avait été mal compris.

Lecanuet ne tarda pas non plus à lancer sa petite phrase sur les socialistes : « Je combattrai jusqu'à ce que les socialistes entrent dans cette majorité et je vous fiche mon billet que cela sera. » Comme un silence à peine poli accueillit ce pari absurde, le garde des Sceaux revint lui aussi sur sa déclaration. Il avait été, lui aussi, mal compris : Lecanuet ne s'adressait pas aux dirigeants du P.s., pervertis par l'union de la gauche, mais à ses militants et à ses électeurs qui n'attendaient que son signe pour le rejoindre.

L'occasion était belle et Sanguinetti ne pouvait la laisser passer. Il s'élança donc à son tour dans une déclaration fumeuse. Il y expliquait que puisque « M. Lecanuet veut jouer avec les socialistes », l'U.d.r. « ferait alors une tentative parallèle en direction des communistes. »

Mais là aussi, les propos avaient été mal interprétés. Deux jours plus tard, le secrétaire général de l'U.d.r. précisait qu'il ne s'agissait que d'une plaisanterie et qu'il réclamait « le droit à la boutade ».



Roger Chinaud.

LE SANG DES POETES

Voici un conte venu d'un autre monde. Il était une fois la guerre. Il y a très longtemps de cela, à une époque où les hommes n'avaient ni bombes atomiques, ni avions à réaction.

Avec leurs petits moyens, ils faisaient cependant ce qu'ils pouvaient. Douze millions de déportés morts dans des camps patiemment et soigneusement construits. Cinquante millions d'hommes, de femmes et d'enfants anéantis en moins de cinq années. Sans l'atome, une nuit de bombardement sur Dresde faisait cent mille morts. En affamant une ville, Léningrad, comme au bon vieux temps du siège de la Rochelle par les trois mousquetaires, une armée tuait un million de vivants, sans distinguer entre l'âge, le sexe ou les convictions.

C'était la préhistoire. Il y a trente ans environ. Les famines du Sahel et les inondations du Bengale sont si éloignées aujourd'hui que nous ne pouvons plus savoir que les hommes font aussi bien, lorsqu'ils le veulent. L'Europe des vacances, des magazines réservés à la beauté des femmes, des eaux minérales qui empêchent de grossir, des quêtes sur la voie publique pour vaincre le cancer, des soucis pour notre chauffage cet hiver, l'Europe était dans cette préhistoire une terre de ruines et de désolation.

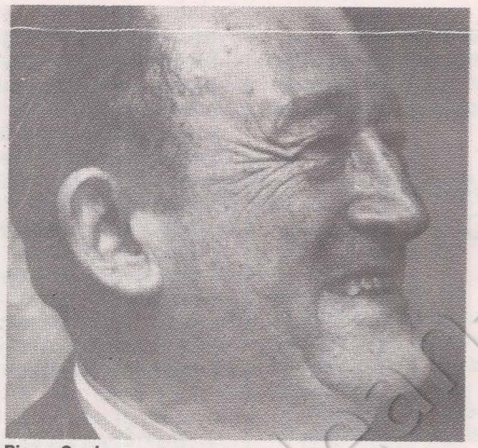
Pourquoi, trente ans plus tard, en parler encore au plus grand nombre ? Qui, en dehors des spécialistes, s'intéresse à la peste noire destructrice de la moitié de la population française pendant la guerre de Cent Ans ou aux drames des hommes de Cro Magnon ? Pourquoi jeter plus qu'un coup d'œil sur les monuments aux morts jalonnant dans les villages la course vers la mer d'août ?

« Jeunes gens qui me lirez peut-être, pensez-y ! Les bûchers ne sont jamais éteints et le feu, pour vous, peut reprendre ». Quelques mots de Pierre Seghers, en exergue du livre qu'il vient de publier sur « La Résistance et ses poètes », répondent à ce pourquoi. J'y ajouterai une phrase de John Donne, reprise par Ernest Hemingway pour le titre d'une de ses œuvres les plus célèbres : « N'envoie jamais demander pour qui sonne le glas ; il sonne pour toi. »

Propos peu de circonstances, alors que nous faisons le bilan de nos coups de soleil et que nous commentons, en la jugeant sévèrement, l'année douteuse au cours de laquelle il est question de restrictions. Dans un petit port méditerranéen, vingt mille « vacanciers » passaient sans le voir devant le cargo Louise, port d'attache, Famagouste. Des hommes mûrs, parfois bedonnants, souvent décorés, bavardaient dans des cortèges qui allaient fleurir des plaques porteuses de noms qui furent ceux de leur jeunesse. Le soir, des feux d'artifice émerveillaient des enfants.

« Du plus profond de la tranchée
Nous élevons les mains vers vous
Seigneur : Ayez pitié de nous
Et de notre âme desséchée ! »

Ces vers de Jean-Marc Bernard, mort « pour la France » en juillet 1916, Pierre Seghers les republia dans le dernier numéro de la revue « Poètes casqués », qu'il avait édité pendant la drôle de guerre, celle de 1939-1940. Une défaite inimaginable a permis à l'occupant nazi de traiter la France « comme une viande que le boucher désosse ». Le 18 juin 1940, le général de Gaulle lance un appel que personne, pour des raisons matérielles — vingt millions de Français sont sur les routes de l'exode — n'entendra, et la veille, le préfet d'Eure-et-Loir, un certain Jean Moulin, est emprisonné par une unité allemande pour avoir refusé de couvrir l'exécution d'une vieille femme.



Pierre Seghers.

Dans son livre, Pierre Seghers a réuni les poètes de la Résistance. Il était l'un d'eux.

Une poignée d'hommes va relever le défi. Depuis l'« Histoire de la Résistance en France », d'Henri Noguères, l'essentiel a été dit sur cette extraordinaire guerre. Pierre Seghers, mêlant les souvenirs personnels et les apports des historiens, en rappelle l'essentiel, ne serait-ce que par nécessité de montrer dans quelles situations les poètes français ont eu à prendre la « lyre d'airain ». On pourrait critiquer tel éclairage, telle insuffisance, tel oubli. « La Résistance et ses poètes » n'est pas l'ouvrage d'un historien, mais celui d'un poète engagé. Seghers a consacré toute sa vie à la poésie et à la connaissance des poètes. Editeur passionné et attentif, il a maintenu une tradition d'autant plus importante que la langue française a donné à l'humanité quelques-unes des plus grandes pages poétiques et que, pour autant, le grand public reste en France pratiquement fermé à la poésie. De 1940 à 1945, une prodigieuse floraison a prouvé que le génie poétique français n'avait pas disparu, bien au contraire, à tel point que nombreux furent les commentateurs étrangers à s'interroger sur cette renaissance exubérante.

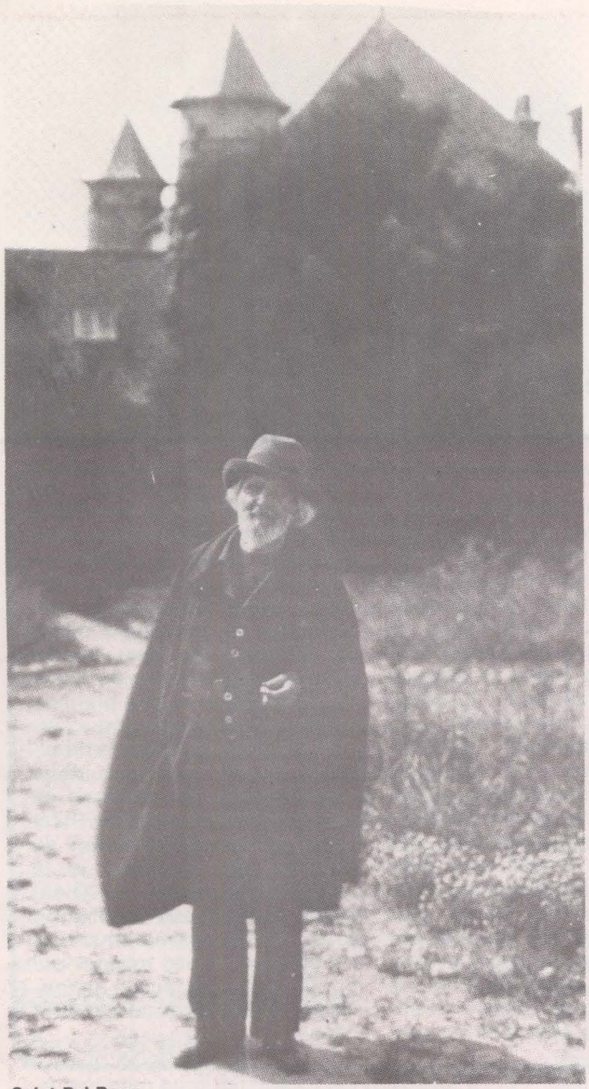
« Il y a quelque chose de surprenant, écrivait, en janvier 1943, Jean Starobinsky dans une revue suisse, dans le concert poétique qui se fait entendre en France depuis la guerre. La poésie semble découvrir une voix et un langage nouveaux... mais l'on ne sait trop où est la nouveauté : dans la poésie elle-même ou dans l'écoute qui s'est établie autour d'elle... Il y a une nouveauté réelle et tragique à l'origine de la situation actuelle de la poésie, c'est la France vaincue, brusquement arrachée à tout un passé de grandeur et de sécurité apparente. Et du coup, c'est tout le cadre social arraché, qui était nécessaire à la succession traditionnelle des générations. »

La France a seize ans, l'âge des premiers vers. Mais ces seize ans ont appris « que la mort ne tient pas un compte d'échéances régulières ». La guerre tue l'enfant dans son berceau, les dix-sept ans de Guy Mocquet et les quatre-vingt-dix ans des époux Basch. Elle tue la petite fille de Saint-Donat, pour laquelle Louis Aragon écrira quelques vers simples et déchirants :

« Vous pourrez revenir. Ce sera vainement surenchérir l'enfer et la bête féroce.
Vous pourrez enfoncer la porte avec vos crosses
Allemands
Vous n'éveillerez pas cet enfant. Elle est morte
Avant d'avoir ouvert tout à fait ses grands yeux
Rien ne la tirera du rêve merveilleux
qui l'emporte
Dans ses cheveux défaits elle dort. On croirait
Vraiment qu'elle va respirer qu'elle respire
Dans ses petites mains la nuit met son empire
en secret
Elle ne porte plus le poids de sa mémoire
La rose pour mourir — simplement pâlie
Doucement doucement doucement elle oublie
Vivre et voir.

Déroulède est ici honni

C'est peut-être l'essentiel. La poésie de la Résistance est un long cri de révolte, de haine et de passion. Mais Pierre Seghers



Saint-Pol Roux
Les photos et documents sont extraits du livre de Pierre Seghers « La Résistance et ses poètes ».



condamne suffisamment le déroulédisme. « Ce livre, écrit-il, n'est donc ni une glorification de la poésie patriotique, ni parade de tambour-major, ni claironnade... Déroulède est ici honni comme il convient pour avoir été un poète conscripteur. » — pour qu'aujourd'hui nous puissions retenir d'abord cette immense tristesse des plus lucides devant tant de vies brisées ou gâchées. « Je mourrai seul sans bruit à la chute d'un soir. Poudré de ce soleil qui sait combien je l'aime... » disait à dix-huit ans Marguerite Bervocts qui, douze ans plus tard, serait décapitée à la hache dans une prison nazie après deux années de captivité.

Au-delà de la flamme qui pousse au combat, l'éternelle tristesse devant l'injustice de la mort prématurée, des liens arrachés sans raison, des cœurs vidés d'un seul coup. Robert Desnos, qui allait mourir d'épuisement à peine libéré de déportation, avait un ami, André Platard, qui fut arrêté en 1942. Quelques mots, dans la droite ligne de Villon et d'Apollinaire, pour dire la peine.

Je n'aime plus la rue Saint-Martin
Depuis qu'André Platard l'a quittée.
Je n'aime plus la rue Saint-Martin,
Je n'aime rien, pas même le vin
Et plus loin, pour terminer :
Pas la peine d'implorer les saints
Saints Merri, Jacques, Gervais et Martin
Pas même Valérien qui se cache sur la colline
Le temps passe, on ne sait rien
André Platard a quitté la rue Saint-Martin.

Cette musique douce-amère est un des visages de la poésie de la Résistance, le pendant des poèmes de feu que lancèrent, comme autant de défis, Aragon, Eluard ou Emmanuel. Si Eluard écrit son étonnant poème Liberté — encore que Pierre Seghers nous apprenne qu'à l'origine le célèbre « J'écris ton nom » en appelait à celui de la femme du poéte — il annonce aussi l'envers du couvre-feu :

Que voulez-vous la porte était gardée
Que voulez-vous nous étions enfermés
Que voulez-vous la rue était barrée
Que voulez-vous elle était affamée
Que voulez-vous nous étions désarmés
Que voulez-vous la nuit était tombée
Que voulez-vous nous nous sommes aimés.

L'exil, la séparation, la torture, la mort sont le pain quotidien. Ce ne sont pas des statues de marbre ou de bronze, des héros légendaires, des personnages mythiques qui s'expriment, mais des hommes qui, en ayant accepté le risque, redoutent la douleur et la mort. Tous leurs chants n'ont pas l'éclat de la Diane française, parce que tous n'ont pas le souffle d'un Louis Aragon qui dépasse souvent, à un siècle de distance, les accents d'un Hugo ou l'ampleur pathétique d'un Pierre Emmanuel, plus chaleureux que Péguy. Et pourtant, aucun n'est « mineur », au sens qu'on donne à ce mot en poésie. Est-ce une œuvre mineure que cette « chanson » de Guillevic ?

Aux portes de la ville où sont les oiseleurs
J'ai vu des oisillons refuser de mourir
En demandant pardon.
A l'air
A leur progéniture de l'avenir,
Au feuillage, à leur chant
Qui aurait bien voulu mourir
J'ai vu des oisillons préférer au sommeil
Le soleil inexorable
Aux portes de la ville où sont les oiseleurs
Où sont les oisillons.

Non, rien de « mineur » dans un tel texte. En réalité, chacun exprimait, à sa façon, le refus de l'ordre sanglant imposé à la France. Si François Mauriac a pu écrire, au lendemain de la Libération, que seule la classe ouvrière n'avait pas trahi dans son ensemble, il aurait pu en dire autant des milieux intellectuels. Alos que la N.r.f., capturée par Drieu La Rochelle, devait en 1943 interrompre sa parution faute de pouvoir publier suffisamment de textes de grands écrivains et poètes, les éditions clandestines ne manquèrent jamais de copies, bien au contraire. Dans la clandestinité, Les Lettres françaises, fondées en 1942 par Jacques Debu-Bridel, Jacques Decour (fusillé en mai 1942) et Jean Pauhlan, avaient bénéficié, outre les fondateurs, de la collaboration, dans la clandestinité, de George Adam, Aragon, Pierre Benard, Jean Blanzat, Jean Cassou, Paul Eluard, Michel Leiris, Jean Lescure, Loys Masson, François Mauriac, Claude Morgan, Louis Parrot, Henry Pignolet, Raymond Queneau, André Rousseaux, Claude Roy, Jean-Paul Sartre, Pierre Seghers, Jean Tardieu, Marcel Thiry, Edith Thomas, Elsa Triolet, Jean Vaudal, Charles Vildrac, Pierre Villon. Outre plusieurs de ceux cités ci-dessus, L'Honneur des poètes, publié en 1943 aux Editions de Minuit, comprend des textes de René Blech, Robert Desnos, Pierre Emmanuel, Guillevic, Georges Hugnet,

changer la vie culturelle

Cinéma
LA FETE AUJOURD'HUI

On dit que c'est la plus grande fête populaire d'Europe : cette année encore — samedi et dimanche prochains — la Fête de « l'Humanité » sera à la fois gigantesque kermesse et événement politique. Aussi Georges Marchais et Jacques Duclos figurent-ils avec Myriam Makeba, les Who, Jean Ferrat et Barbara au générique de « La fête aujourd'hui, la fête demain », un long métrage réalisé par la jeune cinéaste bulgare Maria Koleva avec une équipe française. Un reportage ? Pas uniquement. Un coup de projecteur sur le P.c.f. ? Pas seulement. Mais un « essai » socio-politique sur l'union de la gauche et la France d'aujourd'hui. Voilà qui suffit à souligner ce que — malgré les mille difficultés rencontrées et une sortie précipitée mercredi prochain — peut avoir de passionnant le film de Maria Koleva.

Livres
IL N'Y A PLUS D'APRES

« A peu de chose près, le climat de Saint-Germain-des-Prés est celui du sixième arrondissement — mais c'est ce peu de chose qui fait la différence : un rien de plus clément, dans la température, un air plus tonique et plus sain ». Sur le ton parodique d'une monographie de géographie physique et humaine, tel un philosophe qui aurait de l'humour ou encore suffisamment de naïveté pour ne pas se prendre au sérieux, Boris Vian a écrit en 1950 ce « Manuel de Saint-Germain-des-Prés » que les Editions du Chêne publient aujourd'hui. De la légende germanopratine sont restés Sartre et Simone de Beauvoir, Raymond Queneau et les Frères Jacques, Giacometti et Juliette Gréco, et quelques épaves vineuses qui se prennent encore pour des écrivains parce qu'ils babillaient déjà au Flore pendant que Samuel Beckett et Jean-Paul Sartre y travaillaient.

Bref, Saint-Germain-des-Prés est entré dans l'Histoire comme un moment de culture dont les protagonistes sont désormais éparpillés aux quatre vents de Paris et de la mémoire. Comme le chante Gréco : « Il n'y a plus d'après, à Saint-Germain-des-Prés »...

Boris Vian, qui avait mis la Joconde en bocaux, a eu l'excellente idée de jeter sur le papier une chronique ubuesque de cette épopée passagère. L'espace d'une lecture et d'un rêve, elle restitue l'esprit de Saint-Germain mieux qu'un exercice d'historien. Vian avait choisi pour son livre des illustrations qui ont été perdues. C'est bien signe que la chanson a raison : « Il n'y a plus d'après ».

CULTURE ET NEGRITUDE

Le premier acte conscient de négritude s'est produit en Haïti quand le pays a proclamé son indépendance le 29 novembre 1803. En janvier 1973, s'est tenu, à Villetaneuse, un « Colloque de la négritude ». Entre ces deux dates une culture a grandi et s'est affirmée. Jacques Chevrier fait le bilan de ce cheminement dans la « Littérature nègre » qu'il présente chez Armand Colin. Ce livre englobe l'Afrique, Madagascar et les Antilles. On y voit naître une littérature, surgir la poésie nègre, puis le roman, enfin le théâtre négro-africain. Les préjugés racistes des colonialistes de la IIIe République sont balayés : ces « bons sauvages primitifs et barbares » sont donc capables de s'exprimer ! Jacques Chevrier ne s'arrête pas à cette victoire ; il ne se contente pas d'accumuler les preuves de l'authenticité d'une civilisation ; il interroge aussi la fonction et la responsabilité politique des créateurs de la culture nègre à travers les exemples de Senghor, Césaire, Rabemananjara et Fanon. Ce sont là les pages les plus percutantes de l'ouvrage.

THEATRE
PARIS SUR SCENES

La géographie théâtrale parisienne n'est pas encore bouleversée. D'un côté, les scènes du « boulevard » où règnent Jean Anouilh, Albert Husson et Françoise Dorin. De l'autre, les théâtres subventionnés qui pataugent dans la pénurie et l'indécision. De ce marasme organisé surgiront cependant quelques événements au cours des mois à venir. Pour sa dernière saison au Théâtre de l'Est parisien, Guy Rétoré mettra en scène « Androclès et le lion » de Bernard Shaw avec Avron et Evrard dans les principaux rôles, reprendra « L'opéra de quat'sous » de Brecht et accueillera « Ubu à l'Opéra », créé par Georges Wilson au dernier festival d'Avignon. Dans son nouveau Théâtre d'Orsay, Jean-Louis Barrault présentera une adaptation du « Zarathoustra » de Nietzsche et une nouvelle pièce de Samuel Beckett, « Pas moi ». L'Odéon recevra successivement « La nostalgie, camarade » de François Billetdoux, « En r'venant de l'expo » de Jean-Claude Grumberg et « Le barbier de Séville » dans une mise en scène de Luca Ronconi. Au Théâtre de la Ville, on peut attendre beaucoup de la comédie d'Arthur Miller « La création du monde et autres business ». Mais le grand événement sera incontestablement le spectacle que le Théâtre du Soleil et Ariane Mnouchkine préparent actuellement sur l'époque contemporaine dans la lignée de « 1789 » et « 1793 ».

Restent à signaler les « heureux » bénéficiaires de la « générosité » du secrétaire d'Etat aux Affaires culturelles : Michel Guy, ancien directeur du Festival d'Automne, a très bien arrondi les finances de son « joujou » avant d'en confier la direction à un de ses amis, Alain Crombecque ; six metteurs en scène en bénéficieront au Théâtre de la Porte Saint-Martin, au Théâtre des Variétés, à la Gaîté-Montparnasse, au Théâtre Récamier et aux Bouffes du Nord. Ce qui fera toujours plaisir à toutes les jeunes troupes qui n'ont aucun spectacle à annoncer parce que leurs caisses sont vides !

Télévision
ARCHIVES AU CHOIX

D'un côté, la première grande dame au music-hall ; de l'autre, la mise en accusation de 21 bourreaux : c'est ce que propose le petit écran jeudi prochain avec « Yvette Guilbert » sur la 3e chaîne, à 20 h 30, et « Le procès de Nuremberg » sur la 1ère, à 20 h 30 également.

Le film de Denis Derrien retrace la vie d'une silhouette rousse gantée de noir et vêtue de satin vert. Yvette Guilbert interprète Béranger, Francis James, Baudelaire, Jules Laforgue, Verlaine, etc. Des films de Marcel Lherbier, des illustrations de Toulouse-Lautrec, des documents Lumière, des évocations du caf'conc' et du Moulin rouge, des bandes d'actualité inédites permettent de se faire une idée : Yvette Guilbert, la chanteuse aux cachets fabuleux, la vedette aux 65 000 œuvres, n'était-elle que le « spectre de voix » dont se moquait Gounod ? A juger sur pièces.

Des archives encore, mais plus cruelles et plus bouleversantes, celles qui ont permis à Henri de Turenne et Daniel Costelle de reconstituer le procès de Nuremberg. Les auteurs de l'émission y ont ajouté des témoignages tournés aujourd'hui dans la salle même du tribunal, au Palais de Justice de Nuremberg. Marie-Claude Vaillant-Couturier, rescapée de Ravensbruck, Serge Balachovski, survivant de Buchenwald, Simone Floersheim, témoin d'Auschwitz, des juges, des procureurs, des avocats, des journalistes commentent et expliquent ces images où défilent Goering, Hess, Von Ribbentrop et leurs sinistres acolytes. Le châtiment passe, le nazisme trépasse.

LE SANG DES POETES

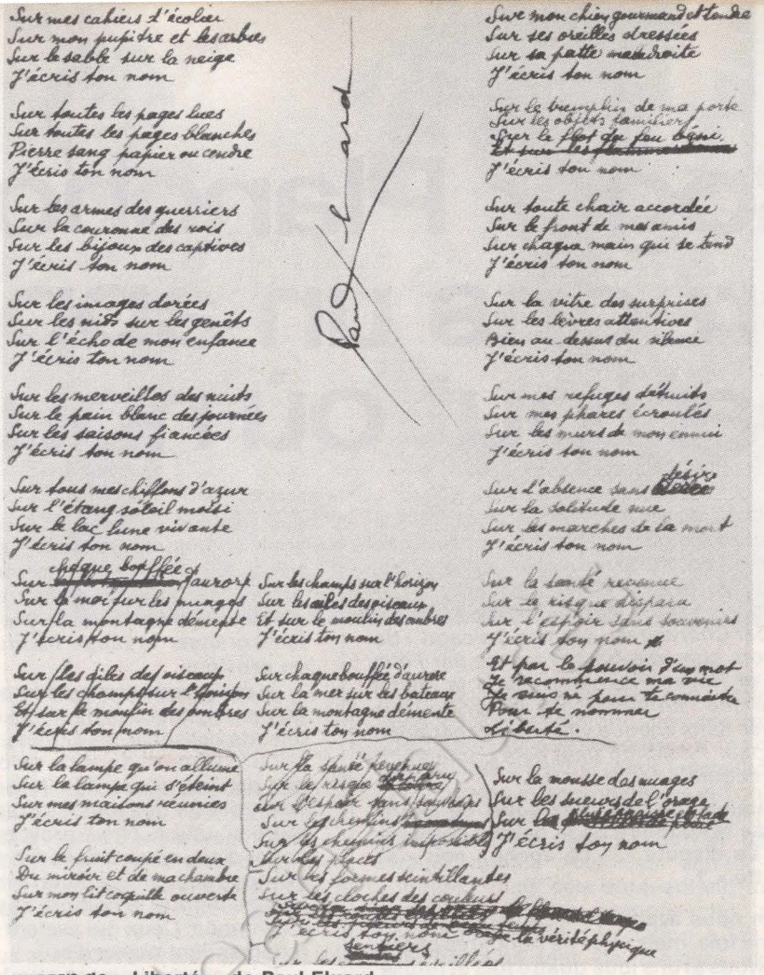
→

Francis Ponge, Lucien Scheler, Claude Sernet, René Tavernier, Vercors et Charles Vildrac, Jean Guehenno est membre du Comité national des écrivains. Jean Texcier, qui tiendra, avec la Libération et jusqu'à sa mort une chronique hebdomadaire dans « le Populaire » publie, dès 1940, la première brochure clandestine. L'énumération pourrait être poursuivie, pour atteindre des centaines de noms, des noms de vivants et des noms de morts. De Saint Pol Roux, assassiné au début de l'occupation, à Robert Desnos, mort à peine libéré, la liste est longue : Roger Bernard, fusillé, René Blieck, mort en déportation, Marianne Cohn, fusillée à 23 ans, Jean-Claude Diamant-Berger, engagé dans les F.f.i., tué en juillet 1944, Benjamin Fondane, mort en déportation, Jacques Laurent, mort en déportation à 26 ans. Et Max Jacob. Quant aux prisonniers, ils sont légion, d'Adisio à Cassou, d'Henri Pouzol à Madeleine Riffaud, de Pierre Genty à André Frinaud.

Responsabilité poétique

Il faut bien en oublier pour les retrouver à chaque page du livre de Seghers, dans ce flot tranquille de solidarité, d'amitié et de joie devant la magie du verbe qui réveille les cœurs dans la nuit du désastre. Sous la plume de l'écrivain-poète vibre l'émotion lorsqu'il évoque les lueurs qui lui parvinrent parfois de ceux que la chance avait laissés hors de France, comme Saint John Perse ou Jules Supervielle. Ainsi, de grands noms de la littérature française ne se laissaient pas prendre par la propagande officielle du gouvernement de Vichy. Parlant de Supervielle, Seghers dit : « Les poèmes de la France malheureuse nous ont touchés au plus profond, au plus secret. » Et avec quel respect affectueux il cite le Saint John Perse d'exil, notamment cette phrase lucide : « Et c'est l'heure, ô Poète, de décliner ton nom, ta naissance et ta race. »

Il en profite en outre pour justifier l'idée qu'il se fait de la responsabilité poétique en rappelant l'allocution prononcée par Saint John Perse au banquet Nobel, en 1961 : « Fidèle à son office, qui est l'approfondissement même du mystère de l'homme, la poésie moderne s'engage dans une entreprise dont la poursuite intéresse la pleine intégration de l'homme. Il n'est rien de pythique dans une telle poésie. Rien non plus de purement esthétique. Elle n'est point art d'ambaumeur ni de décorateur. Elle n'élève point des perles de culture, ne trafique point de simulacres ni d'emblèmes, et d'aucune fête musicale elle ne saurait se contenter. Elle s'allie, dans ses voies, la beauté, suprême alliance, mais n'en fait point sa fin ni sa seule pâture. Se refusant à dissocier l'art de la vie, ni de l'amour la connaissance, elle est action, elle est passion, elle est puissance et novation qui déplace les bornes ».



Le manuscrit de « Liberté », de Paul Eluard

Car Seghers sait lire. Sinon aurait-il été l'éditeur qu'il est ? Il sait trouver chez d'autres ce que peut-être il aurait aimé pouvoir dire aussi parfaitement lui-même, tout en ne regrettant pas que d'autres aient su mieux le dire que lui. Rien de moins jaloux, de moins sectaire que son comportement devant les auteurs qui ne peuvent à aucun moment lui apparaître comme des concurrents possibles. Au service depuis quarante ans d'une certaine idée de la poésie, comme il l'avait été d'une certaine idée de la France pendant la Deuxième Guerre mondiale, cette idée de la poésie le conduit à en avoir une de l'homme. Idées inséparables qui lui semblent l'explication de la Résistance et la justification de la poésie qu'elle a produite. Pour être assuré de sa certitude, il ne cherche pas ses confirmations dans son milieu traditionnel, mais autant que possible en dehors, chez ceux qui, d'origine sociale ou de convictions politiques ou religieuses, peuvent être éloignés de lui. Ainsi, après Saint John Perse lui offrant une si complète définition de la poésie liée à la vie et à l'action, Georges Bernanos, en exil aux Etats-Unis, lui rapporte au début de 1941 une définition de l'homme en face de l'Etat :

« L'Etat ne craint qu'un rival, l'homme. Je dis l'homme seul, l'homme libre. Non pas le réfractaire brutal et convaincu, non pas l'anarchiste intellectuel... Je dis l'homme libre, non le raisonneur ou la brute ; l'homme capable de s'imposer à lui-même sa propre discipline, mais qui n'en reçoit aveuglement de personne, l'homme pour qui le suprême « confort » est de faire, autant que possible, ce qu'il veut, à l'heure qu'il a choisie, dut-il payer de la solitude et de la pauvreté ce témoignage intérieur auquel il attache tant de prix, l'homme qui se donne ou se refuse, mais ne se prête jamais. »

Au passage, Pierre Seghers constate que « ces lignes n'ont rien perdu de leur vigueur, de leur actualité depuis plus de trente ans ». Ce qui est sans doute vrai, puisqu'il existe bien peu de lieux dans le monde où l'homme du Bernanos de 1941 n'est pas soit honni, soit pourchassé, au nom des raisons d'Etat, lorsque ce ne sont pas seulement celles des hommes d'Etat.

Il n'est pas sûr que tous les poètes de la Résistance, pas plus d'ailleurs que tous les résistants, aient combattu pour cette idée intransigeante de l'homme libre. La grandeur du combat n'en est pas diminuée si les lendemains pacifiques ont en effet montré que les motivations n'étaient pas forcément semblables. Pour autant, on a le droit de préférer le choix de Pierre Seghers à celui de beaucoup d'autres. On en a d'autant plus le droit qu'ayant sans doute retenu l'art d'écrire à double sens, il apporte à son tour, à l'occasion d'un rappel de la situation de la France pendant la « drôle de guerre » et de celle qu'on y faisait aux communistes, suspects depuis le pacte germano-soviétique, sa propre définition, celle de l'action logique du totalitarisme politique... « Ne plus offrir aux individus la possibilité de travailler — nous regrettons, il n'y a rien pour vous... — ne plus donner aux journalistes et aux écrivains la possibilité de s'exprimer — toutes les entreprises sont des entreprises d'Etat — restreindre la libre circulation des personnes et apeurer les gens, pourrir leurs relations en semant entre les uns et les autres le doute, contrôler et diriger la presse et l'édition, brûler les livres, interner les « suspects » dans des cliniques et des hôpitaux psychiatriques, rendre fou, emprisonner et déporter, anéantir, abolir enfin les droits de l'homme, telle est la fin contre laquelle viendront buter tous les régimes totalitaires. »

Il suffit de regarder autour de soi pour savoir que ces vices sont les mieux partagés du monde. En tout cas, Pierre Seghers se souvient pour quoi il a combattu. Grâce lui en soit rendue.

GEORGES FRAMERIES

* Pierre Seghers : « La Résistance et ses poètes » (France 1940-1945) Editions Seghers, 661 pages - 49,50 F.

Roger Planchon : "Nous créons un appel d'air partout où nous passons"

Le T.n.p. de Roger Planchon et Patrice Chéreau va bientôt repartir sur les routes de France. Avec trois nouveaux spectacles. « A.A. ou les théâtres d'Adamov » monté par Planchon, « Lear » d'Edward Bond mis en scène par Chéreau et « Maman Chicago » de Planchon, comédie-ballet réalisée par Félix Blaska et Roger Planchon. Selon la même formule que l'an passé : un séjour de trois semaines dans chaque ville. Une expérience dont Roger Planchon peut déjà comptabiliser les acquis.

— Quelles leçons tirez-vous de votre immense randonnée de la saison dernière avec « La dispute », « Le cochon noir » et « Tartuffe » ?

— On nous avait dit : « Là vous pourrez jouer une fois, mais vous ne remplirez pas la salle ». Nous avons joué quatre fois et refusé l'équivalent de quatre salles. S'est ainsi confirmé ce que j'ai toujours pensé : les besoins culturels sont une chose flottante ; il faut les créer pour prouver qu'ils existent. Si vous vous contentez de faire une enquête sociologique à partir de la question « avez-vous des besoins culturels », il est évident que vous obtiendrez beaucoup de non. Seul le travail sur le terrain est probant. C'est là la première leçon : à l'encontre du défaitisme qu'affichent certains, il y a possibilité de faire craquer la jauge habituelle du public en province.

Je craignais aussi qu'on nous reçoive mal, qu'on nous accuse de « racketter » la clientèle, de desservir les actions locales. Ce serait un risque si nous revenions chaque année dans la même ville. Nous avons décidé de n'y passer que tous les trois ans. C'est une autre situation. Nous provoquons plutôt un appel d'air, nous aidons les établissements qui nous accueillent dans la mesure où nous faisons monter le nombre des abonnements sur l'année. Ceux qui avaient peur hier nous redemandent aujourd'hui.

Je pense également que la présentation d'un répertoire de trois pièces est une bonne solution. La tournée traditionnelle n'a pas d'impact dans la mesure où elle ne crée aucun rapport en profondeur. Au contraire, un répertoire est efficace ; car il inclut dans sa démarche la continuité qui est la condition première d'un travail possible entre un public et une troupe.

— Ne croyez-vous pas que le sigle T.n.p. vous a beaucoup aidé à remplir vos salles ?

— Moins qu'on ne le croit. D'abord parce que nombreux sont ceux qui réagissent en disant : « Ce n'est plus le même T.n.p. ». Mais surtout pour beaucoup de jeunes le mot T.n.p. ne signifie rien : ils ont vécu en province, ils n'ont pas connu Jean Vilar, ils ont vaguement entendu parler d'un lointain Théâtre national qui ne représente pas grand-chose pour eux. Je crois que les succès de Patrice Chéreau ou de mes propres spectacles depuis un certain nombre d'années ont constitué des arguments plus convaincants.

— Quand vous avez accepté le label T.n.p. vous avez proclamé votre intention de réunir l'expérience de Vilar et celle de Gémier. Croyez-vous y être parvenu ?

— De Vilar, nous avons hérité d'une certaine rigueur dans le travail. De Gémier nous avons repris l'itinérance : il voulait balayer la province ; c'est ce que nous faisons.

— Pour l'instant, vous ne jouez que dans les villes où existe une salle suffisamment équipée pour vous accueillir. Envisagez-vous d'investir toutes les villes ? Et comment ?

— Quand nous avons passé un contrat avec le ministère des Affaires culturelles, nous avons tenu le discours suivant : « Vous nous donnez l'équivalent de la subvention du T.n.p. de Vilar et nous nous attelons à « couvrir » l'ensemble du pays. » Malheureusement, chiffres et factures en main, je puis prouver que nous ne disposons que d'un tiers de la subvention de l'ancien T.n.p. Pour travailler en profondeur c'est insuffisant. A la signature de notre contrat, également, M. Duhamel, alors ministre, nous avait tenu des propos de ce genre : « Vous démarrez la première année ; ensuite nous réglerons le problème du matériel. » Car nous avions demandé qu'un matériel volant soit mis à notre disposition : aussi bien des camions que tout ce qu'il faut pour aménager rapidement le plus dénudé des lieux, un gymnase par exemple, en salle de théâtre. Nous ne voulions pas que ce matériel soit la propriété du T.n.p. mais qu'il soit matériel d'Etat mis à la disposition permanente de toutes les compagnies ; le T.n.p. ne l'aurait utilisé que quatre mois par an.

Tant que nous n'aurons pas plus d'argent, tant que nous n'aurons pas le matériel souhaité, il nous faudra délaisser certaines villes.

— Si vous aviez plus de moyens, que voudriez-vous démontrer ?

— Il y a quelques années, les pessimistes me disaient : « Tu t'installes à Villeurbanne, il n'y aura pas un chat dans la salle ». Maintenant nous y jouons trente fois chaque spectacle à guichets fermés. Et le Théâtre du VIIIe de Marcel Maréchal en fait autant. Il y a 25 ans le Théâtre de Villeurbanne se consacrait entièrement à l'opérette. Le changement intervenu est assez remarquable. Pour l'ensemble de la province le résultat sera le même un jour. Mais il faut attendre une dizaine d'années, quand nous serons passés trois fois dans la même ville... De toute manière, je suis parfaitement conscient que l'expérience du T.n.p. est insuffisante, il faudrait au moins six ou sept T.n.p. sur l'ensemble du pays assurant des festivals d'un mois à un mois et demi dans chaque ville. Mais les modestes pas que nous faisons sont importants : ils mettent à mal le mythe de la « province morte » ; désormais, où nous sommes passés, aucun homme politique n'ose nier qu'il y ait des besoins latents. Et puis il y a les retombées, ce qui se passe au-delà de la représentation. A Tours par exemple, dès notre arrivée, le fils de M. Royer a appelé la population à chasser le T.n.p. La réaction a été inverse, les gens se sont groupés, ont fait des motions, ont osé se dresser contre l'arbitraire régnant. Vu de Paris cela peut paraître anecdotique. Localement ce fut un événement très important.

— Malgré tout, malgré l'efficacité de votre travail, certains vous jalousent encore et accusent le T.n.p. de prendre l'argent de plusieurs jeunes compagnies...

— La politique culturelle de la France est dérisoire. Le budget en est ridicule. Faut-il partager la misère ? Les pauvres savent très bien que partager quatre sous en six ne veut rien dire. Dans une famille miséreuse ce n'est pas en vérifiant l'exactitude des parts

"QUESTIONS D'ACTUALITE"
dirigée par **F.-H. de Virieu**

PIERRE PEAN

PETROLE la 3e guerre mondiale

..... déclenchée au Proche-Orient par les Etats-Unis, un complot génial !

CALMANN-LÉVY



Roger Planchon pendant les répétitions de « Maman Chicago ».

de bifteck qu'on nourrit plus les gens. C'est en amenant davantage de nourriture sur la table. Faut-il déshabiller les uns pour habiller les autres ? Le Pouvoir en place manie l'art de la division : en suscitant les bagarres des théâtres entre eux, il fait oublier que c'est lui le responsable de la pénurie. Pendant très longtemps dans les couloirs du ministère on m'a expliqué que si je n'avais pas d'argent, c'était la faute à Vilar et à son T.n.p. Plus tard, de la même façon, les collaborateurs de Maurice Druon ont expliqué aux jeunes compagnies qu'ils ne pouvaient pas leur accorder de subventions parce que c'est Planchon et Chéreau qui prenaient tout. Dans les deux cas c'était un mensonge. La subvention du T.n.p. n'a été prise sur personne, sur aucune troupe ; elle est venue en augmentation du budget global du ministère ; sinon je ne l'aurais pas acceptée...

J'ai fait 20 spectacles sans aucune subvention ; j'en ai fait 20 avec des subventions dérisoires ; j'en ai monté 5 entièrement, sans pouvoir jamais les montrer au public, faute de lieu où les jouer. Je ne souhaite à personne de passer par là. La solution est ailleurs. Depuis vingt ans, je ne cesse de le répéter. Si nous avions affaire à un Etat franchement honnête — mais cela sous-entend un changement de société — il faudrait établir ce que coûte tel théâtre ayant tel type d'activité. On calcule bien le prix d'un hôpital...Pourquoi pas celui d'un théâtre ? Les gens de mauvaise foi diront que chaque metteur en scène ne monte pas des spectacles de même prix que son voisin, donc que c'est compliqué à chiffrer. Mais les malades n'ont pas tous les mêmes maladies et l'on est bien capable de donner le prix moyen d'un lit d'hôpital ! Le théâtre pourrait donc être traité comme tous les autres services publics ; mais cela sous-entend une autre politique où les responsables aient le courage de dire : la nation a les moyens de financer tant de théâtres et elle le fera.

(Propos recueillis par JEAN-PAUL LIEGEOIS)

Cinéma

Ferreri à l'espagnole

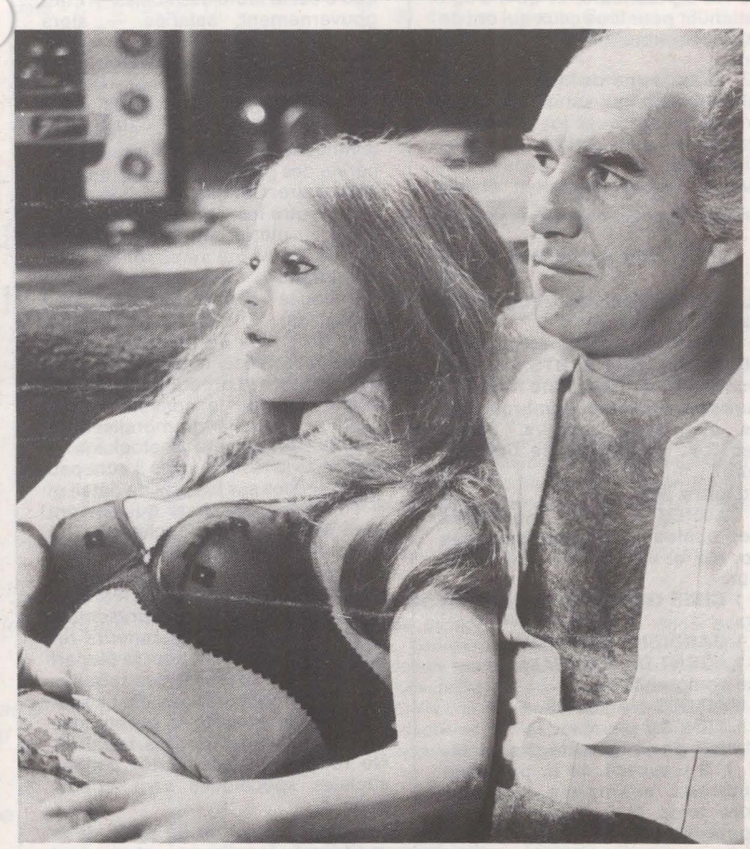
Du côté de Perpignan ou ailleurs, des exploitants de cinémas sans scrupules n'ont pas manqué de renouveler l'escroquerie au « Dernier tango ». Cette fois avec une œuvre de l'Espagnol Luis Berlanga, « Grandeur nature », annoncée par eux dans le style « les étreintes coupables d'un quadragénaire et d'une poupée gonflable ». Or s'il existe un film qui n'a rien à voir avec un « porno », c'est bien celui-là.

C'est vrai qu'un résumé anecdotique de « Grandeur nature » peut faciliter la duperie, dès les premières minutes où ce respectable citadin de 45 ans déballe de sa caisse d'expédition la « parfaite » reproduction de femme en polyuréthane qu'il vient de se faire expédier. Mais il s'avère vite que ce n'est pas simple fantaisie sexuelle : avec cette Célimène dépourvue de coquetterie — et pour cause ! — l'Alceste de Berlanga va se couper du monde. S'isoler d'une société qui ne lui est pourtant pas cruelle — une profession libérale, de l'argent, une épouse compréhensive, une maîtresse séduisante... — mais dont il s'est lassé. Et, par peur sans doute des vraies femmes, vivre une nouvelle vie (parallèle) en compagnie d'une femme idéale, la Femme : la poupée-sculpture certes inerte, mais infiniment docile — femme-objet à tous les sens du terme — et débarrassée de tous les défauts que ce misogyne a pu reprocher aux femmes. Tout à fait comme le héros de la « Sleeping beauty » que nous donnait à voir l'an dernier le cinéaste américain James Harris.

Pas besoin de détenir un diplôme de psychologie ou de psychiatrie pour comprendre que le Michel de « Grandeur nature » tombe dans une aberration paraît-il courante : l'amour comme forme du narcissisme, la (le) partenaire réduit(e) à un simple reflet de soi. La « vie en commun » que Michel entame avec la poupée — l'habillant chic, la présentant à sa mère, dînant et regardant la télévision en sa compagnie, etc. — n'est finalement qu'une forme supérieure et intellectualisée de l'onanisme. Car « l'Espagnol est principalement un onaniste », dit Luis Bunuel.

Mais depuis « L'homme au sable » d'Hoffmann ou l'« Eve future » de Villiers de l'Isle-Adam, on sait qu'aimer une androïde ne va pas sans problèmes. Croyant avoir résolu celui du rapport possession /soumission de l'idylle traditionnelle, Michel va déchanter : le mâle sûr de sa domination absolue devient peu à peu l'esclave, simplement parce que les autres hommes et leur désir donnent à la poupée une « existence » autonome que son amant ressent comme une trahison. Alors quoi : le crime passionnel ? le suicide à deux ?

Ce qu'est la solitude sociale, ce qu'est le besoin de retour à l'enfance, ce qu'est l'homme dans ses rapports à l'autre, ce qu'est le couple, comment l'environnement social modifie le couple, le vieux dilemme : être solitaire ou être solidaire... Autant de questions importantes posées par Berlanga sous un habillage provocant de sex-shop. On ne s'en étonnera pas : le cinéaste espagnol — auteur déjà de « Bienvenue Mr Marshall » et du « Bourreau » — ne se contente pas de partager avec Marco Ferreri le talent du scénariste Rafael Azcona et celui de Michel Piccoli, qui réalise ici une performance sans précédent depuis « Themroc » ; c'est la même approche un peu déroutante de thèmes voisins qu'ont en commun les auteurs de « La grande bouffe » et de « Grandeur nature ».



SERGE RICHARD

NOS LECTEURS ONT LA PAROLE

Réflexions sur l'agriculture

« Avant de parler de la situation agricole (n° 120), je crois, si l'on ne veut pas se contenter de rassembler les mécontents, qu'il est nécessaire d'avoir à l'esprit :

— que nous venons de vivre trois très bonnes années agricoles, ce qui s'est traduit par des investissements importants : bâtiments, matériel... pas toujours raisonnés ;

— que la politique du ministère de l'Agriculture a eu un but électoral évident, mais qu'elle a entraîné une manne financière non négligeable (relance bovine, prêts, subventions, zone de montagne...) dont il est vrai ont souvent profité les « malins », mais pas eux seuls ;

— que les causes du malaise actuel sont :

1) le renchérissement des matières premières, qui ne touche pas que les agriculteurs, et qu'il s'agit d'atténuer pour tous ceux qui ont de faibles revenus (mesures sélectives) ;

2) le marasme du marché de la viande bovine, qui est un scandale, car il remet en cause les prévisions des experts et les incitations à produire mises en place. Sans prévisions sérieuses, comment établir une politique agricole à moyen terme ? Ces erreurs, aggravées par des importations non ou mal contrôlées, ne sont pas nouvelles et découragent les agriculteurs. Pourquoi produire si les cours ne sont pas garantis ? Mais la production de viande touche principalement les éleveurs de races à viande, et beaucoup moins les autres, qui sont de loin les plus nombreux. N'ont-ils pas d'ailleurs participé à l'effrondrement des cours en stockant des animaux au moment où la viande était chère ?

— que la baisse des cours du porc, mais c'est un phénomène cyclique, et la rentabilité des porcs ne peuvent être évaluées que sur une longue période. Tout chef d'entreprise, et les agriculteurs se veulent « chefs d'entreprise », est sujet à des baisses de revenus tenant à la conjoncture ;

— que l'état d'esprit de l'agriculteur « moyen » est, chaque fois que ses affaires vont mal, de considérer que c'est la faute des autres — Etat, gouvernement, salariés — alors qu'il se veut indépendant et refuse toute contrainte ayant pour but d'organiser la production,

— que le remède à ces surproductions chroniques ne réside certainement pas dans une hausse générale des prix, même si celle-ci est nécessaire. Car elle accroît la différence entre les « gros » et les « petits », ou plutôt entre les traditionnels et ceux qui recherchent une amélioration raisonnée de leurs techniques (investissements raisonnables). D'autre part, même avec un Office de la viande, il est illusoire de penser que l'on augmentera les prix à la production en diminuant ceux de la consommation. L'Office de la viande moralisera le marché, organisera le stockage et garantira le revenu, mais il aura peu d'incidences sur les prix de détail et il entraînera des frais qui devront bien être payés par quelqu'un. Qui entend-on d'ailleurs par « petits » ? Ceux de moins de 20 ha relèvent-ils de la politique agricole ? En Moselle, où je travaille, ils représentent 10 000 des 15 000 agriculteurs recensés, mais ce sont pour la plupart des ouvriers paysans, des retraités ou des agriculteurs âgés. En Limousin, où j'ai travaillé, c'étaient des agriculteurs âgés ou des retraités. Ne relèvent-ils pas plutôt d'aides sociales spécifiques sans conditions ?

— que personne ne parle de la maîtrise du foncier, qui est pourtant une charge de plus en plus lourde pour les jeunes, et qui ne peut être résolue que par des propositions semblables à celles préconisées dans le programme commun — qui apparemment n'a pas rencontré beaucoup d'audience dans les campagnes.

Pour terminer, je souhaite que la gauche fasse des propositions à court terme, en tenant compte d'une politique à plus long terme, visant à définir la place et le rôle de l'agriculture. Sachant toutefois qu'aucun pays n'a jusqu'à présent résolu le problème agricole et que, d'autre part, il existe d'une façon très simplifiée deux voies entre lesquelles les gouvernements précédents n'ont pas su choisir :

— ou maintenir des exploitations de type familial (30 à 60 ha) qui dominent actuellement, mais cela a pour corollaire une augmentation de leurs productions animales — techniquement possible — une certaine spécialisation — ce qui ne veut pas dire industrialisation — le développement de l'agriculture de groupe (entraide, machines...), une meilleure maîtrise des marchés par une organisation de la production, une sélectivité (à déterminer) des aides, une aide à la reconversion de ceux qui, malgré tout, ne pourront rester agriculteurs. Mais cela signifie, en contrepartie, un excédent de production qu'il faudra écouler. Or, jusqu'à présent, la peur des excédents a fermé la modernisation souhaitable des exploitations orientées vers l'élevage. Est-il possible de concevoir des débouchés vers le Tiers-Monde, ce qui suppose une certaine spécialisation des vaches à l'échelle mondiale, l'assistance nécessaire au début devant céder la place à des échanges ?

— ou bien se contenter de nourrir la France et d'exporter ce qui est possible dans le Marché commun. Ce qui suppose une certaine extensivité, donc un agrandissement des exploitations, un exode rural concevable dans la mesure où des emplois seront créés, voire le gel de certaines surfaces.

Pour un technicien agricole, qui a par ailleurs beaucoup de respect pour le monde agricole, il est navrant de constater que les manifestations actuelles n'ont aucun caractère constructif. Cela est peut-être dû à l'isolement des agriculteurs, mais n'ont-ils pas tendance à s'y complaire ? Il est facile de se rassembler pour barrer des routes ou épandre du purin dans les villes, au risque d'aggraver l'incompréhension agriculteur-citadin ; il est plus difficile de se réunir pour réfléchir sur l'avenir et prendre conscience des relations à établir avec les autres couches socio-professionnelles. » (J.C. DE MIJOLLA, Nancy)

le Pouvoir et la presse

« Au lieu de favoriser la libre expression de tous les courants de pensée et de permettre l'entrée de l'information dans toutes les couches sociales, le Pouvoir actuel tente par sa politique délibérée, d'entraver toutes les activités de la presse. Que ce soit de façon indirecte, par le biais des N.m.p.p., ou par son action propre, sous la forme de l'asphyxie fiscale, le Pouvoir menace directement l'existence même de la presse.

Les charges fiscales avec la T.v.a. en particulier, le prix du papier pour lequel l'Etat n'intervient plus, les tarifs exorbitants que la presse doit payer pour sa diffusion ou son approvisionnement en nouvelles auprès de l'A.f.p., la répartition sélective de la publicité d'Etat et du fonds culturel accablent la presse chaque jour davantage.

Que le lecteur grince des dents quand « son » journal augmente, c'est normal, de la même façon que quand le timbre poste « petite vitesse » double. Mais la presse est une marchandise un peu « spéciale », car elle véhicule l'information et la pensée humaine sous tous ses aspects. La liberté de la presse est aussi une des composantes même de la démocratie.

Les mesures que prendra un gouvernement, qui sont contenues dans le programme commun de gouvernement, telles que la suppression de la T.v.a., les exonérations fiscales, aide au prix du papier, réorganisation démocratique de la distribution, etc., sont donc plus que jamais nécessaires et « à la une » de l'actualité.

Le dernier numéro de « Combat » titrait : « Silence... on coule ! » Que cela ne devienne pas vrai pour toute la presse ; désormais, c'est notre combat » (Claude FINALE, Marseille).

Un maoïste à Mitterrand

« C'est très affligé que je vous écris ; votre geste était beau : vous venez vers nous, nous faisant confiance, sans protection. Je suis maoïste. Pour moi, le maoïsme est un courant de pensée : divergeant de votre programme. C'était le moment de faire connaissance et d'échanger des idées. Le contact humain étant une chose, la critique politique une méthode efficace pour des esprits non masturbés par la haine qui ne s'emparent pas d'une étiquette pour justifier leur violence non assouvie : le nazisme leur aurait servi.

Sur le plan moral j'estime votre parti plus proche de notre liberté maoïste que ces groupes qui ont attaqué l'homme ; ils ont oublié que, dans le socialisme, on aime l'homme pour le servir.

Je vous salue fraternellement.

Un maoïste qui vous témoigne respect. » (S. H., Paris 5e).

PETITES ANNONCES

La MAIRIE DE SARCELLES recrute d'une part :
— 1 Adjoint technique spéc. électrotechnique, DUT ou BTS. Un mois de congés été, 1 semaine hiver. 40 heures par semaine. Nombreux autres avantages sociaux. Ecrire avec C.V. à Monsieur le Député-Maire.
et d'autre part :
— CADRES A et B : ingénieurs gdes écoles - Lic. droit, sciences éco, etc, et bac + 1 an ens. supérieur.
— 1 CHEF D'EQUIPE Voirie et divers
— 1 GARDIEN FACTOTUM
— 1 AGENT DE BUREAU pour service comptabilité
— MAITRES-NAGEURS
— 1 AIDE OP plombier
1 mois de congés été, 1 sem. hiver + 2 j. except. 40 H. par sem. Nombreux avantages sociaux. Ecrire avec C.V. à Monsieur le Député-Maire.

ARLES (B.d.R.), 46136 habitants, recrute par voie de mutation Chef de Bureau, très au courant COMPTABILITE M 12 — Logement à titre onéreux assuré - Ecrire avec Cur. Vitae à Mairie d'ARLES 13.637.

Au risque de vous plaire



Livres

ROMAN

*** Emile Guillaumin : La vie d'un simple (Stock).**

En attendant les romans de la rentrée, un « classique » trop méconnu : l'œuvre unique d'un écrivain-paysan, d'un homme de lettres qui resta à la terre et fut le pionnier du syndicalisme paysan en France.

LITTERATURE

*** Henri Gougaud : Démons et merveilles de la science-fiction (Julliard).**

Entre l'astronef et le tapis volant ou les ailes d'Icare, seule change la forme, le fond reste. La science-fiction n'est qu'un déguisement de plus des mythes surannés. Démonstration suit.

*** Carlo Goldoni : La Locandiera, Les Rustres, La nouvelle maison (Editions sociales).**

A travers un ensemble théâtral, le panorama de la société italienne du XVIIIe siècle.

ESSAIS :

*** André Blanc : Francis Lemarque (Seghers)** Les rimes et les raisons d'un chanteur populaire dont les rengaines font encore danser les quelques pavés que Paris a pu sauvegarder.

*** Edmonde Charles-Roux : L'Irrégulière ou mon itinéraire Chanel (Grasset).**

Une biographie qui prend l'allure d'une enquête policière. Les mensonges et les apparences d'une vie sont débusqués. Reste une femme fragile, marginale, ambitieuse, indépendante, aussi équivoque qu'un personnage de Marcel Proust.

POLITIQUE

*** Yves Hardy et Emmanuel Gabey : Dossier L... comme Larzac (Editions Alain Moreau).**

La terre appartient à ceux qui la meurtrissent. Voir aussi notre article p. 10.

*** Louis Althusser : Eléments d'autocritique (Hachette- Littérature).**

Un examen critique des positions de « Pour Marx » et « Lire le capital ». Suivi d'un essai sur le jeune Marx, datant de 1970.

*** Madeleine Trebous : Vie et travail des Algériens en France ; préface de Francis Jeanson (Editions du Jour).**

Problème d'accueil et de racisme, questions de culture et de politique. Un livre fraternel pour mieux comprendre nos « tiers-frères ».

FESTIVALS

*** Fête de l'Humanité à la Courneuve.**

Une grande kermesse culturelle et politique. Avec notamment le « Paris populi » de Francis Lemarque et « Histoire de chanter ou la chronique du peuple français par ses chansons », un spectacle du Théâtre de la Satire de Vénissieux, le « Requiem » de Berlioz interprété selon le vœu, jamais réalisé auparavant, de l'auteur, par 450 exécutants et une exposition : 100 ans d'impressionnisme.

*** 6e Festival d'été de Sceaux :**

Les Ménestriers, l'Ensemble instrumental de France, des quatuors, etc... Au programme : Mozart, Bach, Vivaldi, Haydn.

*** Grande Semaine de la Côte basque :**

A Biarritz, Bayonne et Saint-Jean-de-Luz, Yehudi Menuhin, la Messe des Corsaires et le Requiem de Mozart.

*** 1er Rendez-vous d'Illiers-Combray (Eure-et-Loir) :**

Le siècle d'or espagnol : « Don Gil de vert vêtu » de Tirso de Molina, une fête espagnole au XVIe siècle et un concert de sonates et madrigaux de l'époque de Charles Quint.



Télévision

VENDREDI 6 SEPTEMBRE

Athlétisme : championnats d'Europe (16 h 15, ch. 2 ; et samedi 18 h 15, ch. 2).

Chronique d'une adolescence : « Un jour à Nice », dramatique de Serge Moati, auteur complet (20 h 35, ch. 2)

Au magazine de Rossif-Chazal, les films de la rentrée : Rivette, Bunuel, Bresson, Tanner, « L'exorciste » (21 h 45, ch. 1).

SAMEDI 7

Pologne-France de football (16 h 35), ch. 2)

Une dramatique de Subiéla sur le fameux magnétiseur viennois : « Le baquet de Frédéric-Antoine Mesmer » (20 h 30, ch. 1).

Un Brecht peu connu : « Un jour mémorable pour le savant M. Wu » (20 h 30, ch. 3).

Pourquoi la bombe ? « La décision d'Hiroshima », avec les témoignages d'Oppenheimer, Byrnes, etc. (22 h 10, ch. 1).

DIMANCHE 8

Léo Ferré à l'émission D'hier et d'aujourd'hui (13 h 45, ch. 1).

L'adaptation d'une nouvelle de Marcel Aymé, « La bonne peinture », précédée d'un portrait de l'auteur (20 h 35, ch. 2).

Orson Welles avocat de deux jeunes criminels : « Le génie du mal », de Richard Fleischer (20 h 45, ch. 1).

Le lyrisme en demi-teinte du cinéma tchèque des années 60 : « Le premier cri » de Jaromil Jires (22 h 45, ch. 2).

LUNDI 9

« Quoi de neuf, Pussycat ? », un film très — trop — sophistiqué sur un scénario de Woody Allen (20 h 30, ch. 3).

Un dossier Chili au magazine littéraire Ouvrez les guillemets (21 h 20, ch. 1).

MARDI 10

Le joyeux « Homme de Rio » (alias Belmondo) de Philippe de Broca (15 h 15, ch. 2).

Un classique du film d'aventures : Clark Gable et Charles Laughton dans « Les révoltés du Bounty » (20 h 35, ch. 2).

MERCREDI 11

Deux reportages au Brésil dans la série La télévision des autres (20 h 30, ch. 1).

JEUDI 12

« Le procès de Nuremberg » (20 h 30, ch.1) et « Yvette Guilbert » (20 h 30,ch. 3) : voir en page 26 de ce numéro.

Le 1er de 7 épisodes sur le fameux réseau d'espionnage Orchestre rouge (21 h 35, ch. 2).

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1) .....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*60 F* [ ]
normal d'un an à	*100 F* [ ]
de soutien à	*150 F* [ ]
de soutien à	*200 F* [ ]

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire	[ ]
par chèque postal	[ ]
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source	[ ]

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 5, rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION

Guy Perrimond, Serge Richard (rédacteurs en chef), Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Claude Fuzier, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

SECRETAIRE DE REDACTION-MAQUETTES

Nicole Chaillot.

AVEC LA COLLABORATION DE

François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Henri Delisle, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé.
Publicité : Régie Publicitaire, 2 rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité.

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76-Yvetôt.

LE HASARD ET LA FAIBLESSE

Pour la première fois depuis la campagne présidentielle, François Mitterrand a pu lundi dernier s'exprimer longuement à la Télévision en répondant aux questions de quatre journalistes dans le cadre de l'émission Actuel 2. On retrouvera ci-dessous quelques extraits de l'émission.

Jean Boissonnat : M. Giscard d'Estaing vous paraît-il avoir changé depuis la campagne présidentielle ?

François Mitterrand : Pour un homme responsable, une fonction crée des devoirs et M. Giscard d'Estaing, président de la République, a conscience de ses devoirs qui sont différents de ceux qu'il avait auparavant, homme politique, ministre des Finances. Mais, sur le fond, je ne suis pas surpris, dans la mesure où je ne vois pas encore où est la différence. Si j'observe qu'avec l'intelligence qui est la sienne et sa capacité à saisir l'opinion, certains de ses projets ont été présentés de telle sorte que sa clientèle électorale, la droite, a été surprise, j'essaie d'avoir une vue globale. Il n'y a pas lieu de s'émerveiller des changements qui nous sont annoncés et qui, pour l'instant, sont limités à quelques projets intéressants, sans toutefois toucher aux structures.

Jean Ferniot : Préférez-vous M. Giscard d'Estaing président de la République à ses prédécesseurs immédiats ?

François Mitterrand : Disons que nous étions sous Charles X et que nous sommes sous Louis-Philippe. On respire un peu. Mais Louis-Philippe, qui était-ce ?...

Jean Ferniot : Il y a eu une Révolution entre les deux.

François Mitterrand : Il s'est produit pas mal d'événements, me semble-t-il, entre la mort du président Pompidou et l'élection de M. Giscard d'Estaing. Interrogez là-dessus M. Sanguinetti. Quoique, depuis quelque temps, il semble avoir perdu son sens critique pour retrouver les joies d'un ralliement sans condition.

Jean Ferniot : Vous avez dit vous-même : j'attends pour voir. Pour voir quoi ?

F.M. : J'attends pour juger un certain nombre d'actes dont j'aperçois les initiatives et les débuts et dont je n'aperçois pas le dessein. Il semble que mon rôle soit un peu singulier. Pendant des semaines, j'ai représenté la gauche dans un combat politique capital et, presque tous les soirs, je me suis adressé aux Français. Je n'ai d'ailleurs pas eu l'occasion, elle ne m'a pas été donnée, de remercier ceux qui, 13 millions environ, ont bien voulu m'apporter leurs suffrages. A moi sans doute un peu, mais beaucoup plus aux idées et aux projets que je représente. J'ai jugé qu'il était plus normal d'observer une sorte de réflexion, celle des 100 jours qui nous était demandée (...).

La différence fondamentale entre M. Giscard d'Estaing et moi c'est que, pour pouvoir proposer des mesures de progrès et de changement, il a été obligé de les prendre dans le programme commun de la gauche. Tandis que, si j'avais été élu, je n'aurais pas pu prendre une seule mesure dans son programme. Il semble donc bien qu'au cours de cette compétition j'ai apporté, au nom de la gauche, un ensemble de propositions extrêmement riches, prometteuses pour le destin de la France, alors que le programme de la droite, du parti conservateur que M. Giscard d'Estaing représentait, était pratiquement vide de toute réalisation nouvelle (...).

Georges Suffert : Vous admettrez bien que votre adversaire a fait une politique inverse de celle sur laquelle il a été élu.

F.M. : N'exagérons rien. Je ne connais pas encore une seule mesure de caractère économique et social qui vous permette de dire cela. J'aperçois par contre un certain nombre de mesures, en petit nombre, mais significatives, proposées en tout cas par moi-même depuis dix ans et qui, enfin, ont vu le jour. Je pense en particulier à l'âge électoral, comme aux mesures de libéralisation pour la contraception. De même, un certain nombre de projets qui ne sont pas entrés en forme, mais dont on peut penser qu'ils se réaliseront puisque le président de la République les a promis. Cela regarde les mœurs, les usages, les traditions de notre pays. Et un homme comme M. Giscard d'Estaing a parfaitement compris qu'il était nécessaire maintenant d'adapter les lois aux mœurs. Cela, c'est un secteur bien précis. Mais pour ce qui concerne le fond de la politique structurelle et en même temps l'ensemble des projets sociaux et économiques, qui feront que la France aura tel visage plutôt que tel autre dans 2 ans, 5 ans, 10 ans, je ne connais pas les projets de M. Giscard d'Estaing. Rien ne m'autorise à dire qu'il n'est plus le même et qu'il n'est pas encore le ministre des Finances conservateur, refusant la justice sociale, s'en tenant à des données que je crois dépassées dans la lutte contre l'inflation, laissant se développer sans grande résistance la hausse des prix. De sorte qu'aujourd'hui, cinq ans après que M. Giscard d'Estaing ait pris la responsabilité des finances de la France, 16 ou 17 ans après qu'il soit entré au gouvernement à des postes importants dans le domaine économique, trois mois après qu'il soit devenu président de la République, nous venons d'entendre M. Fourcade (...).

Le reproche principal que je ferai aux mesures qui visent l'inflation est d'abord celui-ci : il me semble que le gouvernement français s'accommode de l'inflation dont les effets sont parfois commodes. Cela évite en particulier de prendre des mesures trop sévères. Cela permet, par exemple, de prendre aux épargnants autant que donne l'impôt sur le revenu. Les épargnants qui reçoivent 6 % d'intérêt quand l'augmentation des prix en est à 14 %, avant de passer à 16 ou 17 %, donnent à la fois aux banques et aux entreprises des sommes qui, je le répète, égalent pour le moins le produit de l'impôt sur le revenu. Plutôt que d'imposer les épargnants directement, cela se passe sans qu'ils s'en rendent compte. C'est un des problèmes capitaux qu'il faudra bien traiter : la ruine de l'épargne et la façon inadmissible dont l'épargnant, qui est le plus souvent salarié à petit revenu, est en train de supporter l'effort national sans qu'il s'en aperçoive.

L'inflation, c'est donc commode. Cela permet en même temps d'opérer un certain nombre de transferts dans la mesure où toute cette épargne est confisquée par l'entreprise privée et par la banque, cela permet à ces entreprises et à ces banques d'investir et cela hâte la concentration du capital dans les mains de quelques groupes financiers et de quelques grands groupes industriels. L'inflation, en vérité, permet de liquider toute une série de groupes socio-professionnels qui ne s'en rendent pas compte : agriculteurs, commerçants, salariés, épargnants de toutes sortes. L'inflation permet aussi d'avoir des plus-values considérables avec la T.v.a., ce qui permet de vivre sur l'inflation alors qu'il s'agit en vérité d'une ponction supplémentaire sur une richesse qui n'existe pas.

Enfin, à cause de l'inflation, une frontière extraordinaire est en train de se créer entre ceux qui peuvent emprunter et ceux qui ne le peuvent pas. Celui qui a les moyens d'emprunter est sauvé. Il passe dans le bon camp, puisqu'il reçoit de l'argent qui se déprécie. Celui qui n'atteint pas ce niveau là, en revanche, est perdu. C'est ainsi que l'inflation aggrave l'injustice. Une certaine société de privilèges trouve dans l'inflation un moyen très commode et apparemment indolore de faire de bonnes affaires et d'accroître les inégalités. Mais tout cela a un terme. Craignez qu'avec les mesures bénignes, la faiblesse, l'absence de vérité, le manque de courage du gouvernement, sans oublier naturellement l'absence de confiance des milieux du travail, l'absence de consensus national, craignez que d'un coup l'inflation dans laquelle on s'installe ne cède sous la poussée du malheur. (...).

Le gouvernement a une attitude paresseuse et peu courageuse face à l'inflation. Il se contente de mesures fragmentaires. M. Giscard d'Estaing sautille sur les problèmes. Mais ce sautillement n'est pas une politique... Il espère que vont intervenir prochainement une baisse des matières premières, la fin de l'inflation américaine et un boom économique allemand dont l'économie française recueillerait quelques retombées. Mais aucune de ces trois hypothèses ne paraît se dessiner. Une politique fondée sur le hasard est une politique de faiblesse qui n'est ni cohérente ni courageuse. On attend Grouchy et c'est parfois Blücher.